

Une lutte résolue contre
l'antisémitisme

Recueil de publications (2005-2021)

UJFP

DOSSIER 6

Antisémitisme,
antisionisme,
une confusion
volontairement entretenue

Table des matières

DOSSIER 6. Antisémitisme, antisionisme, une confusion volontairement entretenue.....	3
45. Les amants antisémites d'Israël.....	3
46. Antisémitisme, réalité et instrumentalisation.....	5
47. Honte à ceux qui font de l'antisémitisme leur fonds de commerce !.....	8
48. Affrontements rue de la Roquette : un piège qui a permis de ne pas parler de Gaza.....	15
49. Entretien avec Daniel Lévyne.....	18
50. Israël et Palestine dans la société française.....	22
51. Antisionisme - antisémitisme : à qui profite l'amalgame ?.....	31
52. L'instrumentalisation de l'antisémitisme.....	45
53. Droit de réponse au Monde.fr.....	50
54. BDS : « Le chantage à l'antisémitisme ne marche plus ! ».....	51
55. Michèle Sibony : « Critiquer Israël n'est pas antisémite ».....	54
56. Pierre Stambul : « Antisionisme-antisémitisme : pourquoi et comment éviter la confusion ».....	58
57. Déclaration publique d'organisations juives européennes sur la caractérisation de l'antisémitisme et les moyens de sa suppression.....	72
58. Netanyahou et les antisémites ensemble dans l'islamophobie !,.....	75
59. Antisémitisme, antisionisme. La confusion entretenue.....	77
60. Critique de la tribune de Denis Charbit : « Quand antisionisme et antisémitisme se recourent ».....	87
61. Lettre de l'UJFP aux députés : Observations de l'Union Juive française pour la Paix concernant la proposition de résolution n° 1952 « visant à lutter contre l'antisémitisme ».....	89
62. Non au détournement de la lutte contre l'antisémitisme.....	91
63. Réduire le Sud au silence pour protéger Israël. Le jeu dangereux du gouvernement allemand avec Achille Mbembe.....	95
64. Livreur condamné pour antisémitisme : quand l'ambassade d'Israël en France s'en mêle, l'antisémitisme augmente.....	97
65. Principes pour le démantèlement de l'antisémitisme, une réponse juive progressiste à la JDA (Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme) – JVP signé par UJFP -.....	100

DOSSIER 6.

Antisémitisme, antisionisme, une confusion volontairement entretenue

45.

Les amants antisémites d'Israël.

Auteur : Pierre Stambul

Date : 15 juin 2018

Contexte : Le 11 juin 2018, le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, rencontre son homologue ukrainien au Palais-Bourbon. Andriy Parubiy est le numéro 1 de la Rada, le Parlement ukrainien. C'est aussi le fondateur d'un parti néonazi antisémite, le Parti social-national d'Ukraine.

Lien : <https://ujfp.org/les-amants-antisemites-disrael/>

Nos amis de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) s'indignent à très juste titre de la réception par les plus hautes personnalités françaises d'Andriy Parubiy, président du Parlement ukrainien et dirigeant du parti « Svoboda ». Ce parti qui glorifie la collaboration avec l'Allemagne nazie est l'héritier de ceux qui servirent de guides et d'exécutants dans l'extermination des Juifs ukrainiens.

La présence de partis antisémites au pouvoir en Europe centrale et orientale est fréquente depuis quelques années.

Dans les pays Baltes, on célèbre régulièrement la résistance nationale face à l'invasion soviétique de 1940, après le pacte germano-soviétique. Mais on a choisi d'oublier que, dans cette résistance, il y a eu d'authentiques criminels de guerre qui ont servi d'auxiliaires aux Einsatzgruppen. C'est ainsi que 2 000 vétérans lettons de la Waffen SS ont défilé à Riga le 16 mars 2014.

En Pologne, la radio antisémite Mariya a fortement contribué à l'accession au pouvoir du parti « Droit et Justice » des frères Kaczynski. La Pologne vient de voter une loi négationniste qui punit quiconque rappelle une vérité historique avérée, à savoir que certains Polonais ont collaboré à l'extermination des Juifs.

Tous ces partis ont en commun de soutenir sans réserve Israël dans sa guerre contre le peuple palestinien. Au Parlement européen, ils ont voté sans restriction la définition sioniste de l'antisémitisme, celle qui considère que critiquer Israël est antisémite.

Y a-t-il une contradiction ? Non. Les Juifs ont été longtemps des « parias » en Europe (pour reprendre les mots d'Hannah Arendt) considérés comme des Asiatiques inassimilables. En Israël, ils deviennent des colons européens en Asie.

Le sionisme, dès son apparition, a tout fait pour qu'un maximum de Juifs quittent l'Europe. Du ministre pogromiste Plehve en Russie (1903) à Lord Balfour (1917), les antisémites ont apprécié et soutenu cette entreprise.

Un des cas les plus emblématiques aujourd'hui est celui de la Hongrie de Viktor Orban. Celui-ci a entrepris la réhabilitation du régime du Maréchal Horthy, régime pronazi qui a activement collaboré à l'extermination des Juifs hongrois. Le gouvernement hongrois a entrepris une campagne antisémite contre Georges Soros, juif états-unien d'origine hongroise. En visite à Budapest le 18 juillet 2017, Nétanyahou a félicité Orban en qualifiant Soros « d'ennemi d'Israël ».

En Europe occidentale, tous les dirigeants d'extrême droite ont fait la visite en Israël à l'invitation de Lieberman : l'Autrichien Strache, le Néerlandais Wilders, le Flamand Dewinter. Marine Le Pen n'a pas encore fait le voyage, mais son compagnon, le député Louis Aliot, a visité en décembre 2011 les colonies de Shilo et Eli qu'il décrit comme des villages de Judée-Samarie.

Le journaliste israélien Gideon Lévy a écrit le 20 novembre 2016 dans le journal Ha'aretz, juste avant l'investiture de Trump : « Tout à coup, il n'est plus si horrible d'être antisémite. Soudain, il est devenu excusable de haïr les Musulmans et les Arabes à condition « d'aimer Israël ». Les droites juive et israélienne ont décrété une large amnistie aux amants antisémites d'Israël. Et ce sont ces derniers qui vont bientôt exercer le pouvoir à Washington. »

Il pensait à Steve Bannon qui a été le premier conseiller de Trump. Le discours de Gideon Lévy s'applique à l'ensemble des Chrétiens sionistes. Pour ces évangélistes (et le vice-président Mike Pence en fait partie), les Juifs doivent retourner en terre sainte pour favoriser le retour du Christ, chasser le mal, Armageddon, c'est-à-dire les Arabes, les Musulmans, puis se convertir à la « vraie foi » sous peine de disparition. Ces antisémites ont donné des milliards de dollars pour financer la colonisation.

Il y a plus d'un siècle, les antisémites ont aimé le sionisme, prêt à les aider pour faire partir les Juifs d'Europe. Ils l'aiment toujours.



46. Antisémitisme, réalité et instrumentalisation

Auteur : Pierre Stambul

Date : 7 avril 2013

Contexte :

Lien :

Il est clair aujourd'hui qu'il y a de nombreuses interférences en France entre les actes racistes et la guerre israélo-palestinienne. On est souvent en pleine confusion et de tous côtés, on mélange Juif, Sioniste et Israélien.

Deux faits récents

Parce que ces confusions existent, l'ancienne représentante de l'Autorité Palestinienne en France, Leila Shahid a choisi dans ses interventions publiques d'être accompagnée le plus souvent possible par des Juifs progressistes, français ou israéliens. Loin d'ignorer la « martyrologie » juive et le génocide nazi, elle a pris l'habitude d'en parler pour expliquer qu'on fait payer aujourd'hui au peuple palestinien pour un crime dans lequel il n'a aucune responsabilité. Ce choix a un sens. Montrer que la dénonciation du génocide passé et la lutte pour les droits du peuple palestinien font appel aux mêmes valeurs universelles.

À l'heure où le nouveau président iranien, Ahmadinejad, multiplie les « dérapages » antijuifs en donnant la parole à Faurisson ou en organisant des concours de caricatures négationnistes, on peut s'interroger sur les réactions qui ont eu lieu quand il a dit qu'il fallait « rayer Israël de la carte ». Dans le camp du soutien à la Palestine, certains ont approuvé. Ils se trompent : ils n'ont pas voulu voir le caractère raciste de la déclaration iranienne dans un pays où la grande majorité des Juifs a dû quitter son pays. À l'inverse, le MRAP par exemple a dénoncé « l'intention d'Ahmadinejad d'anéantir et d'exterminer un peuple et un État parce que juif ». Le MRAP, dans son communiqué, confond État israélien et État Juif. Les Israéliens forment un peuple et ont droit à un état. En quoi cela justifie un projet colonial ou un état dans lequel les non-juifs sont des sous-citoyens dans leur propre pays ?

Histoire de l'antisémitisme

Il existe une version très noire de l'histoire juive, considérée comme une suite ininterrompue de persécutions et de massacres. Le premier antisémitisme est essentiellement religieux et même chrétien. Le peuple juif s'est constitué à partir de la Bible, il s'est forgé des origines et une histoire extraordinaires (mais légendaires). C'est pourquoi il sera un des rares peuples à refuser la « romanité » et à préférer l'exil à la soumission. Pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, il est en concurrence avec le Christianisme. Les persécutions commencent quand celui-ci triomphe. Les grandes périodes de l'antisémitisme (les Croisades, l'Inquisition, l'expulsion d'Espagne, les pogroms en Europe Orientale) relèvent de cet antijudaïsme chrétien. Le Juif considéré comme déicide est pourchassé comme on pourchasse les lépreux, les sorciers, les hérétiques, bref le « différent ». Il est séparé du reste de l'humanité dans des quartiers spéciaux. En revanche, il n'y a pas dans le monde musulman (avant le sionisme) de persécution spécifiquement anti-juive. Comme d'autres, ceux-ci ont un statut, celui de pratiquer une « religion du livre ».

C'est la sortie du ghetto en Allemagne puis en France à partir du 18e siècle qui va transformer l'antijudaïsme chrétien en antisémitisme racial. Invisibles dans la société, les Juifs sont un obstacle à la conception des nationalismes européens qui aspirent à créer des états ethniquement purs. L'antisémitisme devient la colonne vertébrale de toutes les idéologies nationalistes ou d'extrême droite. Dans l'empire russe (où vivent 60% des Juifs à la fin du 19e siècle), l'antisémitisme se double d'un conflit de classe. Massivement les Juifs sont des prolétaires qui se rallient à des idéologies laïques et révolutionnaires. La Révolution russe est précédée d'une grande vague de pogroms. Le Nazisme arrive au pouvoir en Allemagne sur un large consensus qui a fait des Juifs les responsables de la première guerre mondiale et de la révolution. Il y ajoute l'équation Juif = communiste. Le génocide nazi a définitivement détruit l'ancien Yiddishland et exterminé la moitié des 12 millions de Juifs européens.

Sionisme et antisémitisme

Le sionisme a des liens de parenté idéologiques avec les nationalismes européens. Les sionistes considèrent que l'antisémitisme est inéluctable, qu'il est inutile d'essayer de le combattre, que la lutte pour l'égalité des droits et le « mélange » sont impossibles et que la seule issue, c'est l'État Juif. Les sionistes n'ont joué qu'un rôle marginal dans la lutte contre l'antisémitisme ou plus tard dans la résistance juive au nazisme.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le sionisme est minoritaire parmi les Juifs européens et totalement marginal parmi les Juifs arabes. Quand la guerre éclate, 3% des Juifs du monde vivent en Palestine. C'est le génocide et la culpabilité occidentale qui ont rendu possible le succès du projet sioniste.

Dès la création de l'État d'Israël, l'antisémitisme va être instrumentalisé. D'abord avec l'idée que « Les Juifs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre ». Donc que tout est permis. Il suffit de lancer l'équation Arafat=Hitler et d'expliquer que les Palestiniens sont les héritiers de l'entreprise nazi.

Si un moment, le sionisme s'est justifié avec l'idée d'offrir un « havre de paix » à un peuple persécuté, très vite, il y a eu la volonté de faire immigrer tous les Juifs de monde entier et de nier la diaspora considérée comme une « parenthèse ». Toutes les manifestations d'antisémitisme, en

Europe de l'Est, en Argentine ou dans le monde arabe, ont provoqué des vagues d'immigration et ont renforcé le Sionisme. On sait aujourd'hui que l'exode des Juifs arabes a été fortement encouragé depuis Israël et même que certains actes antijuifs comme le dynamitage de la synagogue de Bagdad en 1950 ont été faits par des Israéliens. Les régimes arabes, en se débarrassant de communautés très anciennes, ont porté un grave tort aux Palestiniens.

Partout où l'antisémitisme existe ou a existé, il a renforcé Israël. En même temps, quand il n'existe pas, il est de l'intérêt du projet sioniste de le susciter ou de crier à son existence pour créer une adhésion émotionnelle et déclencher une nouvelle immigration. Quand aujourd'hui, des sionistes crient à l'antisémitisme, ils ne sont plus fiables car ces dénonciations se font en fonction d'intérêts bien précis. Ainsi les accusations contre Chavez étaient fallacieuses.

Les nouveaux antisémites

Historiquement, l'antisémitisme en France est lié à l'extrême-droite et il a été obligé pendant de longues années après la deuxième guerre mondiale d'avancer masqué. L'antisémitisme reste un élément central dans l'idéologie du Front National par exemple.

Il existe aussi une tradition antisémite à gauche où le Juif est assimilé au banquier capitaliste. Ce sont des militants venus de l'ultra-gauche (Rassinier dans les années 50 puis la librairie « La Vieille Taupe » dans les années 70) qui ont les premiers propagé le « négationnisme », la négation du génocide.

Ce courant, de façon marginale mais inquiétante quand même, s'est infiltré dans les rangs de ceux qui militent pour les droits du peuple palestinien. Comme les sionistes, les antisémites mélangent sciemment juif, sioniste et israélien et considèrent que les crimes de l'état israélien relèvent d'une perversité juive. Derrière cette mouvance, il y a un personnage trouble, Israël Shamir, ex soviétique émigré en Israël et converti à l'orthodoxie, qui a repris à son compte l'idée de peuple déicide ou les *Protocoles des sages de Sion*. Il y a aussi, à des degrés moindres, des gens comme Alain Soral ou Dieudonné qui propagent tous les stéréotypes antisémites.

Pour conclure

La guerre contre le peuple palestinien et l'occupation ont pour causes principales l'impunité dont jouissent les différents gouvernements israéliens : Un des moteurs de cette impunité, c'est la culpabilité occidentale vis-à-vis de l'antisémitisme européen et du génocide. L'antisémitisme est aujourd'hui récupéré pour justifier une politique colonialiste et militariste. Comme tous les racismes, l'antisémitisme doit être combattu sans faiblesse.

Toute comparaison entre antisémitisme et antisionisme ou antiisraélisme relève de la confusion délibérée. Une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice passera évidemment par la remise en cause d'une idéologie (le sionisme) assise sur un mensonge fondateur (« une terre sans peuple pour un peuple sans terre »). Et reconnaître les droits des Israéliens ne signifie pas accepter des dizaines d'années de viol des droits élémentaires, d'humiliations et de fait accompli.

Pierre Stambul, adhérent du Mrap et vice-président de l'UJFP



47.

Honte à ceux qui font de l'antisémitisme leur fonds de commerce !

Auteur : Pierre Stambul

Date : 7 avril 2013

Contexte : En 2002, Edgar Morin est poursuivi pour antisémitisme par les associations France-Israël et Avocats sans frontières. Il est relaxé définitivement en 2006.

En 2013, à la mort de Stéphane Hessel, le Crif s'indigne de la canonisation de Hessel, Richard Prasquier dénonçant « sa volonté obsessionnelle de faire de Gaza l'épicentre de l'injustice en ce monde ».

Lien : <https://ujfp.org/honte-a-ceux-qui-font-de-lantisemitisme-leur-fonds-de-commerce/>

Des officines zélées (CRIF, BNVCA¹ ...) ont pris l'habitude de dégainer instantanément pour faire taire toute critique de la politique israélienne.

Une propagande bien rodée

Vous vous réclamez du droit international, vous revendiquez l'égalité des droits pour les Palestiniens ? Vous êtes antisémites.

Vous dénoncez l'occupation et la colonisation ? Vous êtes antisémites.

Vous n'acceptez pas l'expulsion du peuple palestinien de son propre pays en 1948-49 et vous êtes pour le droit au retour des réfugiés palestiniens ? Vous voulez « jeter les Juifs à la mer » et vous êtes antisémites.

Le tribunal Russell sur la Palestine utilise les mots justes pour qualifier ce qui est à l'œuvre : apartheid, sociocide ... ? Ce tribunal est bien sûr antisémite.

Sur le modèle de ce qui s'est fait en Afrique du Sud, 172 associations de la société civile palestinienne lancent un appel mondial au BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) de l'État d'Israël ? Les Palestiniens veulent bien sûr « achever l'œuvre des Nazis ». D'ailleurs « Arafat était un nouvel Hitler » ? Et ceux qui pratiquent le BDS sont des antisémites.

¹ Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme. C'est une officine d'extrême droite créée par Sammy Ghozlan qui porte plainte systématiquement pour antisémitisme dès qu'on critique Israël.

Des personnalités juives françaises critiquent publiquement la politique israélienne ? On les traîne dans la boue. On fait un procès à Edgar Morin qui fut un grand résistant. On récuse la judéité et les combats dans la résistance de Stéphane Hessel et on proclame qu'il fut « un maître à ne pas penser » (lire Prasquier, président du CRIF). On orchestre une campagne de diffamation contre Charles Enderlin accusé d'avoir « bidonné » un reportage sur l'assassinat de Mohamed al-Durah. Tous ces Juifs critiques sont des « traîtres ayant la haine de soi », voire des Juifs nazis.

Les Pays-Bas décident de demander l'étiquetage des produits des colonies ? Cette décision est qualifiée d'antisémite. Et le ministre de l'intérieur israélien déclare que les Pays-Bas n'ont pas correctement indemnisé les Juifs néerlandais victimes du nazisme. Bref, vous leur parlez colonialisme, droit international, égalité des droits et ils vous répondent Shoah.

Comprendre ce qu'est l'antisémitisme ...

C'est le christianisme qui a inventé l'antijudaïsme à la fin de l'Empire Romain quand il est devenu religion d'État. Il y a eu l'accusation de déicide et de crimes rituels, les stéréotypes racistes (« les Juifs veulent dominer le monde »), les nombreux interdits professionnels (notamment à la possession de la terre), les expulsions et spoliations répétées, l'enfermement dans les juderias et les ghettos, puis les pogroms qui commencent dès la première croisade et connaîtront leur apogée en Espagne et en Ukraine.

Une réécriture de l'histoire est en marche, à la fois pour masquer l'antijudaïsme chrétien et pour prétendre que les Juifs ont vécu l'enfer dans le monde arabo-musulman. Les Juifs ont eu le statut de « dhimmi » (= « protégé ») auquel avaient droit les adeptes des « religions du livre » non musulmanes : chrétiens, zoroastriens, juifs ... Ce n'était certes pas la citoyenneté (elle n'existait nulle part à l'époque). Il y a eu des moments difficiles, mais rien de comparable (avant l'apparition du sionisme) avec les massacres et discriminations incessants subits par les Juifs dans l'Europe chrétienne. Et d'ailleurs c'est au Maghreb ou dans l'empire Ottoman que la majorité des Juifs expulsés d'Espagne trouveront refuge et accueil.

L'émancipation des Juifs commence en Europe à la fin du 18e siècle et c'est paradoxalement elle qui va provoquer la transformation de l'antijudaïsme chrétien en antisémitisme racial. En sortant du ghetto et en se laïcisant, les Juifs deviennent une minorité invisible et un obstacle au rêve fou d'États ethniquement purs. Le consensus antisémite parmi les dirigeants européens apparaît en Europe dans une période d'exacerbation de nationalismes niant les droits de « l'autre ». C'est pourtant sur ce terreau idéologique qu'est né le sionisme.

... qui n'a rien à voir avec l'antisémitisme

Les Juifs ont été les parias de l'Europe, réputés être des « asiatiques inassimilables ». Balfour était Premier ministre anglais en 1905. Il prononce devant la Chambre des Communes un discours antisémite virulent considérant les Juifs polonais comme des agitateurs révolutionnaires et il interdit leur immigration en Angleterre. Plus tard en 1917, il envoie à Lord Rothschild (choix pas vraiment neutre) la fameuse déclaration Balfour promettant aux Juifs que la Palestine (où moins de 10% de la population est juive) deviendra un « Foyer National Juif ».

Il n'y a là aucune contradiction.

Pour Balfour comme pour la plupart des dirigeants européens, les Juifs considérés comme étrangers inassimilables en Europe, vont devenir naturellement des colons européens s'ils partent en Palestine. Le sionisme a sciemment choisi de jouer ce rôle. Il est passé de l'autre côté du miroir. Il a transformé, parfois à l'insu de leur plein gré, des victimes en colonisateurs racistes. Le sionisme a « blanchi » les Juifs. Il les a rendus acceptables par les antisémites.

L'antiracisme est universel

Face à l'antisémitisme et au génocide nazi, il faut dire : « que cela n'arrive plus jamais » ! C'est-à-dire qu'on doit examiner toutes les causes qui mènent à la haine raciste, au militarisme, à l'impérialisme, aux discriminations, à la folie meurtrière et que l'on combatte pour un monde meilleur. Les sionistes disent : « que cela ne NOUS arrive plus jamais ». Et cela veut dire exactement le contraire. Cela veut dire qu'au nom d'une persécution subie, tout est permis contre tout le monde : le vol, le crime, la haine. De telles idées sont porteuses de guerre sans fin. Une telle conception recopie jusqu'à la caricature ce qui a produit l'antisémitisme racial : une essentialisation des êtres humains en fonction de leur religion, de leur nationalité ou de leur identité supposée. Une affirmation que le « vivre ensemble » dans l'égalité des droits est impossible et qu'il faut donc se séparer et dominer ou expulser ceux qui apparaissent comme un obstacle au rêve fou d'un État juif ethniquement pur.

Le génocide nazi n'appartient pas aux sionistes.

Il ne reste que quelques dizaines des milliers de survivants du génocide en Israël et la plupart d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté avec des pensions misérables. Il est plus facile d'exploiter sans vergogne leur mémoire que de leur donner les moyens de vivre dignement.

Au moment de la fondation de l'État d'Israël, il y avait beaucoup de mépris à l'égard des victimes du génocide accusées d'être entrées dans les chambres à gaz sans se révolter alors que les Israéliens « transformaient le désert en jardin » pour reprendre un des mythes fondateurs. C'est plus tard avec la création du musée Yad Vashem² et le procès Eichmann que les dirigeants sionistes ont vu tout le profit qu'ils pouvaient tirer du martyr des Juifs européens.

Pourtant, s'il y a eu une résistance juive au nazisme (la MOI³, l'insurrection du ghetto de Varsovie ...), les sionistes n'y ont joué qu'un rôle marginal. Pire, de nombreux dirigeants sionistes ont eu un comportement plus que coupable vis-à-vis du fascisme. Vladimir Jabotinsky, maître à penser des dirigeants israéliens actuels, était dans les années 1930 un admirateur de Mussolini et il s'est inspiré de ses méthodes expéditives. En 1933, quand Hitler arrive au pouvoir, malgré l'appel au boycott de l'Allemagne nazie des Juifs américains, Ben Gourion signe avec le régime hitlérien l'accord de Haavara pour obtenir le « transfert » des Juifs allemands vers la Palestine.

Un des groupes terroristes juifs opérant en Palestine, le Lehi (ou groupe Stern) assassina des soldats britanniques jusqu'en 1943 (alors que des millions de Juifs européens ont déjà été exterminés et il essaiera de négocier avec le régime nazi. Plus tard, le dirigeant de ce groupe, Yitzhak Shamir, sera à plusieurs reprises Premier ministre d'Israël. Enfin, dans Eichmann à

2 Ce musée de la Shoah a été construit près de Jérusalem sur le territoire de Deir Yassin, village palestinien où les terroristes de l'Irgoun et du groupe Stern massacrèrent 200 villageois palestiniens en 1948. Comme si un génocide pouvait excuser un nettoyage ethnique.

3 Main-d'œuvre immigrée, nom de la résistance communiste des immigrés vivant en France.

Jérusalem, Hannah Arendt affirme que, sans la collaboration des dirigeants des communautés juives d'Europe, une partie des 6 millions de morts aurait pu échapper à l'extermination. Un de ces dirigeants, Rudolf Kästner, négociera avec Eichmann à Jérusalem le sauvetage de 1600 Juifs hongrois. Il fournira en échange la liste de centaines de milliers de Juifs qui seront gazés à Auschwitz. Kästner était sioniste. Il sera assassiné en Israël en 1957 et son assassin acquitté.

La propagande sioniste utilise sans arrêt le cas de Mufti Amin al-Husseini. Ce dirigeant palestinien fut un authentique nazi qui a recruté et dirigé des milices musulmanes venues des Balkans et engagées avec l'Allemagne hitlérienne. Mais utiliser son cas très isolé pour affirmer que les Palestiniens poursuivent le génocide nazi en taisant ce que fut la collaboration sioniste est assez indécent.

Il n'y a ni culpabilité occidentale, ni « judéophilie ».

Certains s'imaginent que la complicité occidentale avec la politique israélienne est le résultat d'un sentiment de culpabilité. C'est une erreur. Ce n'est pas parce qu'ils sont mal informés que les dirigeants occidentaux ferment les yeux devant les exactions incessantes commises par les dirigeants israéliens et leur accordent une impunité inconditionnelle. C'est parce que cet État surarmé, dépensant 60% de son budget dans l'armement et les technologies de pointe, c'est ce qu'ils désirent. Un Israël vivant en paix et sur un plan d'égalité avec ses voisins, acceptant d'être un pays du Proche-Orient et pas une pointe avancée de l'Occident dans la région ne les intéresse pas. Tenir le Proche-Orient pour l'Occident, c'est être allié à la fois à Israël et aux monarchies pétrolières du Golfe. Cette réalité stratégique est la principale explication de la complicité scandaleuse à laquelle on assiste.

De 1945 au début des années 50, des centaines de milliers de rescapés du génocide ont vécu dans des camps de « transit » essentiellement en Allemagne et en Autriche. Le Yiddishland avait disparu, ils demandaient de pouvoir émigrer vers l'Ouest. S'il y avait eu un « sentiment de culpabilité », on leur aurait dit : « Vous avez été persécutés pendant des siècles, maintenant vous aurez l'égalité des droits ». Au contraire, on leur a dit : « Maintenant vous avez un pays, vous partez quand vous voulez ». Et la majorité de ceux qui étaient dans ces camps (comme 40 ans plus tard les Juifs soviétiques) ont été envoyés, souvent contre leur gré, en Israël. L'Europe s'est débarrassée de son crime sur le dos du peuple palestinien qui n'avait aucune responsabilité dans l'antisémitisme. En même temps subsiste toujours cette idée raciste que le pays des Juifs, ce n'est pas ici, c'est Israël, bref qu'ils sont toujours des « étrangers » en Europe.

L'extrême droite

Pendant des décennies, tous les partis ou groupuscules d'extrême droite ont eu pour dénominateur commun l'antisémitisme et encore récemment les déclarations répétées de Jean-Marie Le Pen sur « le point de détail de l'histoire » attestaient la permanence du rôle « fédérateur » pour ces idéologies de l'antisémitisme.

La réalité a beaucoup évolué. L'islamophobie a largement remplacé l'antisémitisme comme destination de la haine ordinaire. Le « choc des civilisations » défini par Samuel Huntington et sa reprise sous forme de « guerre du bien contre le mal » par Georges Bush Junior ont clairement placé Israël dans le camp du « bien », le mal étant l'Islam, les Arabes, les bronzés, les terroristes ... Le

fait qu'en Europe, les Musulmans soient des post-colonisés discriminés et prolétariés explique qu'ils sont depuis longtemps la cible principale de l'extrême droite. Le norvégien Breivik qui a commis un meurtre de masse pour « protester » contre l'islamisation de la société est l'exemple de la virulence de cette haine qui se développe dans les sociétés occidentales.

Les dirigeants de l'extrême droite européenne sont devenus de grands amis d'Israël. En décembre 2010, ils sont allés en Israël. Il y avait le flamand Dewinter, le néerlandais Wilders, le dirigeant du FPÖ autrichien Strache dont le parti abrite beaucoup de néo-nazis. Ils ont discuté avec leur partenaire Avigdor Lieberman de l'interdiction de l'Islam. Marine Le Pen rêve de pouvoir elle aussi être reçue officiellement à la Knesset et à Yad Vashem.

En Europe Orientale (Pays Baltes, Pologne ...), les partis politiques antisémites qui sont parfois les descendants de ceux qui ont accompagné les Einsatzgruppen dans l'extermination des Juifs européens, sont tous pro-israéliens. Toujours le même phénomène. Les Juifs du Yiddishland étaient des « étrangers inassimilables » mais en Israël, ils deviennent des colons sympathiques.

D'autres antisémites jouent un rôle fondamental dans l'aide à Israël et surtout dans l'aide à la colonisation et à l'expropriation des Bédouins du Néguev de leurs terres : ce sont les « Chrétiens sionistes » particulièrement puissants et nombreux aux États-Unis. Pour eux, les Juifs doivent revenir en Terre Sainte, expulser le mal (Armageddon), c'est-à-dire les Arabes puis se convertir à la « vraie foi » faute de quoi ils disparaîtront.

Ces divers antisémites sont devenus des partenaires même plus encombrants en Israël. Le CRIF ou le BNVCA ne critiquent jamais ce partenariat.

A quoi servent les antisémites ?

La question peut paraître provocatrice. Tous les racismes sont immoraux et criminels.

Les sionistes martèlent partout que juif = sioniste. Ils ne combattent pas l'antisémitisme. Ils l'instrumentalisent, ils l'utilisent, ils s'en servent comme carburant pour interdire à l'intérieur de la société juive israélienne ou des communautés juives organisées toute dissidence, tout doute, toute critique de la voie criminelle contre les Palestiniens et suicidaire pour les Juifs qui est en cours. Ils utilisent l'antisémitisme pour essayer de relancer l'Alyah, l'émigration juive vers Israël.

L'antisémitisme alimente le « complexe de Massada », cette « certitude » inculquée aux Israéliens que les victimes ont été, sont et seront toujours les Juifs et que le suicide est préférable au compromis.

La politique israélienne provoque (volontairement) un antijudaïsme en plein essor et met en danger les Juifs. Face à cela, les « protestations » sionistes sont totalement inopérantes. On ne combat pas le racisme avec une idéologie raciste ou en défendant inconditionnellement un régime qui pratique l'apartheid.

Le combat le plus conséquent contre cette nouvelle vague d'antisémitisme, c'est de faire comme l'UJFP. Manifester sous une banderole : « Juifs et Arabes ensemble pour la justice en Palestine », organiser des missions communes en Palestine avec nos partenaires arabes comme l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), montrer partout que, de même qu'il existe une

minorité d'Israéliens anticolonialistes, il existe des Juifs qui défendent les droits du peuple palestinien.

Lutter contre l'antisémitisme, c'est expliquer inlassablement que cette guerre n'est ni raciale, ni religieuse, ni communautaire. Elle porte sur des questions essentielles : le refus du colonialisme et l'égalité des droits. Lutter contre l'antisémitisme, c'est refuser toute logique communautaire alors que les sionistes ont un comportement de plus en plus tribal.

Les antisémites existent toujours. Il y a une poignée de grands malades qui rivalisent dans la nostalgie du IIIème Reich ou dans la négation du génocide nazi. Mais il y a incontestablement, dans la grande variété des antisémites, des gens qui essaient de s'infiltrer dans le combat pour les droits des Palestiniens.

Fondamentalement, ces personnes pensent (comme les sionistes) que juif = sioniste. Pour eux, les causes du sociocide infligé aux Palestiniens viennent de la nature même des Juifs, de la Torah et du Talmud. Ils reprennent les stéréotypes sur les « Juifs maîtres du monde » contrôlant tout (le courant complotiste est bien représenté parmi eux). Ils pensent que Juifs sionistes et Juifs antisionistes sont les deux faces d'un même problème. Ils écrivent que là où la parole antisémite est brimée, la cause palestinienne est mal défendue alors que là où elle est libre, elle est bien défendue. Ils en déduisent donc que la parole antisémite doit être libre.

En dehors de l'aspect immoral (pour ne pas dire criminel) de telles idées, ELLES FONT TOTALEMENT LE JEU de ce qu'elles sont censées combattre. Elles confortent la névrose entretenue par les sionistes, l'idée que ceux qui critiquent Israël sont des antisémites qui « veulent jeter les Juifs à la mer ». Bref, si on pense qu'un des moyens de mettre fin à la colonisation et à l'apartheid, c'est aussi de « briser le front intérieur » en Israël ou dans la communauté juive organisée, les antisémites sont objectivement des complices du sionisme.

Combattre tous les racismes

L'antisémitisme est-il un racisme à part ? Il l'a été. Tous les racismes n'ont pas pour finalité l'extermination de la communauté humaine désignée à la haine. Mais aujourd'hui en France, le racisme frappe essentiellement les Noirs, les Arabes et les Roms. Les agressions et les discriminations qui les frappent sont beaucoup plus fréquents que les actes antisémites. Et donc l'antisémitisme n'est plus un racisme « à part ».

Il est significatif que toutes les associations religieuses ou communautaires aient exprimé leur désapprobation du comportement des autorités françaises à l'égard des Roms, des immigrés, des Sans Papiers à l'exception notable du CRIF et du Consistoire. Comment ces associations qui affirment que les Juifs français sont en danger et qui sont complices de la propagande israélienne pour les faire émigrer peuvent-elles être silencieuses devant la répétition de processus d'exclusion qui ont été expérimentés contre les Juifs et qui ont fini par aboutir après un changement de régime, aux horreurs de Vichy ? Comment peuvent-elles se rendre complices de l'islamophobie comme Roger Cukierman, ancien président du CRIF, qui estimait que la présence de Le Pen au second tour des présidentielles de 2002 était un message aux Musulmans leur indiquant de se tenir tranquille ? Ces associations sont en rupture complète avec de nombreuses figures du judaïsme qui ont toujours considéré qu'il fallait lutter contre tous les racismes.

Pire, ces associations cautionnent un racisme épouvantable qui est intrinsèque à la société israélienne.

Racisme contre les Palestiniens dans une société d'apartheid. Pour le rabbin Rosen, les Palestiniens sont des Amalécites et la Torah autorise qu'on les tue ainsi que leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux. Pour le grand rabbin de Safed, Shmuel Eliyahou, la Halakha (loi traditionnelle judaïque) interdit de louer un logement à un « Arabe ». Il n'y a pas que les religieux qui versent dans le racisme à l'état brut : les Palestiniens sont régulièrement traités de « serpents » ou de « terroristes » par tous les politiciens.

Vis-à-vis des immigrés d'Afrique de l'Est qui arrivent à pied en traversant le Sinaï, Israël utilise les grands moyens : construction d'une barrière électrifiée entre Gaza et Eilat, d'un gigantesque centre de rétention à Beersheba, déclaration de Nétanyahou expliquant qu'on ne peut pas scolariser les enfants de ces immigrés car « cela atteindrait au caractère juif de l'État », manifestations à Tel-Aviv aux cris de « Israël est pour les Juifs, le Soudan pour les Soudanais ».

Mais il y a aussi le racisme à l'intérieur de la société juive israélienne. Racisme et discriminations contre les Juifs séfarades et orientaux. On les a appelés les « Schwartz » quand ils sont arrivés. On les a logés dans des régions inhospitalières (la frontière, le désert du Néguev). Dans les premières années d'Israël, on a expérimenté des irradiations mortelles sur des enfants de Juifs orientaux soupçonnés d'avoir la teigne, on a enlevé des bébés juifs yéménites qui ont été adoptés par des familles ashkénazes. Aujourd'hui on stérilise sans leur demander leur avis des femmes falashas (juives éthiopiennes).

Ne nous laissons pas intimider

Face à ceux qui instrumentalisent l'antisémitisme pour en faire une « arme de destruction massive » contre toute critique d'Israël, nous devons être cohérents.

Nous nous battons pour les droits du peuple palestinien au nom de valeurs universelles : le refus de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid. L'égalité des droits, le refus de tous les racismes, de toutes les discriminations.

Nous dénonçons aussi bien ceux qui mélangent volontairement antisémitisme et antisionisme que leurs complices. La présence régulière des représentants des plus hautes autorités de l'État ou des dirigeants de nombreux partis politiques aux dîners du CRIF constitue un soutien à la manipulation. La caution apportée par le Président de l'Assemblée Nationale à un « colloque » du BNVCA est un vrai scandale. Rendons à la lutte contre l'antisémitisme son efficacité et sa dignité.

Pierre Stambul



48.

Affrontements rue de la Roquette : un piège qui a permis de ne pas parler de Gaza.

Auteur : Michèle Sibony

Date : 16 juillet 2014

Contexte : Le 8 juillet 2014, suite au lancement de roquettes venant de Gaza, l'État d'Israël lance l'opération *Bordure protectrice* visant les combattants du Hamas et visant volontairement de nombreuses habitations civiles. Elle se traduira par plus de 2100 morts dont 80 % de civils.

Le 13 juillet 2014, en marge d'une manifestation en soutien à la population de Gaza et à la Palestine, dans le quartier de la Bastille, manifestants pro-palestiniens et militants de la Ligue de défense juive (LDJ) s'affrontent violemment.

Lien : <https://ujfp.org/affrontements-rue-de-la-roquette-un-piege-qui-a-permis-de-ne-pas-parler-de-gaza/>

Dimanche à Paris, en marge d'une manifestation de soutien au peuple palestinien, des heurts ont éclaté entre militants pro-israéliens et pro-palestiniens. Que s'est-il vraiment passé ? Pour Michèle Sibony, membre de l'Union juive française pour la paix et de l'agence média Palestine, il n'a pas été rendu compte fidèlement de la réalité.

Commençons par ce qu'il faut dire, et ce qui devrait intéresser tout citoyen comptant sur ses médias pour être correctement informé : la « guerre » de Gaza comme elle est appelée n'est pas une guerre, c'est en réalité l'opération d'éradication du Hamas lancée par le gouvernement israélien à partir de l'enlèvement des trois colons qui a servi de prétexte, mais surtout annoncée dès la constitution d'un gouvernement d'union nationale soutenu par les États-Unis et l'Union européenne.

Depuis une semaine l'opération militaire « bordure de protection » a déjà fait plus de 200 cents morts, des civils hommes femmes et enfants pour l'essentiel, piégés sur un territoire minuscule, avec la plus haute densité de population du monde. Des centaines de blessés, des écoles des mosquées, des hôpitaux attaqués, tout cela lors de frappes dites chirurgicales. « L'Humanité » a

informé du risque d'utilisation par l'armée israélienne d'une arme particulièrement redoutable : le DIME⁴.

Une connivence médiatico-politique

Tout cela au moment du sinistre anniversaire de sept ans de siège et d'un blocus illégal aux yeux de toute la communauté internationale privant toute cette population de l'essentiel.

Au sens strict et précis de toutes les normes du droit international, il s'agit-là de crimes de guerre tels que définis par l'article 8 du statut de la CPI.

Pardon de ce qui semblerait être une digression, mais qui dit cela en France ? Quel média rappelle ne serait-ce qu'une fois le contexte d'occupation et de colonisation qui enferme le peuple palestinien tout entier ? Qui rappelle que la résistance d'un peuple occupé est un droit ?

Nous avons assisté depuis le début de cette offensive à une présentation totalement univoque, en adéquation parfaite avec la position de notre propre gouvernement, elle-même calquée sur la version israélienne des événements : Israël est attaqué par des roquettes et a le droit de se protéger par tous les moyens. Disons, pour rester pudiques, que les chiffres des victimes dans les deux camps parlent d'eux même du rapport de forces en jeu.

Il nous faut, pour pouvoir être clairs, commencer par dénoncer cette connivence médiatico-politique avec Israël, l'ambassade d'Israël en France et les soi-disant représentants de la communauté juive, le CRIF.

Les manifestants pro-palestiniens sont tombés dans un piège

La manifestation à Paris du 13 juillet était la première grande manifestation nationale de soutien à la Palestine. Quelques jours avant la manifestation dont le parcours était connu, Barbès-Bastille, les sites de plusieurs groupes juifs d'extrême droite appelaient à un rassemblement de soutien à Israël devant la synagogue de la rue de la Roquette, qui devait servir de bastion et de clé de voûte à l'opération de par sa proximité de la fin du parcours⁵ : [on peut voir ces appels et cette préparation ici](#)

Le président du consistoire central, Joël Mergui, a affirmé lui à l'AFP que « plusieurs dizaines de manifestants » s'étaient « délibérément » rendus devant la synagogue de la Roquette, non loin de la Bastille, « pour agresser verbalement et physiquement des juifs » réunis dimanche après-midi « pour prier pour la situation en Israël et pour la paix » (sic).

Les provocateurs – tous les témoins et [les vidéos](#) le montrent – ont été protégés et aidés par la police, ils ont entraîné à coups d'insultes et de fumigènes un petit groupe de manifestants excédés vers la synagogue.

Attirés devant la synagogue, les jeunes manifestants sont tombés dans le piège qui a permis :

1- De ne pas parler de Gaza, et de ce qui s'y joue

4 DIME : acronyme de « Dense Inert Metal Explosive », munition à base d'une enveloppe en fibres de carbone contenant un explosif mélangé à un alliage de métaux lourds et de poudre de tungstène avec du cobalt, du nickel ou du fer.

5 On peut lire ces appels et cette préparation sur le site de l'Agence Média Palestine : <https://agencemediapalestine.fr/blog/2014/07/15/4283/>.

2- De ne pas parler de la solidarité française avec la Palestine,

3- De transformer la grave question des crimes commis en ce moment à Gaza, en une opération antisémite méritant sanction, et

4- La sanction est sortie du tiroir où elle était prête : volonté d'interdiction des manifestations de soutien à la Palestine.

Il y a d'autres questions à se poser

Le manque de clarté de la plupart des médias français, tombés dans le même piège, sans doute parce qu'ils n'avaient même pas pris la peine de « couvrir » la manifestation, et qui ont décidé comme on le leur avait soufflé qu'en l'occurrence le seul événement c'était des « heurts antisémites », a largement contribué à la réussite de cette opération.

L'un d'eux s'est-il interrogé sur le sens d'un rassemblement destiné à soutenir Israël devant et dans une synagogue ? L'un d'eux a-t-il mentionné que la grande synagogue de la Victoire recevait il y a un mois un général de l'armée israélienne, qu'elle présentait à ses ouailles pour parler du service militaire en Israël ?

Il y a ceux qui parlent, repris par le ministre Valls, d'importation du conflit. En réalité, il nous semble qu'on peut se poser la question d'une stratégie concertée, entre le CRIF et l'ambassade d'Israël, qui se résume en quelques phrases simples, mais redoutables : sachant qu'il n'est à l'évidence pas possible de gagner la bataille de la popularité, il s'agit de faire à tout prix diversion et forcer le silence.

L'antisémitisme est alors tragiquement utilisé quand il existe, comme dans le cas de l'affaire Merah à Toulouse, pour imposer le renforcement des liens avec Israël, et quand il n'existe pas il faut le fabriquer parce qu'il est la meilleure arme, la seule dont on dispose et qui marche à tous les coups pour faire taire sur les crimes en cours à Gaza.

Qui trouble l'ordre public ? De quel ordre s'agit-il ? Ce sont là les questions que chacun devrait se poser.

Michèle Sibony



49.

Entretien avec Daniel Lévyne.

Auteur : Daniel Lévyne

Date : 12 février 2015

Contexte : Après le massacre de Gaza de juillet 2014 et suite aux attentats de Charlie-Hebdo et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, le climat est tendu et les amalgames se multiplient. C'est le début d'une offensive islamophobe majeure.

Lien : <https://ujfp.org/entretien-avec-daniel-levyne-ujfp-bretagne/>

Dans le grand bordel ambiant, les journalistes présentent comme acquis l'existence en France des « communautés » juives et musulmanes.

Ainsi des institutions, tels le CRIF et le consistoire pour les « juifs », et le CFCM pour les « musulmans », pourraient parler en leurs noms. Cet essentialisme, cet enfermement, premier racisme, la parole de l'UJFP le combat.

Créée en 1994 dans la foulée des accords d'Oslo, l'UJFP rend audible une voix juive non-sioniste, issue des résistances aux racismes, au fascisme, aux guerres coloniales.

L'organisation tisse des liens avec les militants israéliens et palestiniens pour une paix juste, c'est-à-dire fondée sur les principes d'égalité. Elle participe à la campagne de boycott BDS. Pas de ron-ron citoyeniste donc mais un combat pour l'égalité là-bas comme ici.

Les impérialismes, les intérêts entre grandes puissances, mais aussi la violence et les inégalités propres à nos sociétés « démocratiques », l'UJFP n'est pas dupe, et sait délier la question politique de la problématique confessionnelle.

Daniel Lévyne, membre représentant en Bretagne de l'Union Juive Française pour la Paix a répondu aux questions de l'Estaca.

Les médias parlent régulièrement de la communauté « juive » de France, et relaient les propos du CRIF et du Consistoire comme la parole des juifs de France. Quel regard portez-vous sur cette situation ?

C'est un problème. La communauté juive organisée, c'est-à-dire les organismes qui se disent représentatifs des juifs, comme le CRIF ou le Consistoire d'un point de vue religieux, ne représentent qu'une minorité des juifs. La population juive n'est pas homogène, comme toute autre population. Cette pseudo-représentativité essentialise la judéité, elle fait disparaître la diversité des

juifs de France dont la présence est attestée depuis le moyen-âge et est le produit d'histoires différentes.

L'essentialisation fait disparaître les positions politiques des individus juifs, leur rapport à la religion, certains sont pratiquants, d'autres non mais conservent un lien avec leur judéité, et combien sont simplement athées ou même ne se pensent pas comme juifs ? Cette assimilation communautaire, qui nie la singularité politique, efface aussi les différences sociales entre les juifs de France dont beaucoup vivent aussi en banlieue dans des HLM.

Le 10 janvier dernier le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou a lancé un appel aux Européens juifs, plus particulièrement les Français pour qu'ils aillent vivre en Israël, « leur patrie », que reflètent ces propos ?

Dans le projet sioniste, les habitants indigènes de la Palestine sont considérés comme des intrus qui devront partir. Toute la politique israélienne provient de cette idéologie, y compris l'Alyah. Pour un sioniste, l'antisémitisme est considéré comme une donnée éternelle. Le sionisme c'est faire croire qu'il n'y a pas de cohabitation possible entre juifs et non-juifs, qu'il n'y a pas de vivre ensemble possible.

Le sionisme se nourrit de l'antisémitisme, réel ou supposé. Voici le piège tendu aux juifs de France, s'enfermer dans cette problématique raciste, ségrégationniste, et finalement meurtrière.

Quant à l'idée qu'Israël soit leur patrie, c'est logique, dans la pensée sioniste de Nétanyahou, et ce n'est pas la première fois qu'on assimile Israël à la patrie des Juifs français. Déjà lors de l'affaire Merah j'avais été choqué d'entendre dans les médias parler de « rapatriement » des corps des victimes en Israël. Comme si la France n'était pas la patrie des Français juifs. Cela s'est répété après les meurtres de l'hyper-casher.

L'UJFP, à l'instar du tribunal Russell pour la Palestine, estime qu'Israël pratique une politique d'apartheid à l'égard des Palestiniens, participe à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction).

BDS, ce n'est que l'application du droit international. Un appel rédigé en 2005 par des Palestiniens porte les trois revendications qui doivent être portées par le mouvement de solidarité pro-palestinien dans son ensemble.

Primo : la fin de la colonisation, le retrait des territoires occupés et depuis 2007 la fin du blocus de Gaza.

Deuxio : l'égalité des droits pour tous les citoyens d'Israël.

Tertio : Application du droit au retour des Palestiniens conformément aux résolutions onusiennes. En 2009, comme l'avis de la Cour Internationale de justice était resté sans effet, la campagne internationale de boycott a démarré.

Elle concerne, le commerce des produits et entreprises israéliennes, les manifestations sportives internationales, où la présence d'un État pratiquant l'apartheid est inacceptable, mais aussi sont visés les événements culturels et universitaires.

Bien sûr il n'est pas question de s'en prendre à des individus parce qu'ils seraient israéliens, mais si un artiste participe à une exposition organisée ou financée par l'ambassade d'Israël ou une association sioniste, nous appelons au boycott. De même dans le domaine universitaire.

Cette campagne a fait l'objet de multiples poursuites par l'État français, où en est-on ?

Michèle Alliot-Marie a lancé les hostilités (le 12 février 2010 [ndlr]) par une circulaire assimilant le boycott à une forme de discrimination envers une nation. Il y a eu plusieurs procès un peu partout en France, certains ont débouché sur des non-lieux, quelques autres à des condamnations (mais pas pour l'objet juridique de la circulaire, [ndlr]). Deux pourvois en cassation sont encore en cours⁶.

Mais au-delà de BDS il y a une volonté politique de réprimer les mouvements de soutien aux Palestiniens.

Oui. Les manifestations interdites de l'été dernier (pendant les bombardements meurtriers de Gaza [ndlr]) l'illustrent parfaitement. On a parlé d'une attaque de synagogue rue de la Roquette en marge d'une manifestation pour associer encore l'antisionisme à l'antisémitisme. Mais cette attaque n'a jamais eu lieu, le rabbin de la Roquette a fait une déclaration publique à ce sujet. Il y a eu des échauffourées entre des manifestants et des membres de la LDJ le 13 juillet, mais jamais il n'y a eu d'attaque de synagogue. Je sais que la LDJ a menacé les abords du cortège pendant toute la manifestation, et quand certains manifestants ont réagi à leurs provocations au moment de la dispersion, les jeunes de la LDJ sont allés se réfugier derrière les CRS.

L'été dernier, alors que Tsahal a tué 2000 Palestiniens dans Gaza, la France s'est abstenue à l'ONU lors du vote condamnant les bombardements. Répression à l'intérieur, soutien inconditionnel à l'international, pourquoi l'État Français colle-t-il autant à la politique israélienne ?

La France a toujours appuyé Israël, il ne faut pas oublier que c'est un gouvernement socialiste qui a fourni l'arme atomique à Israël dans les années 50. Il y a eu le tournant de De Gaulle qui avait pris la mesure des conséquences de l'occupation des territoires palestiniens, puis il y eut Chirac, mais il est vrai que depuis Sarkozy il y a clairement un parti-pris pour Israël.

Cela dit, il n'y a pas que la France qui soutienne Israël, en gros tous les pays occidentaux, USA en tête. Certains disent que ce soutien serait lié à une culpabilité post-génocide. Je ne crois pas. Israël est un pays occidental, tête de pont de l'impérialisme dans une région riche en pétrole

C'est aussi un modèle de savoir-faire et d'expérimentation dans les domaines de la sécurité, de l'armement du contrôle des populations. Israël est un État-laboratoire qui teste les armes, les drones sur les populations palestiniennes. C'est ce qui intéresse les occidentaux.

Politiquement, pour les tenants du choc des civilisations, Israël est l'avant-garde de l'Occident face à la barbarie, idée déjà portée en son temps par Théodore Herzl quand il vendait son projet sioniste.

6 Le 11 juin 2020, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu une décision favorable aux militants du mouvement Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) dans le cadre de l'affaire **Baldassi et autres c. France**. La CEDH fait clairement savoir à tous les États européens qu'ils doivent cesser de poursuivre en justice des militants pacifiques qui défendent les droits des Palestiniens, car cela revient à utiliser de façon abusive des lois contre la discrimination.

C'est le plus grand reproche que nous adressons aux sionistes, c'est d'embrigader les juifs, eux qui avaient été les parias de l'Europe, dans une guerre de civilisation qui mène à la catastrophe. Quand ils soutiennent la politique israélienne, le CRIF ou les autres organisations parlant « au nom » des juifs font que les juifs sont perçus comme des oppresseurs dans leur ensemble. C'est grave il y a racialisation des conflits.

Les problèmes ne sont pas religieux ou civilisationnels, le problème Israélo-Palestinien est un problème de droit qui ne peut se résoudre que dans l'égalité des droits et dans la justice.

Article paru dans le premier numéro du journal rennais « l'Estaca » de février-mars 2015, page

5



50.

Israël et Palestine dans la société française.

Auteur : Michèle Sibony

Date : 25 février 2015

Contexte : Après le massacre de Gaza de juillet 2014 et suite aux attentats de Charlie-Hebdo et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, le climat est tendu et les amalgames se multiplient.

L'intervention de Michèle Sibony se situe dans le cadre du Salon anticolonial qui s'est déroulée les 14 et 15 février 2015, à la Bellevilloise (Paris, 20^e).

Lien : <https://ujfp.org/israel-et-palestine-dans-la-societe-francaise/>

Le texte suivant s'appuie sur deux interventions publiques dans le cadre du salon anticolonial : le 14 février table ronde sur le thème : « Après les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hypercasher, Non à la guerre des civilisations », avec Nacira Guenif et Dominique Vidal, et le 18 février soirée Politis sur le thème « le conflit israélo-palestinien et la société française » avec Farouk Mardam Bay et Denis Sieffert.

Je partirai de la notion connue d'importation du conflit qui est immédiatement convoquée devant cet intitulé, parce qu'elle établit le lien entre ses deux termes. Cette notion a été insufflée par le CRIF qui à partir de 2001 ne cessera d'interpeller sur la nécessité de « ne pas importer le conflit ». Reprise par les gouvernements successifs, elle désigne automatiquement une partie de la population française arabo-musulmane comme responsable de cette importation, et défausse par la même ladite communauté juive française de toute responsabilité dans cette importation. Le lien avec l'étranger (contenu dans la notion même d'importation) étant le fait de l'importateur arabe uniquement.

Mais elle désigne aussi deux des composantes de la société française, les juifs et les Arabes-musulmans, qu'elle fait apparaître comme acteurs parallèles d'un conflit qui, *a priori*, ne concerne pas le terrain français stricto sensu, c'est-à-dire non arabo-musulman et non-juif. En d'autres termes, elle segmente la société française sur une base ethnique qui est la même (toutes proportions gardées) qu'au Moyen-Orient. Ce qui ne manque pas de constituer de fait une 3^e communauté celle des non juifs et non musulmans d'origine ou de culture.⁷

⁷ « Il ne s'agit pas d'étudier la race comme un fait naturel ou comme une culture, mais comme une situation minoritaire résultant d'une domination majoritaire. Nommer le minoritaire, c'est nommer le majoritaire. Dire qu'il

Ce terme d'importation fait signe cependant de changements de la société française. En effet jusqu'aux années 2000 cette expression n'existait pas ou très peu.

Dans les années soixante dix et quatre vingt, avec les attentats moyen-orientaux visant la communauté juive sur le sol français et les exécutions de Palestiniens par Israël sur ce même territoire, on avait parlé d'« exportation du conflit ». L'écho du conflit moyen-oriental était temporisé en France par au moins deux facteurs : ce que l'on a appelé la « politique arabe » de la France, qui s'est plus ou moins maintenue jusqu'à l'après Chirac, et le processus d'Oslo qui, à partir de 1993, faisait taire à peu près tout le monde puisque l'on négociait vers la paix.

Le conflit israélo-palestinien dans sa dernière étape, avec l'échec de la paix d'Oslo, le déclenchement de la 2^e Intifada, et sa concomitance avec la nouvelle direction néo-conservatrice américaine a rencontré en France une société postcoloniale, en crise sociale et économique et niant sa diversité par un républicanisme qui s'est servi contre elle de certains de ses outils comme la laïcité en les dévoyant, en racisant les Musulmans, les Noirs, les Arabes, les Rroms... tout en intégrant dans le même mouvement les juifs à une république fantasmée constituée d'un collectif «blanc» dominant qui se réfère lui à la notion récente elle aussi d'Occident judéo-chrétien.

Il nous faut ici rappeler que la composante aujourd'hui majoritaire de la communauté juive est originaire, comme la composante arabo-musulmane, de l'Afrique du Nord coloniale. Elle aussi est arrivée en France dans les années soixante, et comme dans le monde colonial elle a continué à « bénéficier » d'un statut différencié au moins dans le regard porté sur elle. Les juifs marocains et tunisiens n'ont pas été considérés comme les maghrébins juifs qu'ils étaient, et surtout pas comme les travailleurs marocains et tunisiens « importés ». Les juifs d'Algérie, français par décret Crémieux ont été assimilés aux rapatriés d'Algérie, avec tout ce que cela implique de paradoxal pour un des premiers groupes de peuplement du Maghreb. Les divisions coloniales se sont aussi, de fait, perpétuées dans la société française post-coloniale qu'elles continuent de travailler.

La partie la plus pauvre et rurale des communautés juives marocaine et tunisienne a été emmenée en Israël par les sionistes dès les années 50, où elle a subi des discriminations spatiales et raciales très semblables à celles subies ici par nos concitoyens arabo-musulmans. Là-bas, l'enjeu de survie est souvent passé par la nécessité de ne pas ressembler à l'arabe palestinien, combien de confusions sur le terrain dues à la langue et au faciès... et ici ?... Les stratégies de survie d'une minorité manipulée par le colonialisme se sont déplacées avec les exils ; mais ont-elles pour autant disparu ? Inconsciemment ou non elles se seraient transformées afin de s'adapter aux nouvelles formes de dominations rencontrées.

Les néoconservateurs français.

Ce terreau national se combine, il nous faut aussi le rappeler, avec l'arrivée au pouvoir le lendemain du 11 septembre 2001, des thèses néoconservatrices qui sont reprises et s'installent durablement en France et en Europe. Cette idéologie qui remplace l'affrontement idéologique Est Ouest par un affrontement civilisationnel entre ce qui serait l'axe du bien, un Occident judéo chrétien conçu pour la forme sous l'influence des chrétiens sionistes américains proches de Bush,

y a des Noirs en France, c'est dire par exemple que, dans le monde universitaire, tout le monde est blanc. Alors, ce qui était une évidence se révèle comme le fruit d'une histoire politique déterminée.» Eric Fassin, *De la question sociale à la question raciale*.

affrontant un axe du mal arabo-musulman. Cette vision du monde trouve immédiatement en France ses émules, par une série de personnalités, philosophes, politologues, associatifs, journalistes qui fondent le cercle de l'oratoire⁸, avec par exemple Michel Taubman, journaliste de Arte et responsable i24 news à l'époque, Pascal Bruckner, Jacques Tarnero, P.A. Taguieff, A. Glucksman, Romain Goupil, Élisabeth Schemla, fondatrice du site proche orient.com, Cecilia Gabizon, pages islam du Figaro, Monique Canto Sperber, directrice de l'ENS, et bien au-delà c'est une mouvance néocons qui s'installe à la une des grands médias, chargée de porter l'assaut aux musulmans de ce pays ; Alain Finkelkraut, le Charlie Hebdo dirigé par Philippe Val qui y introduit Caroline Fourest, le mouvement des Femmes en font partie.

Cette mouvance va impulser en France la désignation des Musulmans et Arabes comme une classe dangereuse, assignée à une religion incompatible avec une laïcité dévoyée et utilisée comme une arme contre eux. Et phénomène à souligner, dans le même temps, elle introduit l'idée de la défense d'Israël conçu comme allié incontournable dans la lutte contre l'axe du Mal du monde selon Bush. Islamophobie et soutien d'Israël sont ainsi intimement associés.

Dans le néoconservatisme l'alliance avec Israël devient en effet centrale puisque le monde arabo-musulman et le Moyen-Orient arabe en particulier sont l'ennemi principal. Ce conflit qui a toujours été un point important de déstabilisation se retrouve sur la ligne de front, fer de lance des puissances occidentales.

Et les thèses néoconservatrices de guerre permanente et préventive contre le terrorisme, ressemblent à s'y méprendre à la version israélienne du conflit. Les théories du complot aveuglées par leur haine antijuive, se refusent à montrer cette alliance nécessaire et cette convergence évidente d'intérêts et déresponsabilisent ainsi de façon étonnante les puissances occidentales. Israël est un allié occidental, le mur qu'il édifie est un morceau du mur de séparation d'avec l'Islam axe du mal.

Une fois posé ce contexte on voit bien qu'il n'y a pas d'importation, on est simplement dans le cadre international, global, d'une guerre contre l'islam qui redécoupe le monde sur une autre ligne de fracture et qui traverse les sociétés occidentales dont la nôtre. On voit apparaître clairement ici un premier enjeu et le danger pour la Palestine assimilée aux forces du mal, au terrorisme, et même à Daesh aujourd'hui, ce qui annule les notions d'occupation, de colonisation, de résistance, au profit de guerre contre l'islam et la terreur.

Les assignations et leur articulation

La population arabo-musulmane postcoloniale se retrouve piégée dans une assignation identitaire religieuse et une instrumentalisation qui fait d'elle une population à risque, par le biais d'un islam in-intégrable, associé à toutes les formes de terrorisme se revendiquant de l'Islam. Autant d'éléments qui favorisent le développement d'un racisme virulent et des mesures gouvernementales légales et ou sécuritaires contre elle.

La population juive, elle, se retrouve assignée par le biais des instances communautaires juives, véritables courroies de transmission de l'ambassade d'Israël, à une identification de type plutôt « national » et un soutien sans faille à la politique d'Israël : l'outil majeur de leur embrigadement

⁸ Sur le cercle de l'oratoire : http://fr.wikipedia.org/wiki/Cercle_de_l%27Oratoire et http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09/les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664

sera l'antisémitisme : comme la meilleure réponse à toute critique de la politique israélienne et à toute expression de solidarité avec la Palestine.

Cette instrumentalisation construite a des objectifs immédiats et des conséquences à moyen terme aussi :

- portée contre les Arabes qui tentent d'exprimer leur solidarité avec la Palestine, elle a pour objectif de disqualifier leur parole, et de la requalifier en racisme antisémite pur et simple ; ils n'auront pas le droit, surtout ceux des quartiers populaires, à la critique politique ; on attend d'eux non pas qu'ils soient des sujets politiques mais des racistes fondamentalistes et ce faisant c'est l'espace qu'on leur laisse.
- portée contre les Juifs, cette assertion d'un antisémitisme virulent et grandissant joue sur leur crainte, fait d'eux les otages d'une politique de pression qui les désigne comme victimes collatérales ou centrales selon les nécessités. Mis en danger par l'affirmation qu'étant juifs, ils sont forcément sionistes, ils servent à faire taire sur la Palestine et à désigner l'axe du mal en France. Chaque fois que le ressentiment pousse à s'en prendre à des Juifs, c'est l'équation juif = sioniste qui est confortée, et donc renforcé le point de vue d'Israël sur lui-même, représentant de tous les Juifs du monde.

A moyen terme, l'antisémitisme a l'immense vertu en effet d'effacer la Palestine du discours politique et de la remplacer par un problème racial et ou religieux entre communautés.

Il faut se souvenir du travail du BNCVA, du centre Simon Wisenthal Europe, qui pendant toutes ces années ont désigné comme actes antisémites toute action de solidarité avec la Palestine. Les chiffres de la CNCDH tels qu'analysés par Dominique Vidal montraient eux des pics d'actes antisémites parallèles aux périodes de répression coloniale les plus dures dans les Territoires Occupés : opérations Bouclier de Défense, plomb durci.

L'année 2002, un tournant français.

La société française est importante en Europe parce qu'elle contient les deux premières communautés juives et arabo-musulmanes. Le 10 avril 2002 se manifeste la première forte volonté démocratique de sanctionner Israël en pleine opération « bouclier de défense » commencée le 29 mars : C'est le vote majoritaire du parlement européen pour la suspension de l'accord d'association qui lie Israël à l'UE. Vote qu'il faut démonter au plus vite, et qui marque l'offensive des intellectuels au service du CRIF sur l'antisémitisme. Alain Finkelkraut parle de « nuit de cristal ».

Trois jours avant le vote, le 7 avril, le CRIF appelle à Paris à une manifestation je cite : « contre l'antisémitisme, contre le terrorisme, en soutien au peuple israélien et pour la paix. »

Le message est clair : le peuple israélien est victime du terrorisme palestinien ; en France les juifs sont victimes d'actes antisémites, et c'est de la même chose qu'il s'agit.

C'est cette adéquation qui ne cessera dès lors de se construire ; soutenir la Palestine est antisémite. Être antisioniste, c'est être antisémite. Le rapport Rufin demandé par le ministre de l'intérieur Sarkozy en juin 2004 et remis en octobre de la même année pose clairement cette adéquation et demande la pénalisation de l'antisionisme comme nouvelle forme de l'antisémitisme. Ainsi les prophéties autoréalisatrices des néocons, viennent confirmer que les juifs sont visés après

les avoir exposés ; cela permet de désigner les coupables prédestinés, musulmans, et cela permet de valider le sionisme et d'invalider l'antisémitisme.

Effectivement, la parole empêchée se transforme souvent en agressivité contre les juifs des quartiers, et ils commencent à avoir peur des répercussions du conflit sur eux, sans pour autant pouvoir en analyser les causes : puisqu'il s'agit d'un antisémitisme arabe atavique – contre toute évidence- dont ils sont victimes.

Et les gouvernements israéliens successifs, leurs apportent la solution pour sortir de ce piège, depuis Ariel Sharon qui en 2004 les appelle à émigrer d'urgence en Israël et annonce un antisémitisme sanglant à venir et répète cet appel en 2005, jusqu'à Netanyahu après Toulouse et en ce moment même : à chaque attentat antisémite, la réponse donnée est celle de l'émigration : l'Alyah vers l'État nation refuge.

Le CRIF, qui avait protesté comme le gouvernement français en 2004, se tait aujourd'hui. Ajoutons à cela que l'une des associations membres du CRIF est l'agence juive, organisme semi-gouvernemental israélien dont l'objectif est d'aider à organiser l'émigration, alyah, des Juifs de France vers Israël. L'autre remarquable association membre du CRIF étant le Fonds National Juif, KKL, organisme semi-gouvernemental israélien chargé d'organiser la dépossession des terres palestiniennes, et en ce moment même de la judaïsation du Néguev, Nakab, par l'expulsion de ses habitants palestiniens bédouins et la destruction de leurs villages séculaires...

D'où le choix de faire venir les maires du Néguev et de Galilée pour attirer les juifs français sur ces périphéries arabes, et achever leur judaïsation. Ainsi peut-on lire dans un article publié le 16 février [2015] dans le quotidien israélien Haaretz « *pour marquer le 30^e jour de l'attaque mortelle du supermarché cacher à Paris, s'est tenue à Paris une foire israélienne de l'immigration la semaine dernière. Le ministre pour le développement du Néguev et de la Galilée, Sylvain Chalom y a participé avec une délégation de maires. Selon le communiqué du ministère qui a organisé l'événement Chalom et les maires ont rencontré des milliers de juifs français à qui ils ont décrit les avantages offerts aux nouveaux émigrants par leurs municipalités* » –

La boucle est bouclée. Les juifs sont mis en danger pour faire taire sur la Palestine, et pour désigner l'axe du mal en France : le français post-colonial, et il y a une solution, organisée par le conseil représentatif des institutions juives de France, avec Israël, l'alyah... Chacun chez soi et Dieu pour tous... Déjà les victimes juives de Toulouse et de Paris sont enterrées d'office en Israël.

Le cas du rabbin Hattab de Tunis et de l'enterrement de son fils est un modèle d'instrumentalisation avec les pressions exercées pour l'enterrement de toutes les victimes à Jérusalem. A la question posée par un journaliste israélien : Comment vous sentez vous à Jérusalem ? Il a répondu par les mots « loin de Jérusalem »...

Faudrait-il comprendre de tout ceci qu'il n'y a pas de développement d'un racisme antijuif en France, ou qu'il s'agit d'un phénomène mineur ? Certes non ! Mais il s'agit de tenter d'analyser les conditions du développement de cet antisémitisme par un contexte et une double instrumentalisation.

La crise économique et sociale qui frappe durement les quartiers populaires, la racialisation des rapports sociaux en France, la montée des discriminations notamment légales contre les

Musulmans, comme la loi sur le voile de 2004, ouvrent la voie à toutes les dérives. L'empêchement de l'accès de la jeunesse au politique qui se fait souvent par la question palestinienne, (et on se demande bien pourquoi ce serait illégitime alors qu'une génération entière de ce pays a accédé au Politique par le Viêt-Nam !) a culminé cet été avec les interdictions de manifestations de solidarité avec Gaza marquant une étape redoutable dans le sentiment d'exclusion et de rejet.

Le confinement dans les ghettos pauvres, la panne de l'ascenseur social, les délits de faciès, le silence sur les innombrables agressions de femmes voilées, de jeunes, et les bavures policières qui tuent, tout cela placé en face des dimensions nationales de solidarité avec les juifs et de protestation contre les actes antisémites, établit un double standard de traitement de citoyens selon leur origine, affiché et revendiqué par le gouvernement actuel comme par les précédents.

Cette situation favorise le développement d'un fort ressentiment dans les populations opprimées contre les juifs représentés en catégorie privilégiée qui a droit à la parole aux égards, alors qu'on fait l'inverse envers eux. Combien y a-t-il eu de cimetières musulmans profanés depuis le 7 janvier ? Combien de musulmans et musulmanes agressés ? Les informations à retenir tirées du rapport du CCIF⁹ :

- Entre le 7 janvier et le 7 février 2015, nous avons enregistré 153 actes islamophobes, soit une augmentation de 70% comparé à la même période l'année dernière.
- Depuis les attentats, plus d'une trentaine de sites musulmans attaqués, 10 agressions physiques, et une prolifération des discours haineux sur Internet.

Il y a visiblement un racisme antijuif dénoncé qui mobilise l'État contre lui, et de plus en plus associé à la défense d'Israël, et un racisme structurel institutionnalisé, contre lequel l'État, partie prenante, ne se mobilise pas, qui ne passe pas la barre des media ni celle de l'émotion surtout en ce moment.

Cela permet à des Dieudonné et des Soral de surfer sur ce qui est vécu comme une injustice, à partir d'un antisémitisme de surface, c'est le cas de le dire, pour en arriver à la diffusion d'un antisémitisme redoutable, lié à des groupes d'extrême droite, tout en offrant des quenelles en lieu et place d'élaboration politique à une jeunesse ostracisée et abandonnée.

En interdisant Dieudonné on renforce d'ailleurs ce cercle vicieux, puisque tout le monde peut continuer à écouter des Zemmour et des Fourest, et lire Houellebecq et que tout va bien...

En ce sens, tous ces personnages se ressemblent et sont les meilleurs alliés de la théorie du choc, tout comme Daesh, et tout comme le régime israélien.

Ce régime israélien est souvent proclamé par nos gouvernements « seule démocratie du Moyen Orient », ce qui laisserait entendre avec l'eurocentrisme qui nous caractérise, qu'il ressemble

9 voir: <http://www.islamophobie.net/articles/2015/02/11/rapport-annuel-ccif-islamophobie-et-rapport-CCIF-2014>
<http://www.islamophobie.net/sites/default/files/CCIF-RAPPORT-2014.pdf>

et ci dessous extraits :

- Pour l'année 2014, 764 actes islamophobes, soit une hausse de 10,6% de l'islamophobie. Chaque jour en moyenne, au moins 2 cas d'islamophobie sont recensés par nos service.
- 77% des actes islamophobes sont des discriminations, et 71% de ces discriminations surviennent... Dans les institutions. Chiffres qui illustrent bien le phénomène structurel (racisme institutionnel) qu'est l'islamophobie
- 81,5% des victimes sont des femmes ! Elles représentent la quasi-totalité des victimes d'agressions physiques
- 22 agressions physiques pour l'année 2014, soit presque 2 par mois...

aux nôtres, ou du moins s'en inspire. Or, c'est plutôt ce régime qui, ces dernières années, exporte vers la République française ses modèles de discriminations et d'apartheid, construisant ici le paradigme néoconservateur.

Au plan des relations internationales pour commencer, c'est la déréglementation du droit international et humanitaire qui est à l'ordre du jour néoconservateur et israélien.

La volonté de ne pas sanctionner Israël qui viole toutes les normes de ces droits, (certes il n'est pas le seul), mais il est le seul avec ses alliés occidentaux, contre qui aucun État, ni l'ONU, ni l'UE ne prennent de réelles sanctions : ainsi depuis 2001 les gouvernements français acceptent cette déréglementation et y collaborent activement en ne réagissant pas à l'avis de la CIJ sur le Mur, qui demande des sanctions contre cette construction illégale. Ils ne proposent ni ne mettent en œuvre aucune sanction lors des opérations meurtrières sur Gaza, et refusent toute autre politique que celle définie par le Ministère des affaires étrangères comme une politique de « pressions douces »

C'est ainsi que sera enterré sous les protestations israéliennes, le rapport de la commission parlementaire sur la géopolitique de l'eau remis par Jean Glavany à l'Assemblée nationale, en décembre 2011, qui décrit la question de l'eau comme « révélatrice d'un nouvel apartheid au Moyen-Orient ».

Les diplomates français attaqués, frappés, par l'armée israélienne ne sont pas défendus ou protégés par leurs gouvernements. C'est le cas du chef de l'antenne consulaire à Gaza, Majdi Shakoura blessé ainsi que sa fille, dans la nuit du 13 au 14 novembre 2011.

De même, en septembre 2013, la diplomate française Marion Fesneau-Castaing malmenée par l'armée dans la vallée du Jourdain sera finalement blâmée par le gouvernement français.

L'été 2014 pendant l'opération « bordure de protection » le gouvernement français donne même un blanc-seing à Israël « qui a le droit de se défendre contre le terrorisme ».

Les 2168 morts de Gaza (dont 70 % de civils selon l'enquête l'organisation israélienne Betsalem) nous regardent. Émoi ? Protestation ? Aide gouvernementale ? L'aide promise au Caire n'est pas arrivée. Gaza se meurt lentement sous nos yeux.

Au plan intérieur, c'est le modèle colonial israélien et le sort réservé à la population palestinienne, dans ce contexte du choc des civilisations, qui rencontre et inspire une gestion postcoloniale des populations françaises recluses dans des quartiers séparés.

En 2004, le premier ministre Ruffin formule d'ailleurs explicitement cette inspiration inversée, en recevant à Paris le président israélien Moshe Katzav. Il déclare « la France doit s'inspirer du modèle d'intégration israélien », un modèle de discriminations légales et spatiales.

C'est la même année que sous couvert de laïcité et de citoyenneté à la française, la désignation des Arabes musulmans de ce pays comme ennemis de l'intérieur s'opère avec la loi sur le voile (personne ne nous fera plus croire que cette loi visait tous les signes religieux) et ses extensions en cours, que ce soit l'affaire de la crèche Baby Loup¹⁰ ou le projet visant les universités.

10 En 2008, d'une salariée de la crèche Baby Loup, à Chanteloup-les-Vignes, est licenciée au motif qu'elle portait un foulard islamique, alors que le règlement intérieur de l'association prétendait imposer le respect des principes de laïcité et de neutralité à son personnel.

Cette loi a véritablement ouvert une brèche vers des régimes légaux séparés et discriminants, contrairement à son affichage. Elle est à rapprocher par exemple de la loi israélienne qui refuse à un-e citoyen-ne israélien-ne, quand il est *d'origine arabe*, (c'est moi qui souligne) la possibilité de conférer la résidence à son conjoint non israélien.

A Grenoble pendant l'été 2010, les émeutes qui suivirent la mort d'un individu (comme c'est le cas de toutes les émeutes de banlieues françaises) donnent au ministre de l'intérieur Brice Hortefeux l'occasion de mettre en place les infrastructures et méthodes israéliennes de répression en milieu urbain.

Nicolas Sarkozy propose, lui, l'extension de la déchéance de citoyenneté : « La nationalité française doit pouvoir être retirée à *toute personne d'origine étrangère* (c'est moi qui souligne) qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique. »

Une proposition qu'il vient de renouveler après les attentats de janvier. La déchéance de citoyenneté pour les palestiniens citoyens d'Israël existe aussi dans la loi israélienne et une loi adoptée en 2011 la renforce. De même la déchéance de résidence est appliquée pour les Palestiniens de Jérusalem.

Les lois sécuritaires antiterroristes françaises existantes sur la garde à vue par exemple, sont sur la question de la détention administrative de pâles copies des conditions de détentions des prisonniers palestiniens.

Le modèle israélien de traitement de la population palestinienne, c'est l'apartheid, avec des discriminations institutionnalisées contre la population palestinienne, différentes selon les situations sur le territoire de 1948, Jérusalem ou la Cisjordanie, et une spatialité de la séparation : un mur qui dessine des enclaves-bantoustans, tout en séparant l'ensemble de la Cisjordanie occupée du territoire israélien (tout en annexant à ce dernier des parties colonisées).

Il y a plus de dix ans déjà, lorsque le trio D. Vidal, M. Warschawski, L. Chahid tournait dans les grandes villes françaises sous condition d'y tenir aussi une rencontre avec les banlieues et quartiers populaires de ces villes, les habitants de la périphérie leur indiquaient presque toujours qu'eux aussi un mur invisible les séparait du centre-ville.

Que dire de ce que l'on a appelé les checkpoints de la Gare du nord pour empêcher l'accès de la ville aux jeunes des banlieues nord ? (Bien entendu ces exemples ne respectent pas la proportionnalité des dommages. Ils sont le signe de rapprochements conceptuels dans le traitement des populations dominées).

Des projets de loi cherchent à imposer à la population palestinienne un serment de fidélité à l'État d'Israël et au sionisme, que l'on peut rapprocher des cérémonies et nouvelles conditions d'acquisition de la nationalité française et des restrictions légales sur le droit du sol en France.

Les récentes opérations de provocations sur la mosquée d'Al Aqsa à Jérusalem visent, comme la prochaine visite programmée de Benyamin Netanyahu au tombeau d'Abraham à Hébron, à créer les conditions d'affrontements religieux avec les Musulmans¹¹.

11 Le régime colonial cherche toujours à diviser le collectif palestinien, avec les Druzes, les Bédouins : la loi votée le 16 septembre 2014 crée une nationalité « araméenne » dans la citoyenneté israélienne, permettant de distinguer les

Ce qui permet d'assimiler la lutte coloniale à la lutte contre Daesh et la résistance palestinienne aux troupes de Daesh. D'ailleurs Benjamin Netanyahu s'y emploie en proclamant que le Hamas c'est Daesh.

Ainsi s'efface aussi la notion de résistance nationale d'un peuple pour reconquérir ses droits. La volonté là-bas, d'effacer la nature coloniale du conflit au profit d'une lecture ethnique et religieuse correspond ici à l'effacement des questions sociales et postcoloniales transformées en situations d'affrontement ethnique et religieux.

Sortir d'un tel piège requiert une conscience claire de cette articulation : islamophobie/ soutien d'Israël allié dans la théorie du choc, et de cette autre : islamophobie/ antisémitisme comme les deux revers d'une même médaille celle d'un racisme européen (et néanmoins néoconservateur) qui sert à masquer les rapports de domination, effacer la causalité des conflits notamment en Palestine et essentialise tous les rapports sociaux..

L'islamophobie structurelle et aujourd'hui portée par l'État, a pour pendant une forme de philosémitisme-sioniste d'État.

Le philosémitisme-sionisme assumé de l'État agit aussi comme un racisme puisqu'il essentialise une population en tant que victime absolue, passée présente et à venir, et la jette en pâture à ceux qu'il opprime.

En d'autres termes et pour reprendre une métaphore ancienne, les juifs servent de béliard dans l'offensive du choc des civilisations, puis de bouc émissaire. Associer les populations assignées, et elles le sont toutes dans la guerre de civilisation, en assumant la complexité du moment, dans une même lutte contre le racisme et ou les instrumentalisation qu'elles subissent est une nécessité vitale pour constituer un front commun, transversal, « trans-civilisationnel » de lutte contre le racisme islamophobe ou antisémite et la racisation des rapports sociaux et des conflits.

Ce front est le seul qui permette de sortir la Palestine de l'étau français qui cherche à l'écraser en ce moment, seul de nature à pouvoir empêcher la pénalisation de toute critique du sionisme y compris dans ses outils les plus efficaces comme le BDS.

La Palestine est au cœur de tout ce qui nous arrive en ce moment, source et cible à la fois : nous devons la porter ensemble comme une cause politique, anticoloniale légitime et essentielle.

La responsabilité de tout le mouvement de solidarité avec la Palestine est ici engagée ; comme mouvement anticolonial, il doit déjouer, comme cet été pendant « Bordure de sécurité » et ce n'a pas été facile, les injonctions ministérielles de division sur une base ethnique et post-coloniale.

Difficile !... mais pas impossible : justement là-bas, en Israël-Palestine au moins deux mouvements anticolonialistes font ce travail : «Ta'ayush et Tarabout» réunissent Palestiniens et Israéliens contre le régime d'inégalités structurelles et autour de la parole d'Edward Saïd brûlante d'actualité : « l'égalité ou rien ».

Palestiniens chrétiens des Musulmans.



51. Antisionisme - antisémitisme : à qui profite l'amalgame ?

Auteur : Pierre Stambul

Date : 9 juin 2015

Contexte : On est six mois après les attentats de Charlie-Hebdo et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes. Dans un climat tendu, une offensive des forces sionistes contre toute manifestation de critique d'Israël est à l'œuvre.

Le meeting de Toulouse dans lequel intervient Pierre Stambul a été menacé. Il se déroule le soir même d'une agression nocturne à son domicile à la suite d'une manœuvre de Grégory Chelli, dit Ulcan qui, à partir d'Israël, pirate le numéro de téléphone fixe de militants et se fait passer pour eux en téléphonant à la police avec ce numéro, pour initier une intervention policière.

Lien : <https://ujfp.org/allocution-de-pierre-stambul-au-meeting-antisionisme-antisemitisme-a-qui-profite-lamalgame-toulouse-9-juin-2015/>

Bonsoir à toutes et à tous, peut-être avant de parler de ce qui m'est arrivé aujourd'hui, je voudrais dire quelques mots d'abord à la mémoire de Claire Mialhe, qui a été pendant très longtemps l'Union juive française pour la paix dans cette région, que sans doute beaucoup d'entre vous ont connue et qui nous a quittés il y a quelques années. Je voulais aussi dire que je sais que nous sommes dans la ville de Merah, et je veux exprimer mon respect et ma tristesse pour toutes les victimes.

J'avais prévu, avant ce qui m'est arrivé cette nuit, de commencer avant mon intervention un peu classique sur le sionisme et l'antisémitisme par lire un texte qui est assez court, que je vais vous lire, parce qu'il est une réponse à la série de menaces que nous avons eues depuis quelques jours. Depuis quelques jours, nous avons, à Montpellier, une manifestation de la LICRA et du B'nai Brith contre BDS 34 avec une demande d'interdiction des stands BDS dans la ville et nous avons un site d'extrême droite sioniste, JSSnews, qui est détenu par un milliardaire franco israélien depuis Jérusalem, qui avait lancé un appel à venir par covoiturage empêcher cette réunion par tous les moyens, et puis depuis hier, il y avait sur la page de la ligue de défense juive, la LDJ, groupuscule fasciste, un appel explicite à empêcher la réunion de l'immonde Stambul.

Voilà un petit peu ce que j'avais prévu de dire, et après je vous parlerai de mon agression. Je veux parler de ceux qui considèrent que le BDS est antisémite, de la LICRA, de B'nai Brith, de JSSnews et bien sûr du CRIF. Ils considèrent que critiquer Israël est antisémite. Vous les avez entendus s'exprimer sur les victimes civiles à Gaza et en particulier des 500 enfants tués pendant « Bordure protectrice » ? Non, bien sûr. Vous les avez entendus sur les villages des Bédouins du Néguev régulièrement détruits, sur les 800 000 Palestiniens qui ont connu la prison depuis 1967, sur l'occupation, la colonisation, l'apartheid, les crimes de guerre ? Ils approuvent. Ils disent combattre le racisme. Vous les avez entendus critiquer le rabbin de Safed qui dit que les Palestiniens sont des Amalécites et que la Torah autorise qu'on les tue tous avec leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux ? Vous les avez entendus critiquer la nouvelle Ministre de la justice – entre guillemets – israélienne Ayelet Shaked qui propose qu'on tue les mères palestiniennes, puisqu'elles mettent au monde des terroristes ? Vous les avez entendus soutenir les Falachas, les Juifs éthiopiens, qui ont manifesté à Tel-Aviv aux cris de : « En Europe, on a tué des Juifs parce que Juifs, ici on les tue parce que Noirs ».

Je vais dire quelques mots, je m'adresse aussi aux sionistes. Mes parents étaient des Juifs membres de la MOI, la main-d'œuvre immigrée, les résistants étrangers du Parti communiste. Ma famille maternelle a été exterminée. Mon père membre du groupe Manouchian a été déporté à Buchenwald. Il faut que vous sachiez qu'à cette époque, Itzhak Shamir, qui sera plus tard pendant sept ans Premier ministre d'Israël faisait assassiner des soldats britanniques. Ce n'était pas seulement un terroriste, c'était aussi un collabo. L'émancipation des Juifs en tant que minorité persécutée est indissociable de l'émancipation de l'humanité. La lutte contre l'antisémitisme est indissociable de la lutte contre tous les racismes, ceux qui frappent les Musulmans, les Roms, les Noirs, les Arabes. Face au génocide nazi, il y a ceux qui pensent qu'il faut traquer tout ce qui a poussé à cette horreur pour que ça n'arrive plus jamais. La lutte contre la barbarie est universelle. Et puis, il y a la version tribale, la version sioniste de ceux qui disent : que cela ne NOUS arrive plus jamais, et évidemment, ça veut dire tout à fait le contraire. Et ceux-là prétendent que le génocide nazi autorise que les Palestiniens payent indéfiniment pour l'antisémitisme européen. Les sionistes ne défendent pas les Juifs, ils les mettent en danger en les sommant d'être complices d'une politique criminelle et en considérant comme traîtres les juifs qui restent fidèles à des traditions juives séculaires, qui se sont opposés au racisme et à l'exclusion. Pire, vous avez entendu, Netanyahu est venu en France expliquer aux Français juifs qu'ils sont étrangers ici et que leur pays, c'est Israël. Seuls les pires antisémites s'étaient permis de nous traiter d'étrangers. Ceux qui prétendent traquer l'antisémitisme ont été bien silencieux sur ce coup-là. Alors oui, à l'Union juive française pour la Paix, en participant à la campagne BDS France, nous sommes totalement fidèles aux Juifs qui ont

combattu partout le fascisme, le racisme, le colonialisme et l'injustice. Et le BDS est en train de remporter de très grandes victoires et de casser l'image de cet État voyou.

Je vais maintenant vous raconter ce qui m'est arrivé. Je vous l'ai dit, il y avait depuis quelques jours des menaces incessantes venant de JSSnews, venant de la LDJ et puis il y avait un précédent, il y a deux mois, l'autre coprésident de l'UJFP, Jean-Guy Greilsamer, a subi exactement la même agression. Trois jours après, c'était Pessi Borell, militante de l'UJFP et de BDS France, et puis ça a été Bénédicte Bauret, qui est élue Front de gauche à Mantes la Ville. À chaque fois, Ulcan, puisque c'est lui, Grégory Chelli, procède de cette façon, c'est probablement un membre de la LDJ, un sioniste d'extrême droite réfugié en Israël et qui pirate votre numéro de fixe et qui se fait passer pour vous en téléphonant à la police avec votre numéro. Et donc hier soir, il m'a téléphoné à 23 heures, d'abord je n'ai pas décroché, et puis je me suis dit, ils vont m'empêcher de dormir, parce que je pensais bien que c'était eux, donc j'ai pris mon téléphone et puis je l'ai laissé – lui il a raccroché tout de suite sans me parler – et j'ai laissé le téléphone décroché, ce qui était sans doute une erreur, je n'aurais pas dû faire ça. Et en tout cas, Grégoire Chelli avait eu le temps de pirater mon numéro de téléphone, il a téléphoné à la police en disant : Je suis Pierre Stambul, je viens de tuer ma femme, je vais tuer tout le monde, si vous approchez, je vous tire dessus. Ça, c'était probablement vers une heure du matin qu'il a téléphoné ça à la police.

A 3 h. 50, j'ai entendu du bruit et mon nom donc je suis sorti dehors, le RAID, les robocops avaient tout cassé pour rentrer dans le lotissement où j'habite, ils avaient déjà maîtrisé plusieurs voisins, il les avaient braqués avec des armes et tout et dès que j'ai dit qui j'étais ils se sont précipités à 10 sur moi, ils m'ont plaqué à terre, ils m'ont frappé, ils m'ont insulté, ils m'ont tutoyé donc j'ai subi le sort que nos frères immigrés et nos frères issus de l'immigration subissent quotidiennement de la part de cette police et j'ai été menotté avec ces menottes qui se serrent dès qu'on bouge un tout petit peu, ça a duré un quart d'heure, impossible de leur parler, le responsable, bien entendu, n'était pas là, ma compagne était séquestrée dans sa chambre et ne pouvait pas sortir et donc le prétexte était que je l'avais tuée, elle était parfaitement vivante à quelques mètres de là ! Je suis resté menotté pendant une heure, j'ai été transféré à la police nationale du huitième arrondissement de Marseille. Et là c'est pire, c'est-à-dire que, sans vous entendre, on vous met en isolement dans une cellule où ça pue la pisse, c'est dégueulasse et tout, vous ne pouvez parler à personne et au bout de trois heures, on m'a entendu, j'ai tout expliqué, j'expliquais que c'était Ulcan, j'ai expliqué les menaces, on tombe sur des flics qui ne comprennent rien à rien, pour ça, ils sont complètement ignares, pour cela, il n'y avait qu'à voir ce qu'ils arrivaient à écrire sur le procès-verbal, et ça mettra encore trois heures pour vérifier mes dires, autrement dit j'ai été une heure menotté et sept heures en garde à vue.

Bon. Ça fait partie du jeu, j'ai envie de dire que les sionistes le paieront extrêmement cher, au vu de ce que j'ai entendu, une vingtaine d'organisations nationales ou locales, des partis politiques, des syndicats, des associations des droits de l'homme, des associations de citoyens ; tous ont publié des communiqués nationaux aujourd'hui, il y a des comités de soutien qui viennent de partout. Il semblerait que le préfet des Bouches-du-Rhône s'excuse, j'ai exigé une entrevue, des excuses et des dédommagements pour les portes enfoncées et pour les dégâts physiques, et voilà ; cette salle est bien remplie, donc on va pouvoir mener notre œuvre de dénonciation d'une idéologie extrêmement dangereuse, le sionisme, et je vais vous donner ce soir une critique juive du sionisme.

Je commencerai d'abord, parce que je ne sais pas si tout le monde ici connaît la situation en Palestine. La Palestine, ça pourrait paraître très simple : aujourd'hui, entre Méditerranée et Jourdain, il y a 12 millions d'habitants, 6 millions de Juifs israéliens, 6 millions de Palestiniens, et les Palestiniens sont en train, de façon irréversible, de devenir majoritaires. Comment une telle domination est possible, parce que quand on regarde, dans les faits les Juifs israéliens possèdent tout, le pouvoir politique, le pouvoir économique, le pouvoir militaire bien évidemment, la terre, l'eau, toutes les richesses. C'est que les Israéliens ont totalement fragmenté la société palestinienne en autant de sous-statuts avec des modes de domination différents. Je ne m'étendrai pas longuement là-dessus. La Cisjordanie où vivent 2 300 000 Palestiniens et 400 000 colons si j'enlève Jérusalem Est, est elle-même fragmentée en trois zones, zone A, zone B et zone C, la zone C étant littéralement annexée. En Cisjordanie c'est l'apartheid le plus total, vous avez le mur de séparation, pour reprendre le langage sioniste, plutôt la barrière de l'apartheid, vous avez maintenant les bus séparés, vous avez les routes pour Palestiniens et les routes pour colons, quand vous allez dans une ville palestinienne elles sont toutes encerclées sur 360° par les colonies – peut-être à l'exception de Jénine au nord – et les Palestiniens de la zone A vivent dans ce qui est le modèle de la vie des Palestiniens pour le sionisme, c'est-à-dire au choix la réserve indienne ou le bantoustan encerclé dans les zones qui sont trop densément peuplées pour être annexées.

A Jérusalem Est, les Palestiniens sont de justesse majoritaires dans ce qui devrait être théoriquement d'après les accords d'Oslo la capitale de leur État, mais aujourd'hui il y a une judaïsation à marche forcée de Jérusalem Est, des nouveaux quartiers entiers ont été construits avec des jolis noms bibliques, Ramot, Atarot, Pisgat Zeev, reliés à Jérusalem Ouest par un tramway français, merci Alstom ; Har Homa, qui était une splendide forêt entre Jérusalem et Bethléem, a été aujourd'hui transformé en colonie.

Il faut savoir que même à Jérusalem Ouest en 1948 un nettoyage ethnique total avait eu lieu, le village martyr de Deir Yassin, celui qui a été le principal, le lieu du plus grand crime de guerre commis par les troupes israéliennes le 9 avril 1948, fait partie aujourd'hui de Jérusalem Ouest, les Israéliens ont poussé l'impudence jusqu'à construire un nouveau quartier qui s'appelle Givat Shaul sur les ruines de Deir Yassin. C'est sur le territoire de Givat Shaul qu'a été construit le musée Yad Vashem, le musée de la Shoah, voyez le symbole, que le tunnel routier qui passe sous Givat Shaul s'appelle tunnel Menahem Begin, du nom de l'assassin, et c'est au cimetière de Givat Shaul qu'ont été enterrées les victimes de l'attentat antisémite de la porte de Vincennes, vous voyez toujours les symboles de cette annexion à marche forcée.

Je continue un petit peu dans l'apartheid israélien. Gaza, où ma compagne Sarah a vécu un an et demi, j'ai pu y rester trois jours fin 2013, Gaza c'est un laboratoire à ciel ouvert, 1 800 000 habitants, encerclés complètement, vivant un blocus qui est un véritable crime de guerre, privés de tout en quantité suffisante, manquant d'alimentation en quantité suffisante, électricité quatre heures par jour, la nappe d'eau complètement envahie par l'eau de mer donc manque d'eau, la plupart des usines ont été pulvérisées, plus de dessalement de l'eau de mer, plus de traitement des égouts, donc une situation terrible d'un point de vue sanitaire, Gaza ou même en période de paix les Israéliens ont tué 150 paysannes et paysans et des milliers d'ânes dont le grand tort était d'être le long de la barrière dite de sécurité pour reprendre le langage sioniste, Gaza où les pêcheurs ont été tués parfois à quelques kilomètres des côtes pour affamer la population de Gaza et pour rendre impossible une vie décente dans ce qui est devenu une espèce de représentation symbolique du ghetto, j'en parle en

tant que Juif. Gaza où, vous le savez, à plusieurs reprises des massacres de grande ampleur ont lieu, pendant « Bordure protectrice » des milliers de tonnes de bombes et d'explosifs ont été lancés sur Gaza, et immédiatement après le gouvernement américain a allongé 2,5 milliard de dollars à Israël pour refaire son stock de munitions.

Je continue dans l'apartheid israélien, n'oubliez jamais les Palestiniens de 48, les Palestiniens qui sont citoyens d'Israël. Eux-mêmes se définissent comme des rescapés parce qu'on sait maintenant, il y a eu l'ouverture des archives des historiens, on sait que le plan en 1948 qui s'appelait le plan Dalet était d'expulser tous les Palestiniens. Il y a eu pour différentes raisons – présence de troupes anglaises, présence de fortes populations chrétiennes – un certain nombre de Palestiniens qui ont pu rester, ils représentent aujourd'hui 23 % de la population israélienne, ce sont des citoyens de seconde zone qui de façon parfaitement légale dans un État juif sont privés de la terre, quand on fête la journée de la terre le 30 mars, c'est pour célébrer une révolte des Palestiniens de Galilée contre le vol de leurs terres, ils sont privés de droit au logement, ils sont parqués dans certaines zones, et n'ont pas droit de construire et quand il y a augmentation de la population ils s'entassent dans des appartements. Le taux de pauvreté chez les Juifs israéliens tourne autour de 10 à 15 %, le taux de pauvreté chez les Palestiniens d'Israël tourne entre 50 et 60 %. Parmi ces Palestiniens d'Israël, ceux qui vivent le pire scandale, ce sont les Bédouins du Néguev, eux ils ont des terres, ils sont là depuis des centaines d'années, ils avaient des droits de propriétés attestés par l'empire ottoman. Israël petit à petit les a d'abord parqués en 1948 dans le triangle du Siyag au nord du Néguev, entre Beersheva, Dimona et Arad. Les Bédouins sont sortis des HLM où les avait parqués, ils ont essayé de récupérer leur terre, toute leur terre avait été confisquée par les kibboutz et les moshavs, et donc, ces Bédouins qui sont citoyens israéliens, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux habitent dans des villages non reconnus. Non reconnus veut dire sans eau, sans électricité, sans école, sans routes et surtout sans le droit de construire en dur, et dès qu'ils construisent en dur, on détruit, le village d'al Araqib à 7 km de Beersheva a eu au moins 84 destructions, à moins qu'il y en ait eu une 85e depuis que je parle.

Et enfin n'oubliez surtout jamais quand vous parlez de la Palestine, les réfugiés et les prisonniers. Les réfugiés : la Palestine est un peuple de réfugiés. Le crime fondateur de cette guerre, c'est l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur propre pays en 1948. Aucune paix ne sera possible sans la reconnaissance et la réparation de ce crime. Et donc aujourd'hui les réfugiés et leurs descendants, quatre millions et demi d'entre eux ont la carte de l'UNRWA, l'office des Nations unies, une partie de ces réfugiés vivent dans des camps en Cisjordanie ou à Gaza, d'autres dans des camps en Jordanie, en Syrie et au Liban. Ils ont été littéralement été abandonnés par l'ONU, ceux qui sont dans les territoires occupés ont dû tout construire par eux-mêmes, ils ont vécu dans des conditions ignominieuses et dans des tentes, et quand on trouve maintenant dans ces camps de réfugiés je pense à Deisheh, à Aïda et tout, des écoles, un très grand taux de scolarisation, des centres sociaux, une grande entraide... et ce sont eux qui ont tout construit par eux-mêmes, ils sont restés abandonnés. Les Palestiniens réfugiés dans les pays voisins, si les peuples arabes ont été solidaires, les régimes arabes ont été écœurants avec eux, ils les ont trahis dès 1948, le régime jordanien a massacré 30 000 Palestiniens au moment de Septembre Noir en 1970, le régime syrien est responsable du massacre de Tel el-Zaatar dans la guerre du Liban et de l'exil de l'OLP en Tunisie ; au Liban, et jusqu'à aujourd'hui, il y a des discriminations terribles contre les réfugiés palestiniens.

Et les prisonniers, le chiffre qui est le plus parlant : 800 000 palestiniens ont connu la prison depuis 1967. Tous les partis politiques, sans aucune exception, ont été touchés ou sont touchés parce que les Israéliens ne veulent pas de partenaire pour la paix, quand ils en ont un, ils le maltraitent, ils l'emprisonnent ou ils le tuent. Vous avez les cas emblématiques de Marwan Barghouti, membre du Fatah, de toute la direction politique du FPLP, dont le secrétaire général Ahmed Saadat condamné à la prison à vie et de 21 élus, maires ou députés du Hamas et d'autres partis, tel que le djihad islamique, sont touchés.

Donc je vous ai fait un exposé assez bref ici d'une situation, qui est complètement insupportable, et donc, on va essayer de comprendre aujourd'hui pourquoi le peuple palestinien, à l'exception bien sûr de la solidarité qu'on sent ici ce soir, est abandonné, pourquoi en tout cas la communauté internationale accompagne ce sociocide absolument infâme et derrière toute cette question il va y avoir les questions du sionisme, parce que je suis de ceux, et nous sommes de plus en plus nombreux à l'UJFP qui pensons qu'aucune paix n'est possible sans l'égalité des droits et la justice, et une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice, ça veut dire la fin du sionisme, rupture avec le sionisme, post-sionisme, de la même façon qu'aucune paix juste n'était possible en Afrique du Sud avec le maintien de l'apartheid, et on sait que la fin de l'apartheid est loin d'avoir tout résolu en particulier sur les problèmes sociaux, aucune paix n'est possible avec le sionisme et c'est ce que je vais essayer de vous expliquer ce soir et c'est ce que j'ai essayé d'expliquer dans un de mes livres sur le sionisme.

Alors comment définir le sionisme ? C'est une réponse à l'antisémitisme, donc on est un peu obligé de parler d'abord, et c'est un des thèmes du débat de ce soir, de l'antisémitisme et de ce que ça a été. L'antisémitisme ça peut déjà dire, c'est quoi les juifs et d'où ils sortent. Il faut savoir déjà que le discours biblique sur les juifs, Abraham, Moïse, la conquête sanglante de Canaan par Josué, Salomon et son grand temple, David, sont des discours légendaires, il n'y a pas de trace historique de cela. La première trace historique des Hébreux, elle est donnée par la stèle de Meneptah, c'est une stèle des Égyptiens, elle date de 1200 av. J.-C. et à l'époque présumée du grand temple de Salomon, Jérusalem était un petit village de l'âge du fer, donc il n'y a pas eu le grand temple et tout. Autrement dit, quand Israël dit « nous reconstituons le Royaume unifié de Salomon et David », les historiens s'accordent à peu près à dire que ce royaume unifié n'a jamais existé et que David aujourd'hui, à Jérusalem, à Silwan, dans un quartier de Jérusalem Est, on expulse les Palestiniens au nom du roi David, on construit le parc du roi David, le musée du roi David, sauf que le roi David, si jamais il a existé, c'était un conducteur de troupeaux mais le grand temple et le grand royaume, ça c'est sûr que ça n'a pas existé. De même, les colons de Cisjordanie disent « Dieu nous a donné cette terre » et ils font référence au passage de la Bible qui parle de la conquête sanglante de Canaan par Josué. Là, les historiens s'accordent à dire que les Hébreux sont un peuple autochtone, qu'ils ne se sont pas conquis eux-mêmes, que les trompettes n'ont pas sonné à Jéricho, en tout cas que ce qui est la justification pseudo-historique des colons ultra intégristes de Cisjordanie est quelque chose d'historiquement totalement inventé. Les sionistes disent en gros qu'en 70 après J.-C., quand l'empereur Titus détruit le temple de Jérusalem, des centaines de milliers, des millions – disent-ils – de juifs seraient partis un petit peu partout en Méditerranée et qu'après 2000 ans d'exil et grâce aux sionistes, ils auraient fait le retour dans leur pays. C'est la théorie de l'exil et du retour. Là, je vous conseille fortement la lecture de Shlomo Sand, il n'y a eu ni exil ni retour, il n'y a aucune trace d'un départ massif de juifs en 70 après J.-C. La religion juive était déjà répandue dans tout le bassin

méditerranéen, à Babylone, à Samarcande et bien au-delà, Alexandrie était une ville à un tiers juive bien avant, il y avait des cimetières juifs à Rome et tout, donc grosso modo, les juifs sont des descendants de citoyens romains convertis au judaïsme ou de conversions ultérieures au judaïsme, les Berbères en Afrique du Nord, la plupart des Juifs d'Afrique du Nord sont des Berbères, pour moi qui suis Ashkénaze l'empire Khazar qui était un empire à la fois Turc et Slave, et voilà, les juifs sont des descendants de convertis, vous voyez que j'ai pas vraiment le type proche-oriental et mes camarades non plus et les descendants des Judéens de l'Antiquité, ce sont ceux qui n'ont jamais bougé, c'est-à-dire ce sont les Palestiniens. On est donc, il faut bien le comprendre, en pleine méta-histoire, il va y avoir un projet colonial qui s'appelle le sionisme, qui va inventer une histoire fantastique, sauf que cette histoire est fausse.

Qu'est-ce qu'il faut dire de l'antisémitisme ? L'antisémitisme, il n'y en a pas un et un seul, c'est stupide, en plus quand on entend les fascistes de la LDJ parler de l'antisémitisme, c'est d'une grossièreté sans nom. La première phase, c'est ce qu'on doit appeler l'antijudaïsme chrétien. Le judaïsme a été en concurrence avec d'autres religions pendant la fin de l'empire romain, quand le christianisme, qui lui-même était issu du judaïsme l'emporte, avec l'empereur Constantin au quatrième siècle, les conversions au judaïsme cessent, le judaïsme cesse d'être prosélyte, il s'enferme sur lui-même, contraint et forcé, et toute une série de stéréotypes racistes et d'interdits vont être édictés par les souverains chrétiens. Le pire de ces interdits, c'est bien sûr la possession de la terre. Les juifs pendant tout le Moyen Âge et jusqu'aux temps modernes n'auront pas, à de très très rares exceptions près, la terre qui était la principale richesse, ils vont être confinés par les chrétiens dans des métiers interdits aux chrétiens qui vont les rendre très impopulaires, les métiers de la banque, les métiers de l'usure, les métiers d'intermédiaires entre le seigneur et la population et très rapidement, il va y avoir les stéréotypes racistes de peuple déicide et les expulsions et les massacres.

Les expulsions commencent dès les Wisigoths au quatrième siècle après J.-C. ; les massacres, il faut savoir qu'ils commencent avec les Croisades qui avant de se faire la main sur les Musulmans infidèles au Proche-Orient vont massacrer les communautés juives de la vallée du Rhin, mais ça va se poursuivre. Les moments les plus emblématiques de massacres et de pogroms, c'est l'Espagne, 1492. Ça, c'est l'expulsion, mais les pogroms avaient commencé un siècle avant alors que pratiquement 10 % de la population espagnole était juive, et puis les grands massacres et pogroms auront lieu à partir du 17e siècle en Europe de l'Est, surtout en Pologne et en Ukraine, je pense aux grands massacres des cosaques avec Khmel'nitskyï.

Je tiens à dire quelque chose à ce propos. Le sionisme, je l'expliquerai tout à l'heure, n'a rien à voir avec la religion et les religieux, qui pendant très très longtemps, seront non sionistes ou antisionistes. Pourquoi ? Parce que dans la religion juive, en tout cas chez les orthodoxes, la religion juive est une religion d'exil, une religion messianique. Il est interdit de retourner sur cette terre, la terre Sainte, avant l'arrivée du Messie. Par exemple, en 1492, quand les juifs Espagnols sont chassés, ils sont accueillis très majoritairement dans des pays musulmans, beaucoup iront au Maghreb, beaucoup iront dans l'empire ottoman, mais où iront-ils, ils iront à Salonique qui sera à moitié juive pendant 500 ans, ils iront à Sarajevo, ils iront à Smyrne, ils iront à Istanbul mais ils n'iront pas à Jérusalem qui est conquise à ce moment-là par l'empire ottoman, ni à Hébron. Pourquoi ? Parce que c'est interdit dans la religion juive. Dans la religion juive, l'usage de la langue hébraïque, ce n'est pas l'usage qu'en fait Tsahal aujourd'hui, la langue hébraïque était interdite à

tout usage profane, elle était réservée uniquement à l'usage religieux. Pour que vous ayez dans l'idée que le sionisme, quand je vais en parler, ne se construira pas seulement contre les juifs laïques et révolutionnaires, il se construira aussi contre les juifs religieux.

Donc j'ai parlé de cette première phase de l'antisémitisme qu'était l'antijudaïsme chrétien. Curieusement, c'est l'émancipation des juifs qui va transformer l'antijudaïsme chrétien en antisémitisme racial. À partir du 18^e siècle, les juifs Allemands peuvent sortir du ghetto, beaucoup se convertissent, il y a des familles célèbres, Heine, Mendelssohn, Marx, pour avoir souvent accès d'ailleurs à des postes de responsabilité ; en France la Révolution française donne la citoyenneté aux juifs, c'est l'abbé Grégoire et puis, petit à petit, cette émancipation va se déplacer vers l'est de l'Europe, et du coup, les juifs qui jusque-là étaient bien visibles, parqués dans leurs juderias ou dans leurs ghettos, vont devenir cette espèce de minorité invisible – « ils sont partout », le fameux slogan antisémite – « ils veulent dominer le monde », toujours parmi les stéréotypes, et en gros, les Juifs vont représenter une espèce d'obstacle naturel à toutes les volontés d'État ethniquement pur, qui est le désir meurtrier de tous les nationalismes européens à partir de 1850, nationalismes qui vont produire la guerre de 14 et plus tard le nazisme.

Et donc, cet antisémitisme va faire consensus complètement parmi les puissants de l'Europe, et pour quelle raison ? Parce que en gros, il était très facile pour construire un nationalisme efficace de désigner l'ennemi, et l'ennemi c'était le Juif. L'antisémitisme allemand par exemple après 1918, va énormément se développer sur l'idée que ce sont les Juifs qui ont causé la défaite de l'Allemagne, pour donner un exemple très simple. Il faut que vous compreniez qu'à ce moment-là, les deux tiers des Juifs du monde entier vivent dans un seul pays. Ce pays, ce n'est pas la Palestine, c'est l'empire russe. L'empire russe, on a un recensement de 1881 qui montre que sur 135 millions d'habitants, il y a 6 millions de Juifs et que dans la Zone de résidence, qui est l'endroit où les Juifs sont tenus de rester – seules des exceptions peuvent aller à Moscou ou à Saint-Petersbourg – les Juifs représentent 10 % de la population, 5 500 000 habitants sur 55 millions. Et cette population de l'empire russe et en général de l'Europe de l'Est est une population prolétaire ou ultra prolétaire, ce sont des Juifs qui sont des colporteurs, ce sont des ouvriers, ce sont des chômeurs et – mais ce sont des lettrés, c'est le peuple du livre – ils vont massivement être gagnés par les idées progressistes laïques et révolutionnaires, et on ne comprend pas le mouvement révolutionnaire en Europe et en particulier en Russie sans comprendre l'énorme importance qu'avait ce judaïsme athée qui va naître dans ces régions-là et qui va devenir extrêmement prépondérant au point que les Nazis parlaient de judéo-bolcheviks tellement ils voyaient partout des Juifs dans la plupart des partis révolutionnaires, ce n'était pas seulement dans le parti bolchevique, dans tous les partis révolutionnaires et progressistes de l'Europe, on rencontrera un nombre extrêmement important de Juifs.

Et le sionisme va se créer à ce moment-là. On est aux alentours de 1895. Le sionisme, c'est une théorie de la séparation. C'est une théorie qui, il y a 120 ans, déclare que ce n'est pas la peine de lutter contre l'antisémitisme, il est inéluctable, il y a qu'une seule solution : séparer les Juifs et les non-Juifs et créer un État juif. Alors ils vont hésiter, ou est-ce qu'on le crée et ils vont penser à l'Argentine, à l'Ouganda, et on va le créer en Palestine pour avoir le soutien des religieux, soutien qu'ils n'auront pas pour les raisons que je vous ai dites, les religieux étaient contre le sionisme, il y aura une pétition quasiment unanime de tous les rabbins d'Allemagne contre Theodor Herzl et son projet fou.

Les sionistes vont par contre énormément plaire à tous les dirigeants antisémites européens, ils allaient alors dans les cours et ils disaient « on va vous débarrasser de vos Juifs ». Theodor Herzl était allé voir le pire ministre pogromiste du Tsar, le sinistre Plehve, celui qui avait fait le pogrom de Kichinev, ma grand-mère paternelle lui a survécu, et il dit à Plehve : « vous et moi nous avons le même intérêt, qu'un maximum de Juifs quittent la Russie ». Et donc on va avoir cette espèce de connivence de tous les dirigeants Européens antisémites de créer un foyer juif et de favoriser le projet sioniste. Parmi ces dirigeants, il y en a un que je tiens à souligner, parce qu'il représente un courant très important, c'est Balfour. Lord Balfour, il est premier ministre en 1905 en Angleterre, il est antisémite comme tous les dirigeants européens, il va prononcer des discours terribles contre ces juifs pouilleux qui viennent semer la zizanie et la révolution dans Londres et qu'il faut expulser, et puis 12 ans après il envoie une belle lettre à Lord Rothschild, un choix qui n'est pas tout à fait neutre, en promettant aux Juifs que la Palestine que l'Angleterre est en train de conquérir va devenir un foyer juif et un État juif. Est-ce qu'il y a une contradiction là-dedans ? Il n'y en a pas. Les Juifs étaient considérés, je vais reprendre les termes de Hannah Arendt, comme des « parias asiatiques inassimilables en Europe » mais dès le moment où ils partaient en Asie, ça devenait des colons européens en Asie pour le bien-être et pour les intérêts de Sa gracieuse majesté. En plus, Balfour appartenait au courant chrétien sioniste, un courant né des évangélistes anglo-saxons et un peu allemands qui, partant d'une lecture littérale de la Bible, qui disent que les juifs doivent revenir en terre Sainte pour favoriser le retour du Christ mais que ces juifs doivent chasser le mal de la Terre Sainte, le mal c'est Armageddon – c'est les Arabes évidemment – et qu'après, ces juifs doivent se convertir à la vraie foi, le christianisme, sinon ils disparaîtront. Autrement dit les antisémites, car les chrétiens sionistes sont des antisémites, non seulement ont participé historiquement à la création du foyer juif avec Balfour, mais aujourd'hui ils ont participé à coup de milliards de dollars à la colonisation de la Cisjordanie. Une colonie comme Maale Adumim par exemple que peut-être certains d'entre vous connaissent, qui coupe en deux la Cisjordanie, a quasiment exclusivement été financée par ces chrétiens sionistes antisémites.

Donc le sionisme, j'ai dit, c'est d'une part une théorie de la séparation. C'est un colonialisme, il faut comprendre qu'à l'époque, le colonialisme était une idée totalement dominante en Europe et c'était une idée dominante au point qu'y compris à gauche, des tas de gens pensaient que les civilisations occidentales étaient supérieures à ces civilisations qui n'étaient pas entrées dans la modernité, bref, le discours de Sarkozy sur les Noirs qui n'étaient pas « entrés dans l'Histoire », à Dakar, il était partagé de façon assez majoritaire par les grands de l'Europe, et donc beaucoup disaient que finalement, les Juifs en Palestine, ils apportaient la modernité, la technicité à un peuple barbare qui n'était pas entré dans l'histoire. Pourtant la Palestine, dès 1920, elle a des syndicats, un parti communiste, des associations, des grands écrivains, etc. Et c'était tout sauf ce que l'image colonialiste voulait en décrire, je vous conseille l'excellent film « La Terre parle Arabe » de Maryse Gargour, qui décrit magnifiquement bien cette situation-là.

Et donc le colonialisme sioniste a une petite différence, en réalité une grande différence, avec d'autres colonialismes, je pense au colonialisme français au Maghreb, c'est que le colonialisme français visait à asservir la population locale, à l'utiliser comme main-d'œuvre et à la surexploiter. Le colonialisme sioniste visait d'abord à nier l'existence d'un peuple autochtone, c'est le fameux mensonge fondateur meurtrier d'Israël Zangwill « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », c'est-à-dire qu'au départ, en disant une terre sans peuple, on nie l'existence même des Palestiniens.

La première fois en Israël où on parlera des Palestiniens, c'est à l'occasion des accords d'Oslo, jusqu'alors, ce peuple n'existe pas, et on parle tout simplement des Arabes. Donc il y a une négation même de l'existence de la dignité des droits des Palestiniens, mais en même temps il y a un projet qui est clairement de les expulser et de les remplacer, donc c'est le fameux projet du transfert, projet qui sera majoritaire chez tous les dirigeants sionistes à partir des années 20, quand vont commencer les révoltes palestiniennes contre la colonisation sioniste. Mais il y a aussi un autre projet : si on n'arrive pas à tous les expulser, le modèle, c'est le bantoustan ou la réserve indienne, c'est-à-dire ce qui se passe aujourd'hui à Gaza ou dans la zone A de Cisjordanie, des populations complètement surpeuplées et privées du droit même et de la possibilité même de faire fonctionner leur société. Donc ce colonialisme-là, un petit peu particulier, les sionistes disent toujours mais enfin, euh, le sionisme, c'est une idéologie de libération nationale, c'est un mouvement de libération nationale, pourquoi les Lituanais et les Croates auraient le droit d'avoir leur pays et nous on n'aurait pas le droit ? C'est quand même un drôle de nationalisme, parce que c'est un nationalisme qui a inventé le peuple, la langue et la terre. Le peuple ? Je partage l'idée de Shlomo Sand, il y a des peuples juifs, il y avait incontestablement un peuple sépharade qui a vécu en Espagne et dont les descendants ont été disséminés un peu partout, il y avait incontestablement un peuple judéo-arabe, judéo-berbère au Maghreb, il y avait incontestablement un peuple yiddish entre mer Baltique et mer Noire, il y avait incontestablement un peuple judéo-yéménite constitué de tribus arabes converties au judaïsme et un peuple judéo-falacha qui était des Éthiopiens convertis au judaïsme ; prétendre que tout ça c'est le même peuple, c'est loufoque.

Ils ont inventé la langue pour la raison que je vous ai expliquée, parce que la langue hébraïque était interdite à tout usage profane, il y avait les langues juives, il y avait le ladino qui est de l'espagnol du Moyen Âge, il y avait le yiddish, la langue maternelle de ma mère, de l'allemand du Moyen Âge avec des mots hébraïques et des mots slaves, il y avait le judéo-arabe, il y avait d'autres langues, je suppose que les Falachas parlent une langue tirée de l'amhara, mais voilà, donc il n'y avait absolument pas une langue unique et puis ils ont inventé la terre, parce que, que ce soient les Juifs laïques ou les juifs religieux, aucun n'avait un attachement à cette terre. Les juifs religieux, j'ai expliqué que c'était un interdit. Pour les Juifs laïcs bien entendu, la question de l'émancipation des Juifs s'est posée, dans le mouvement révolutionnaire d'Europe de l'Est, il va exister un parti révolutionnaire juif, le Bund, qui faisait partie de l'Internationale et dont le programme était, dans le cadre de la révolution mondiale, l'autonomie culturelle pour les Juifs sur place et le Bund était farouchement antisioniste. Et un de ses derniers survivants a été Marek Edelman, commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie et qui est mort il y a quelques années en Pologne parce qu'il a toujours haï l'État d'Israël et il a toujours été solidaire des Palestiniens.

Donc voilà. Les sionistes... Marek Edelman mérite vraiment un grand coup de chapeau. Donc ils ont inventé, je vous ai dit, une théorie nationaliste qui ne tient pas le coup, après, ce qu'il y a sans doute d'un point de vue juif de plus tragique et qui est une des explications de l'attachement d'un très grand nombre de Juifs au sionisme, c'est la manipulation, la mystification de l'histoire, de la mémoire et des identités juives, c'est l'histoire qu'on a raconté aux Juifs, dont l'histoire de l'exil et du retour, dont je vous ai expliqué qu'elle n'a aucune espèce de réalité et c'est l'histoire qu'on leur a racontée en gros que toute espèce d'idée de vivre ensemble dans l'égalité des droits dans les pays où vivaient les Juifs n'avait aucun sens.

Herzl était contemporain de l'affaire Dreyfus. Pour Herzl, le fait qu'il y a l'affaire Dreyfus en France, ça veut dire : il faut foutre le camp, même la France, vous voyez ! Enfin, l'affaire Dreyfus n'a pas été l'affaire que des Juifs, comme aujourd'hui l'islamophobie n'est pas que l'affaire des Musulmans, c'est l'affaire de tous les citoyens, d'accord, et lors de l'affaire Dreyfus, la moitié de la société française, toute la partie progressiste de la société française a considéré que même si c'était un militaire et un réac, il fallait défendre Dreyfus, et elle l'a défendu jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'elle obtienne une victoire qui était sa réhabilitation et son acquittement et son retour de Cayenne. Donc, l'affaire Dreyfus justement montre que le combat pour l'égalité des droits avait un sens et pouvait gagner et être majoritaire dans un pays comme la France. Herzl a aussi pris prétexte du pogrom de Kichinev (auquel ma grand-mère a survécu) : il faut noter qu'après le pogrom de Kichinev, le Bund va organiser les milices d'autodéfense contre les pogromistes et il n'y aura plus de grands pogroms en Russie. Donc là aussi, il y avait tout à fait une autre optique qui n'était pas la fuite et la conquête coloniale d'un pays sur le dos des Palestiniens mais la conquête, justement, de l'émancipation de tout le monde.

Je veux aborder un petit peu cette manipulation de l'histoire et de l'antisémitisme. Les sionistes n'ont jamais combattu l'antisémitisme. Dans le bouquin que j'ai écrit sur le sionisme, j'ai même fait des recherches sur sionisme et fascisme. Non seulement les sionistes ne combattaient pas l'antisémitisme, mais ils s'en sont servis, chaque fois qu'il y avait un fait antisémite et s'en sont servis dans leur seul et unique projet qui était le départ des Juifs pour ce qui allait devenir Israël. Donc sachez bien qu'aujourd'hui, quand on trouve des antisémites infiltrés dans le combat pour la Palestine, ils ne défendent pas les Palestiniens, ils font le jeu du sionisme qui a toujours vécu de cela, autrefois et aujourd'hui. S'il y a des Dieudonnesques dans la salle, je le leur dis.

Et donc, quand je parle de l'attitude que les sionistes ont eue vis-à-vis du fascisme – alors, on va rester clairs ; toutes les idéologies, tous les partis, tous les États ont eu un comportement coupable vis-à-vis de la montée du fascisme – mais l'on pourrait penser que ceux qui se prétendent aujourd'hui les tenants, les garants, disent-ils, du génocide et de l'antisémitisme, ils auraient eu un comportement exemplaire. En 1933, quand Hitler prend le pouvoir, les Juifs américains déclarent immédiatement un blocus de l'Allemagne nazie, un boycott de l'Allemagne nazie, il y aura énormément de Juifs antifascistes qui vont s'engager dans les brigades internationales en Espagne ; mais, qu'est-ce que fait Ben Gourion depuis le Yichouv, c'est-à-dire les établissements juifs en Palestine ? Il brise le boycott qu'avaient déclarés les Juifs américains, il explique : notre intérêt est de commercer avec l'Allemagne, il négocie avec les Nazis en 1933 les accords de Haavara – transfert en hébreu – qui permettent aux Juifs allemands de partir avec leurs biens uniquement en Palestine, les migrations vers d'autres régions leur restent strictement interdites. Il y aura une scission dans le mouvement sioniste entre l'aile socialisante majoritaire, celle de Ben Gourion, et l'aile qui s'appelle elle-même aile révisionniste, celle de Jabotinsky. Jabotinsky, qui mourra en 1940, était un fasciste, c'était un admirateur de Mussolini, il avait vécu dans l'Italie fasciste ; la théorie du transfert dont il est l'inventeur est une imitation de ce que les Italiens ont fait en Éthiopie, la façon dont ils ont déporté les populations colonisées, tous les dirigeants actuels, ceux qui sont morts, Begin, Sharon, ceux qui sont toujours vivants, Netanyahu, Tzipi Livni, Liebermann, Bennett... sont des descendants idéologiques de Jabotinsky. Jabotinsky était un terroriste, lui et ses successeurs Menahem Begin et Itzhak Shamir ont commencé dès les années 1930 des attentats meurtriers contre les Palestiniens et après la grande révolte palestinienne, quand les Anglais vont

commencer à limiter l'immigration juive, ces groupes vont s'en prendre à l'Angleterre. Il faut savoir que quand mon père a été déporté à Buchenwald, quand il y avait des millions de morts, des millions de Juifs qui partaient vers les camps d'extermination, quand les Einsatzgruppen fonctionnaient à fond, le groupe Stern d'Itzhak Shamir qui sera premier ministre d'Israël pendant sept ans assassinait des soldats britanniques, il assassinera Lord Moyne, haut représentant de l'Angleterre au Caire, en 1944. Le groupe Stern est même allé jusqu'à négocier avec le consulat nazi à Istanbul. Ce sont ces gens-là aujourd'hui qui veulent nous expliquer que nous sommes antisémites et qu'ils défendent les Juifs. Donc je tiens à dire que les sionistes n'ont joué un rôle que totalement marginal dans la résistance juive au nazisme. La résistance juive au nazisme, elle a été principalement communiste et bundiste, elle a été de tous les groupes qu'il y avait un peu partout...

Et que l'instrumentalisation qu'ils font du génocide, dont je tiens à dire aussi qu'un petit quart de la population israélienne est relié familialement au génocide, pas plus, et toute la récupération insensée qu'ils font aujourd'hui, c'est quelque chose qui tient évidemment à vous bâillonner, mais qui pour nous qui sommes les enfants de cette histoire, c'est quelque chose de totalement obscène. Je ne trouve pas d'autre mot : voir aujourd'hui des gens dont l'idéologie est extrêmement proche de l'idéologie qui a provoqué le nazisme, qui est une idéologie de haine de l'autre, de négation de l'autre, et d'incapacité d'accès à l'autre qu'est l'idéologie sioniste aujourd'hui, leur récupération du génocide est abjecte.

Je vais aborder la question de la communauté internationale et à son comportement extrêmement honteux. On pourrait se dire, est-ce que finalement quand aujourd'hui les Sarkozy, les Hollande, les Valls se prosternent devant le Dieu sionisme, est-ce que c'est parce que l'Occident, quelque part, se sentirait coupable de 15 siècles d'antisémitisme et du génocide? Réponse : non. Si l'Occident s'était senti coupable, en 1945, il aurait dit : « bon, les Juifs, on a déconné, 6 millions de morts, la moitié des Juifs d'Europe... maintenant vous avez l'égalité des droits et plus jamais ça ». Ce n'est pas ça qu'on leur a dit, aux Juifs. On leur a dit : « maintenant vous avez un pays, vous partez quand vous voulez ». C'est-à-dire que l'Europe et l'Occident, et l'URSS aussi à l'époque puisqu'elle a reconnu en premier l'État d'Israël, se sont déchargés d'un crime séculaire antisémite contre les Juifs sur le dos du peuple palestinien qui n'avait pas le début d'une responsabilité dans cette affaire. Et ça, c'est absolument indigne.

Je tiens à dire que souvent, y compris dans le mouvement de solidarité pour la Palestine, les gens nous parlent de l'ONU et du plan de partage, il faudrait y revenir. Le plan de partage est une horreur : de quel droit, l'ONU a-t-elle partagé en deux la Palestine ? Vous imaginez l'ONU partager en deux la France, qu'est-ce qu'on dirait et qu'est-ce qu'on penserait ? En plus, dans ce plan de partage, à l'époque les Juifs forment 40 % de la population, on va leur donner 54 % du territoire, et aux Palestiniens on va leur en donner 42 %. Mais pire, dans le futur État juif il y a 400 000 Palestiniens et dans le futur État palestinien il y a 10 000 Juifs. Et il faut savoir que quand la guerre éclatera, officiellement le 15 mai 1948, la quasi-totalité des Palestiniens qui habitaient l'État juif ont été expulsés, le nettoyage ethnique a déjà eu lieu, autrement dit l'ONU est responsable directement de la moitié de la Nakba, c'est une chose qui doit être connue.

Sur la Nakba, il y a eu pendant très longtemps des histoires de fous que les sionistes ont racontées, « les Arabes sont partis d'eux-mêmes, » les élites leur avaient dit « vous retournerez », tout ça c'est du pipeau. Il aura fallu attendre 1988, les 40 ans de la guerre et l'ouverture des archives

pour voir que tout ce qu'avaient toujours dit les historiens palestiniens et les témoins palestiniens était totalement corroboré par ce qu'on trouvait dans les archives de l'État d'Israël. Autrement dit, il y avait un plan délibéré, qui s'appelle le plan Dalet d'expulsion de tous les Palestiniens, et ceux qui ont pu rester, les Palestiniens d'Israël qui représentent un peu plus de 20 % de la population aujourd'hui, sont des miraculés, mais c'est bien leur expulsion totale qui était prévue, un nettoyage ethnique approuvé par l'ONU. Je rappelle aussi que le village martyr Deir Yassin dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est avant le déclenchement de la guerre. Sur cette guerre qu'Israël a présentée comme David contre Goliath, et quand j'avais 16 ans j'étais sioniste et j'ai cru à ça, sur les-pauvres-Juifs-après-ce-qu'ils-venaient-de-subir-encore-encerclés-et-menacés-de-mort-et-tout, tout ce qu'on sait maintenant sur la guerre de 1948, montre qu'il y avait un déséquilibre total et évident sur tous les plans – nombre de combattants, armement, technologie... – du côté de la Haganah et des terroristes de l'Irgoun et du groupe Stern, que les Palestiniens ont été assez largement trahis par les armées des pays arabes voisins qui se battaient uniquement pour avoir des territoires et pas pour créer un État palestinien et donc voilà, on est arrivé à la Nakba, c'est-à-dire au crime fondateur.

Alors j'ai été très long, je vais un peu m'arrêter et me refroidir, je vais terminer sur le BDS. Écoutez, souvent, on nous dit : « cette horreur, comment on peut en finir ? » Je donnerai quand même une vision un peu optimiste, parce que c'est noir, ce que j'ai dit. Bien entendu, deux États, ce qu'Arafat avait imaginé, ce n'est ni souhaitable ni possible. Si vous allez là-bas, la première question, c'est : Où est la frontière ? Et puis, il y a actuellement 650 000 Israéliens qui vivent au-delà de la ligne verte, la frontière internationalement reconnue. Cette ligne verte ne figure sur aucune carte, aucun livre scolaire, il faut une carte en France, pour les Français, Israël-Palestine, pour savoir que l'usine pour les produits de beauté Ahava se trouve sur les bords de la mer Morte en territoire occupé, parce que ce n'est évidemment marqué nulle part, et je vous dis, ces 650 000 colons qui vivent au-delà de la ligne verte, ça coûterait 30 points de PIB à Israël de les évacuer. Donc on ne voit pas, aujourd'hui, un quelconque gouvernement israélien se lancer là-dedans.

Le projet qui aurait – bon, comme libertaire, zéro État, ce serait pas mal –, le projet qui aurait ma préférence, un État uni, où un État commun comme disent Éric Hazan et Eyal Sivan, aujourd'hui, pour la majorité des Israéliens, s'il n'y a pas d'État juif, c'est les Juifs à la mer. Donc on a une mentalité, on a aujourd'hui un État d'Israël qui est dans la situation où se serait trouvée la France si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie. Donc on a les fascistes au pouvoir, je ne trouve pas les noms pour Ayelet Shaked ou pour Bennett ou pour Lieberman ; Liebermann voulait lancer une bombe atomique sur le barrage d'Assouan, quand même pour que vous ayez une idée de ce qu'Israël se donne comme ministre, donc pour l'instant cette solution apparaît irréaliste. Mais le projet sioniste, c'était un État juif homogène. Ce projet, ils l'ont tué puisque aujourd'hui, c'est 6 millions – 6 millions et que peut-être à l'insu du plein gré de certains, Israël est rentré franchement dans ce qu'on appelle l'apartheid que le tribunal Russell sur la Palestine, notamment dans sa cession du Cap, a reconnu que, selon la définition internationale de l'apartheid, le gouvernement de l'État israélien était coupable du crime d'apartheid, que vis-à-vis de l'apartheid clairement, ce qui est prévu par les textes internationaux, c'est le boycott, et donc qu'il y a derrière le jugement du tribunal Russell, le fait que le boycott c'est quelque chose qu'il faut faire.

Qu'est-ce que je peux dire de plus ? Nous sommes pour un boycott total de cet État voyou. Nous ne sommes pas pour un boycott partiel qui n'aurait aucun sens. Comment voulez-vous boycotter l'université d'Ariel en territoire occupé, sans boycotter la maison-mère qui est le Technion de

Haïfa ? Comment voulez-vous, quand on a des poubelles Veolia qui met des déchets israéliens en Cisjordanie, comment voulez-vous qu'on boycotte la partie de Veolia qui travaillerait en Cisjordanie, mais pas celle qui travaille en Israël ? Ça n'a évidemment aucun sens. C'est l'État israélien dans son ensemble qui a créé les territoires occupés, qui a créé la colonisation et l'occupation, c'est l'État israélien qui doit être sanctionné et boycotté.

Pour nous le boycott doit être sur tous les terrains, boycott économique bien sûr, heureusement un certain nombre de pays sont en train de rompre des accords économiques, il y a un axe majeur, obtenir la rupture de l'accord préférentiel entre l'Union européenne et Israël qui permet aux produits israéliens d'arriver détaxés sur nos marchés, ça c'est une des luttes fondamentales qu'il faut mener, un boycott commercial bien sûr, un boycott universitaire : toutes les universités israéliennes participent au complexe militaro-industriel. Un boycott syndical, j'ai pas parlé de la gauche sioniste – entre guillemets –, dans mon livre, je pose la question : a-t-il existé un sionisme à visage humain ? Il y en a sûrement eu, je pense à Martin Buber et à des gens comme ça, mais ce courant-là est mort il y a 50 ans, il n'existe plus et ce qu'on appelle couramment la gauche sioniste, c'est-à-dire les travaillistes, il n'y a pas un seul crime contre les Palestiniens auquel il n'ont pas participé, depuis le plan Dalet en 1948, l'agression de 1967, la colonisation, la construction du mur, etc. Donc les kibboutz par exemple qu'on décrit souvent comme le prototype du socialisme israélien, lisez Shlomo Sand, les kibboutz étaient des instruments de conquête, il était impossible de conquérir les territoires par un colonialisme individuel, alors c'était un colonialisme collectif, c'était un socialisme pour Juifs seulement, c'est-à-dire un socialisme raciste qui excluait les Palestiniens, et où est-ce qu'on a mis les kibboutz ? Là où il y avait beaucoup d'Arabes, en Galilée, dans le Néguev et sur les zones frontalières. Donc je pense qu'il faudra arriver à un boycott syndical aussi – c'est là où je vais en venir – parce que la Histadrout, syndicat fondateur d'Israël, est un syndicat qui a escroqué les Palestiniens, qui leur doit des centaines de millions de shekels, c'est un syndicat qui a dans son article numéro un la défense du travail juif, vous imaginez si la CGT, ou Solidaires ou la FSU, avait comme article numéro un de ses statuts la défense du travail français, ça ferait quand même un petit peu bizarre, d'accord ? Et les premiers faits d'armes de la Histadrout, dès 1920 – 21 à sa fondation, c'était acheter juif, boycotter les magasins arabes, c'est-à-dire que c'est un syndicat qui a combattu dès le départ pour une société séparée, pour une société d'apartheid. Donc voilà : un boycott total.

Est-ce que ça va marcher ? Écoutez, tout à l'heure, un journaliste me le demandait. Je donnerai les paroles d'un grand anticolonialiste israélien que vous connaissez sûrement, qui est Eyal Sivan, l'auteur de Jaffa la mécanique de l'orange et de Route 181. Eyal disait : je ne pense pas que le boycott mettra à genoux l'économie israélienne qui est une économie de start-up mais en ce qui concerne l'image d'Israël, ça va aller extrêmement vite et c'est en train de se faire. La panique qui a déclenché l'agression contre l'UJFP et contre BDS, elle vient de là, elle vient des succès du BDS et du fait qu'ils commencent à paniquer parce qu'ils voient clairement qu'un nombre croissant d'universités, de syndicats de dockers, d'associations de partout considère l'État d'Israël pour ce qu'il est, c'est-à-dire un État d'apartheid. Donc, rappelez-vous que l'Afrique du Sud a changé quand elle a été expulsée des Jeux olympiques, c'était pas les oranges Outspan, eh bien c'est peut-être la voie à suivre : dénoncer d'une telle façon cet État voyou, quelles que soient nos origines, croyants ou non croyants, d'origine française de France, d'origine du Maghreb, d'origine juive, tous ensemble l'égalité de droits et le vivre ensemble, là-bas comme ici.



52. L'instrumentalisation de l'antisémitisme.

Auteur : Pierre Stambul

Date : 15 octobre 2015

Contexte : Dans cette année 2015 marquée par les attentats de Charlie-Hebdo et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes. Pierre Stambul revient sur l'histoire de l'antisémitisme et son instrumentalisation par les sionistes.

Lien : <https://ujfp.org/linstrumentalisation-de-lantisemitisme/>

« Un antisémite, c'est quelqu'un qui déteste les Juifs plus que de raison ». Phrase attribuée à... vous complétez comme vous voulez.

« *L'indicible* »

L'antisémitisme, ça renvoie bien sûr au judéocide nazi. 6 millions de mortEs (la moitié des Juifs européens) disparuEs dans les camps d'extermination ou victimes des Einsatzgruppen (la « Shoah par balles »).

Il y a toujours quelques négationnistes ou révisionnistes qui voudraient nier ou minimiser cette barbarie. Les recherches récentes posent au contraire de nouvelles questions. Par exemple, comment expliquer qu'alors que la défaite nazie était certaine, les trains de déportés pour Auschwitz étaient toujours prioritaires sur ceux qui ravitaillaient le front de l'Est ? Cette réalité, incompréhensible pour celles et ceux qui s'en tiennent à une conception économiste de l'antisémitisme (« on n'extermine pas une force de travail gratuite ») montre la force de l'idéologie.

Les antisémitismes

L'antisémitisme, c'est le vocabulaire de l'ennemi. Il n'y a pas plus de race sémite que de race aryenne. Les Juifs ne sont pas les descendants des Judéens de l'Antiquité (ce serait plutôt les Palestiniens qui sont toujours restés sur cette terre). Ils sont essentiellement descendants de convertis qui n'ont rien à voir avec les « Sémites ». Et quand ceux qu'on appelle les Arabes disent qu'ils sont aussi « sémites », là encore, il y a parmi eux des Berbères ou des Égyptiens qui n'ont pas ces origines. Le terme est impropre mais il s'est imposé, c'est même un des premiers antisémites célèbres (Wilhem Marr) qui a banalisé son usage.

L'antisémitisme moderne a prolongé l'antijudaïsme chrétien. C'est le christianisme qui a inventé contre le judaïsme les interdits, l'enfermement et les stéréotypes racistes. Les sionistes voudraient aujourd'hui nier cette origine chrétienne de l'antisémitisme puisqu'Israël se veut l'élève modèle de l'Occident dans le cadre de la « guerre du bien contre le mal » mais l'histoire est têtue : les ghettos, le peuple déicide, l'expulsion d'Espagne, l'inquisition, les pogroms... ça s'est bien passé dans l'Europe chrétienne. Les sionistes voudraient aussi expliquer que les Juifs ont vécu l'enfer dans le monde musulman. Là aussi, l'histoire est têtue : s'il y a eu des moments durs, ils n'ont rien à voir avec les siècles de persécution en Europe. Et quand les Juifs sont chassés d'Espagne, c'est essentiellement dans le monde musulman qu'ils sont accueillis.

L'antisémitisme racial qui se développe à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle est en partie une conséquence de l'émancipation des Juifs. Sortis du ghetto, ils deviennent une minorité invisible, obstacle au rêve fou de construire des États ethniquement purs. Dans les stéréotypes qui se répandent, on les accuse « d'être partout », de dominer le monde de façon occulte. Qu'ils appartiennent à la bourgeoisie intellectuelle ou commerciale (comme c'est souvent le cas en Allemagne) ou qu'ils appartiennent au prolétariat comme c'est massivement le cas en Europe orientale, les Juifs sont alors des « parias » pour reprendre les termes d'Hannah Arendt. Des parias qu'on qualifie d'Asiatiques « inassimilables ». Pour Hitler, juif et communiste, c'était pareil et il parlait souvent de « judéo-bolchéviks ».

L'antisémitisme est-il un racisme à part ?

Il l'a été incontestablement à l'époque du judéocide nazi, mais ce n'est plus le cas. En France par exemple, le racisme est beaucoup plus virulent contre les Noirs, les Arabes, les Roms, les Musulmans. Le MRAP a transformé ses initiales de « Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix » en « Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples » (1977). Il n'y a plus de raison de faire de l'antisémitisme un racisme à part.

Aujourd'hui, un « État juif » prétend parler au nom de tous les Juifs. L'idéologie de cet État, le sionisme, est une théorie de la séparation qui partage avec l'antisémitisme l'idée que Juifs et non Juifs ne peuvent pas vivre ensemble, que ce soit dans le pays d'origine ou en Israël/Palestine. Les Juifs ne sont plus les parias de l'Europe. Le sionisme essaie de les transformer en colons européens au Proche-Orient.

C'est là qu'on entre dans la confusion.

Aujourd'hui, dès qu'on critique Israël, on est accusé d'antisémitisme, voire de négationnisme et d'apologie des crimes nazis.

L'antisémitisme qui frappait les « parias de l'Europe » n'a strictement rien à voir avec la critique d'un État (Israël) dont les dirigeants sont des racistes qui pratiquent l'apartheid et commettent des crimes. Rien à voir non plus avec la dénonciation d'une idéologie néo-coloniale (le sionisme) qui a théorisé et cherche à réaliser l'expulsion du peuple palestinien de son propre pays ou son enfermement dans des « réserves ».

On pourrait se demander pourquoi l'Occident protège ce mode de défense des dirigeants sionistes. Il serait faux de croire qu'il s'agit d'un sentiment de culpabilité des dirigeants occidentaux à cause de leur responsabilité historique dans l'antisémitisme et le judéocide. En 1945, des centaines de milliers de Juifs survivants demandaient des visas pour les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France. On leur a fermé la porte et on leur a répondu qu'à présent ils avaient un pays (la Palestine mandataire qui allait devenir Israël) et qu'ils pouvaient partir quand ils voulaient.

L'Occident s'est débarrassé de son crime sur le dos du peuple palestinien qui n'y était pour rien.

Captation de la mémoire et escroquerie

Les sionistes martèlent en permanence que juif = sioniste. Des officines sionistes d'extrême droite comme le « Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme » (BNVCA) s'arrogent le droit de parler d'antisémitisme et bien sûr de considérer que toute critique d'Israël est antisémite.

Répétons inlassablement ce qui s'est passé.

Quand le sionisme se crée, il appelle les Juifs à désertir le combat contre l'antisémitisme (qu'il considère inéluctable) et à partir vers le futur État juif. Le sionisme n'a jamais été contre le racisme car dès l'arrivée des premiers colons en Palestine, il a entrepris de mettre en place une société séparée, ignorant ou niant l'existence du peuple autochtone.

Dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, alors que les Juifs américains décrétaient le boycott de l'Allemagne nazie, les dirigeants sionistes ont signé en 1933 avec les Nazis les accords de Haavara (transfert) permettant l'émigration des Juifs allemands (uniquement vers la Palestine mandataire). La « droite sioniste » aujourd'hui au pouvoir a eu en son sein des admirateurs de Mussolini (Jabotinsky) ou de véritables collabos (le futur Premier ministre Shamir qui a fait assassiner des dignitaires britanniques jusqu'en 1944). Les sionistes n'ont joué qu'un rôle confidentiel dans la résistance juive au nazisme. Dans les années 1950, Israël a signé avec l'Allemagne des accords d'indemnisation des victimes juives du nazisme et le négociateur allemand était un criminel de guerre (Globke, l'auteur des lois raciales de Nuremberg).

Ceux qui confondent sciemment antisémitisme et « antiisraélisme » n'ont aucun droit de se revendiquer de l'antiracisme. Rappelons que M. Cukierman, président du CRIF s'est permis de menacer les Musulmans : « le score de Le Pen est un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquille » (2002).

Les antisémites d'hier sont souvent devenus des amis d'Israël. Les principaux partis d'extrême droite européens, y compris les partis néo-nazis, ont des dirigeants qui font la visite à la Knesset (où leur ami Lieberman les invite) et au mémorial Yad Vashem. Leur ennemi aujourd'hui, c'est l'Islam. En France, un ancien rédacteur du torchon antisémite « Minute » (Patrick Buisson) devenu conseiller de Sarkozy, prend comme avocat le n°2 du CRIF (Goldnadel). On est au-delà de la confusion, on est dans l'inversion des valeurs.

Antisémitisme et sionisme se nourrissent l'un l'autre

Il serait absurde de nier la persistance et même le nouveau développement de l'antisémitisme en France. À Toulouse ou à la Porte de Vincennes, on a tué des Juifs parce que juifs. Quand je fais des conférences dans les « quartiers », j'entends souvent la réflexion : « on ne savait pas qu'il y avait des Juifs comme vous ». Le Juif est souvent perçu comme celui qui soutient ou approuve les crimes commis contre les Palestiniens et les humiliations subies ici. La mémoire des Juifs « universalistes », des grandes personnalités intellectuelles ou scientifiques, de celles et ceux qui ont combattu les discriminations et les injustices, tend à disparaître.

Les théories du complot sont en vogue et bien sûr pour elles, ceux qui de façon invisible contrôlent les médias, les armées, les gouvernements, les banques ... ce sont les Juifs. Les niaiseries racistes de Dieudonné ou Soral fonctionnent sur fond de dépolitisation et de confusion organisée.

Les sionistes n'ont jamais combattu l'antisémitisme, ils s'en sont toujours servi pour leur unique projet : renforcer l'État juif. Ainsi les victimes de l'attentat antisémite de la Porte de Vincennes ont été enterrées à Givat Shaul, là où se trouvait avant 1948 le village palestinien martyr de Deir Yassin. Le symbole est clair.

Chaque fois qu'on dérape, qu'on mélange juif et sioniste, qu'on accorde, même inconsciemment à Israël la « propriété » de la mémoire du judéocide, on fait le jeu de ce qu'on prétend combattre. Comparer les crimes israéliens au nazisme est historiquement faux. Mais ce n'est pas antisémite en soi, le philosophe israélien Leibowitz, après la conquête de 1967, a même parlé de « judéo-nazisme ». Il y a derrière ce rapprochement l'idée que les victimes ne devraient pas reproduire ce qu'on leur a infligé. Mais les sionistes ne sont pas les héritiers des victimes du nazisme. Cette idéologie a programmé la conquête de la Palestine et l'expulsion du peuple autochtone des décennies avant le nazisme. Et aujourd'hui, une bonne partie de la population israélienne est, dans sa biographie, étrangère à cette tragédie.

Il y a une difficulté à comprendre quelque chose qui est pourtant évident : le sionisme est une idéologie qui n'est pas seulement criminelle contre les Palestiniens, elle est aussi suicidaire pour les Juifs. Si on considère qu'est antisémite tout ce qui met les Juifs en danger, alors le sionisme est antisémite. Quand Nétanyahou, après la tuerie de « Charlie Hebdo », vient dire aux Français juifs que leur pays c'est Israël et qu'ils doivent partir, jamais depuis Vichy, aucun antisémite ne s'était permis de dire aux Juifs qu'ils n'étaient pas chez eux en France.

La crise du mouvement antiraciste

Depuis bien longtemps la LICRA n'a plus rien à voir avec son glorieux ancêtre la LICA qui a réellement joué un rôle historique majeur dans la lutte contre l'antisémitisme. C'est devenu une officine sioniste qui porte plainte systématiquement contre tous les groupes BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour « antisémitisme ». On ne l'a jamais entendue protester contre toutes les lois racistes de ces dernières années.

SOS Racisme qui a eu ses heures de gloire à l'époque de la petite main « touche pas à mon pote » ne peut plus cacher son caractère de courroie de transmission du PS. Le fait que son fondateur soit devenu ministre d'un gouvernement qui démantèle tous les deux jours un camp de Rroms est révélateur.

Le MRAP est en crise. La mise sur la touche (peu avant son décès) de Mouloud Aounit s'est traduite par un virage inquiétant : on a même eu droit à une motion de congrès sur le « racisme anti-blanc ».

La LDH affirme qu'elle défend les droits du peuple palestinien. Elle consacre pourtant une grande énergie à combattre toute idée de boycott ou de « délégitimation » d'Israël. À Montpellier, elle porte plainte contre deux militants de BDS 34 qui, s'ils ont (une unique fois !) manqué de vigilance dans la gestion de leur page Facebook, ne sont clairement pas antisémites, comme la LDH elle-même le reconnaît. Elle maintient une plainte à laquelle les requins sionistes (LICRA, BNVCA, Goldnadel) se sont associés. Cette confusion est totalement destructrice pour le mouvement de solidarité.

Il est temps de réinsérer l'antisémitisme dans une lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination, contre le colonialisme et l'apartheid et pour l'égalité des droits, en France comme au Proche-Orient.

Pierre Stambul



53.

Droit de réponse au Monde.fr

Auteur : Bureau national de l'UJFP

Date : 21 septembre 2015

Contexte : En 2009, l'UJFP avait protesté contre un gala de soutien à l'armée israélienne tenu au Bataclan.

Après l'effroyable tuerie du Bataclan qui a fait 130 morts, le 13 novembre 2015, le journal Le Monde évoque cette prise de position de l'UJFP, sous le titre « Le Bataclan, un haut lieu de la culture ciblé de longue date par les islamistes ».

Lien : <https://ujfp.org/droit-de-reponse-au-monde-fr/>

L'Union Juive Française pour la Paix tient à protester contre l'article « [Le Bataclan, un haut lieu de la culture ciblé de longue date par les islamistes](#) », de Véronique Mortaigne et Nathalie Guibert, paru sur le Monde.fr hier 15 novembre, dont la perversité nous scandalise.

« Des spécialistes », qui dans la suite de l'article semblent se résumer à un chercheur de l'IFRI, « soulignent que ce lieu a été ciblé de longue date par des militants islamistes en raison du supposé sionisme de son ex-proprétaire ».

Et la première citation est pour rappeler que AFPS, CCIPPP, GP et UJFP avaient protesté contre un gala de soutien en faveur des forces israéliennes prévu au Bataclan.

Il y a donc un lien établi entre le soutien au peuple palestinien par nos quatre organisations et l'islamisme, sans être en mesure d'apporter le moindre élément pour oser un tel lien. Et l'article se conclut par une citation du même chercheur (?) : « on pouvait penser qu'on s'en tiendrait à des discours violents, il est possible que l'image du Bataclan comme étant une salle sioniste se soit répandue parmi les djihadistes via les réseaux sociaux avec le même terrain antisémite et antisioniste qui a conduit Mohammed Merah ou Mehdi Nemrouche à commettre leurs actes ».

On retrouve là la thèse rebattue par les services israéliens, qui ne peut bien sûr établir le moindre lien entre les attentats et les organisations qui luttent pour que le droit international s'applique en Israël/Palestine et dénoncent l'apartheid, l'épuration ethnique, la colonisation institués par les gouvernements israéliens successifs.

Alors on dit : oui mais ces discours vont « via les réseaux sociaux » alimenter antisémitisme et antisionisme, que l'on n'ose pas confondre mais que l'on associe.

Pour nous, cet article relève d'un journalisme « embedded », pour utiliser le terme anglo-saxon, que l'on peut peut-être traduire par un journalisme embarqué, un journalisme de service : est-ce aujourd'hui la conception du journalisme du « journal de référence » ?

En tout cas cet article nous montre à quel type d'amalgames et de provocations nous aurons affaire dans les jours et semaines qui viennent. Mais de cela non plus nous n'aurons pas peur et inlassablement nous ferons entendre notre voix pour les dénoncer.

Pour le Bureau National de l'UJFP le 16 novembre 2015, Pierre Stambul, coprésident



54. **BDS : « Le chantage à l'antisémitisme ne marche plus ! »**

Auteur : Jean-Guy Greilsamer

Date : 11 avril 2016

Contexte : Jean-Guy Greilsamer est interviewé par Frédéric Geldhof qui dirige la publication *Info Halal*. Il sera le rédacteur en chef, plus tard, du « *Muslim Post* ». Il a été journaliste au *Point* et enseigne à l'École supérieure du journalisme de Tunis.

Lien : <https://ujfp.org/bds-le-chantage-a-lantisemitisme-ne-marche-plus/>

Interview de Jean-Guy Greilsamer par Frédéric Geldhof d'Info-Halal.

Membre actif de l'Union juive française pour la paix (UJFP), qui estime dans sa charte que « le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, et en mettant en œuvre le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, y compris le droit de créer son propre État indépendant », Jean-Guy Greilsamer milite également pour le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions). Il fait le point sur ses deux activités...

Info Halal : L'Union juive française pour la paix (UJFP), c'est quoi ?

Jean-Guy Greilsamer : Il s'agit d'une association juive pour une paix juste au Proche-Orient et qui combat les racismes en France. Elle a été créée en 1994, au moment des accords d'Oslo, alors qu'on voyait enfin des espoirs de paix. Mais la situation a continué à se dégrader. Et lors de la deuxième Intifada et à l'arrivée de Sharon au pouvoir, nous avons été rejoints par une vague de nouveaux militants, car Israël a insisté dans sa politique répressive « au nom des juifs du monde entier. » Nous n'avons pas accepté cela. Et puis, en France, la situation s'est dégradé, nous nous sommes engagés dans des luttes contre des racismes tels que l'islamophobie et le racisme anti-Roms qui sont des racismes d'État, à la différence de l'antisémitisme qui, s'il n'a pas disparu, n'est plus un antisémitisme d'État comme on a pu le connaître lors de la 2^e Guerre mondiale. Or, les lobbies sionistes manipulent la mémoire du génocide juif pour camoufler la politique d'apartheid d'Israël.

« En Israël, on nous considère comme des traîtres »

Info Halal : Vous avez été très actif dans la campagne BDS. Pourquoi ce choix ?

Jean-Guy Greilsamer : BDS est porteur de valeurs universelles, en même temps qu'un soutien à un peuple menacé. C'est un mouvement citoyen, non violent et antiraciste. Certes, la majorité des populations juives dans le monde sont du côté de la politique sioniste, mais dans BDS, il y a une proportion significative de juifs. Et cela met très mal à l'aise Israël, qui ne peut plus décentement s'exprimer au nom des Juifs du monde entier. On nous considère comme des traîtres, comme des juifs ayant la haine d'eux-mêmes. Mais aujourd'hui, le chantage à l'antisémitisme ne marche plus.

Info Halal : Malgré les jugements contre BDS, êtes-vous satisfait des retombées ?

Jean-Guy Greilsamer : Oui, et c'est pour cela que nous sommes attaqués. Nous avons obtenu, avec la participation de mouvements BDS américain et britannique, le retrait de Veolia d'Israël. Nous avons aussi eu une victoire avec Orange, qui a rompu son accord avec la société israélienne Partners Communications, qui opère dans les colonies.

Info Halal : La loi dit que BDS est illégal. Or, vous dite qu'au contraire, ce sont les produits issus des colonies qui sont illégaux...

Jean-Guy Greilsamer : Les lobbies sionistes prétendent que c'est illégal. Mais la loi ne l'interdit pas, c'est simplement la circulaire Alliot-Marie. Sur une centaine de plaintes, la majorité ont été classées sans suite. La plupart des procès se sont terminés par des relaxes, seuls deux se sont terminés par des condamnations, mais ça ne suffit pas à faire une jurisprudence. Appeler au boycott, cela relève de la liberté d'expression ! Les autres boycotts, de l'Afrique du Sud, de la Chine, de l'Iran et même de la Russie par l'État français lui-même, n'ont jamais été contestés par le gouvernement. La circulaire Alliot-Marie met Israël à part, cela a une portée raciste. Quant au fait que les produits issus des colonies soient illégaux, il faut savoir que la politique israélienne bafoue une grande quantité de résolutions internationales, notamment concernant la colonisation et l'interdiction du droit au retour, qui est inscrit dans la résolution 194 de l'ONU. La campagne BDS a trois objectifs : lutter contre l'occupation et la colonisation, gagner l'égalité des droits pour les

Palestiniens d'Israël, qui sont aujourd'hui des citoyens de seconde zone, et autoriser le droit au retour.

« Le harcèlement de Manuel Valls est choquant »

Info Halal : Les pressions économiques, comme BDS, c'est la solution la plus efficace selon vous ?

Jean-Guy Greilsamer : C'est important, mais pas suffisant. Il y a d'autres boycotts : sportif, universitaire, syndical... Le boycott culturel est, à mon sens, très important. Il ne s'agit pas de boycotter des individus mais Israël. Le boycott culturel permet de mettre en lumière la politique israélienne, car Israël aime se servir des artistes. Quand des personnalités refusent une invitation officielle d'Israël, cela a un poids important.

Info Halal : Manuel Valls, au dîner du CRIF, a indiqué que « l'antisémitisme est synonyme de l'antisionisme. » Qu'en pensez-vous ?

Jean-Guy Greilsamer : Ce harcèlement est choquant. Le sionisme est le nom du colonialisme israélien. Et c'est très grave de dire que BDS est antisémite.

Info Halal : On voit, en Israël, le journal Haaretz qui se bat en faveur du retrait des Territoires occupés, ainsi que pour la défense des droits des Palestiniens... Est-ce une façon de penser répandue en Israël ?

Jean-Guy Greilsamer : Il y a un pôle anticolonialiste en Israël, mais pas très important. Aux dernières élections, il a été la troisième force du pays. Il y a régulièrement des sursauts citoyens et même un boycott BDS de l'intérieur qui apporte un soutien précieux.

Info Halal : Que pensez-vous de la politique française vis-à-vis du conflit israélo-palestinien ? Quel est le bilan de cinq ans de François Hollande ?

Jean-Guy Greilsamer : Elle a empiré. Sarkozy soutenait déjà bien Israël, et Hollande a simplement continué cette politique. A l'été 2014, lors des événements de Gaza, la France a osé dire qu'Israël avait le droit de se défendre. Valls défend Israël avec beaucoup de virulence. Quant à l'Union européenne, malgré quelques mesures, elle reste très timide.

Info Halal : L'UE a cependant proposé l'étiquetage des produits provenant des colonies...

Jean-Guy Greilsamer : On peut considérer que c'est un progrès, mais nous, nous demandons le retrait pur et simple de ces produits. Et puis, l'étiquetage n'a même pas été mis en œuvre. Surtout qu'Israël détourne l'origine des produits en se domiciliant des sociétés commerciales ailleurs que dans les colonies.



55.

Michèle Sibony :

« Critiquer Israël n'est pas antisémite ».

Auteur : Michèle Sibony

Date : 3 octobre 2017

Contexte : Michèle Sibony est interviewée par Christophe Koessler, du journal suisse Le Courrier, avant ses conférences du 4 et 5 octobre 2017 à Genève et à Lausanne : *Quelle solidarité avec le peuple palestinien de la part de militants juifs ? Quels amalgames entre antisionisme et antisémitisme ?*

Lien : <https://ujfp.org/michele-sibony-critiquer-israel-nest-pas-antisemite/>

Juive et antisioniste, la militante française Michèle Sibony défend son combat contre la nature religieuse et coloniale de l'État d'Israël. Elle sera dès demain en Suisse romande.

Le 16 juillet dernier, le président français, Emmanuel Macron, déclarait sans sourciller face au premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Une grave accusation qui a fait bondir l'ensemble des milieux de soutien au peuple palestinien en France et de par le monde, dont nombre d'entre eux se déclarent ouvertement antisionistes. Parmi eux, les militants de l'Union juive française pour la paix (UJFP), qui dénoncent une grossière manipulation. Sa vice-présidente, Michèle Sibony, sera [à Genève mercredi 4 octobre](#) et [à Lausanne jeudi 5 octobre](#) pour un cycle de conférences intitulé sobrement «Antisionisme et antisémitisme, quelle différence ?» Avant-goût.

Pouvez-vous définir l'antisionisme et l'antisémitisme ?

Michèle Sibony : C'est de l'ordre du bon sens le plus élémentaire. L'antisémitisme est une forme de racisme, c'est l'essentialisation des Juifs en tant que Juifs, c'est la haine des Juifs parce qu'ils sont Juifs. L'antisionisme, c'est la critique d'une idéologie qui vise à la création d'un État juif en Palestine, par l'expulsion et l'oppression de la population palestinienne autochtone, et par un colonialisme de peuplement. Le sionisme est l'enfant des idéologies européennes du milieu du 19^e siècle : la formation d'États-nations, au moment de la désintégration de grands empires européens, et la constitution des grands empires coloniaux.

L'idée, à l'époque, est qu'à chaque entité nationale doit correspondre un État et une terre. Le colonialisme européen permet alors de s'emparer d'autres territoires, en Afrique, en Asie... Le

sionisme est une émanation parfaite de ces deux idéologies, il considère que le peuple juif constitue une nation sans terre, qu'il doit pour se normaliser créer son État, et il cherche une terre sur laquelle installer cet État. La Grande-Bretagne lui fournira le terrain en Palestine, avec la déclaration Balfour. Cela aboutit à la création de l'État d'Israël comme État national juif en 1948 sur la terre de Palestine au détriment de tous les droits du peuple palestinien. Aujourd'hui, l'antisionisme désigne la critique du sionisme et par voie de conséquence le régime mis en place en Israël.

L'antisionisme a d'abord été porté par des juifs...

Oui, autant le sionisme que l'antisionisme sont d'abord des idéologies juives. A la fin du 19^e siècle, le sionisme cherche à trouver une solution à l'antisémitisme par une définition nationale juive. Dès la naissance du sionisme, de nombreux juifs s'y opposent, la majorité en fait. Ceux-ci sont de toutes obédiences, religieux-orthodoxes, « assimilationnistes » – qui cherchent à affirmer leur place de citoyen dans les pays où ils vivent – ou internationalistes. Sans parler des juifs du monde arabe qui n'étaient au départ ni intéressés ni même visés par le projet sioniste.

On se souvient de Lord Montagu, le ministre des Armées anglais. Lors de la déclaration Balfour, qui promet un foyer national juif en Palestine, il reprocha au gouvernement britannique de faire des sujets britanniques juifs des étrangers dans leur pays, et évoquait un risque généralisé à toute l'Europe et la Russie.

Vous êtes vous-même juive et antisioniste, comme les membres de l'UJFP. Comment se manifeste votre antisionisme ?

Nous remettons en question la nature du régime de l'État d'Israël, soit l'affirmation que l'État israélien est l'État du peuple juif, que sa terre appartient au peuple juif, et donc pas à ses habitants palestiniens. Cela nous apparaît comme contraire à la définition de toute démocratie moderne. En France, par exemple, tous les citoyens sont égaux. Ils participent tous de la Nation française. En Israël ce n'est pas le cas : il n'est pas l'État de tous ses citoyens. Il y a une différence entre la citoyenneté, qui peut aussi être accordée à des citoyens d'origine palestinienne, et la nationalité, qui ne l'est pas. Les Palestiniens vivant en Israël sont des citoyens israéliens de nationalité arabe. Or, la nationalité juive confère des droits refusés aux Palestiniens. L'État est de nationalité juive, la terre appartient à la nation juive. Cela aboutit à des dizaines de lois discriminantes à l'égard des Palestiniens, faisant d'eux des citoyens de seconde catégorie. Sans parler de l'occupation et de la colonisation qui continuent... en violation du droit international.

En luttant contre l'apartheid, étions-nous racistes contre les Blancs d'Afrique du Sud ? Est-ce que nous voulions le démantèlement de l'État sud-africain, jeter tous les Blancs à la mer ? Non. Nous voulions que l'État sud-africain reconnaisse comme égaux tous les Sud-Africains, quelle que soit leur origine. Être antisioniste pour nous aujourd'hui c'est exiger l'égalité de tous les habitants vivant sous la souveraineté israélienne entre la mer et le Jourdain.

Est-ce que contester la légitimité de l'État israélien, qui, pour devenir un État à majorité juive, a expulsé plus de 800 000 Palestiniens de son territoire en 1948, est antisémite ?

La question ne se pose pas en ces termes, même par les Palestiniens. Ce sont les propagandistes sionistes qui affirment que les antisionistes délégitiment Israël ou veulent le détruire. Même l'ancienne charte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) concevait un État laïque et démocratique pour tous ses habitants, juifs, chrétiens et musulmans. La légitimité d'un État qui pratique l'apartheid, l'occupation, la colonisation ne peut s'acquérir que s'il change de nature. Lutter pour la fin d'un tel régime politique, je ne vois pas en quoi c'est antisémite. Ce n'est pas parce que ses citoyens sont juifs que l'État d'Israël est critiqué, mais parce qu'il met en place un régime colonial et des lois discriminantes. Ceux qui ont intérêt à entretenir cette confusion sont les dirigeants israéliens puisqu'ils considèrent leur État comme celui de tous les juifs du monde. Ce sont eux qui tentent d'imposer l'équation tout juif est sioniste, donc tout antisioniste est anti-juif.

Le cas Dieudonné n'a-t-il pas quelque peu brouillé les cartes en France ? Voici un antisioniste qui a dérivé vers un antisémitisme à peine déguisé... Sans parler du réseau Égalité et réconciliation, notoirement antisémite.

Bien avant Dieudonné il y eut des mouvements antisémites qui se disaient antisionistes. Il y a toujours eu des tentatives de brouillage, marginales, se servant de l'antisionisme pour diffuser leur antisémitisme. Dieudonné a eu un parcours inverse. Je ne pense pas qu'il était antisémite, il l'est devenu. Ce n'est pas acceptable pour autant. Ces gens-là rendent d'ailleurs un fort mauvais service à la cause du peuple palestinien.

A l'inverse, il y a toujours eu en France des courants d'extrême droite qui étaient antisémites et sionistes. Vous en trouvez actuellement aux États-Unis, dans les manifestations racistes de Charlottesville par exemple, où ont défilé des antisémites violents et tout à fait sionistes. Comme on en trouve en ce moment à la tête du gouvernement américain, ce qui n'a pas l'air de déranger le gouvernement israélien qui ne les condamne pas. Netanyahu a dû vraiment se faire prier, notamment par les organisations juives américaines, pour condamner du bout des lèvres les manifestations antisémites de Charlotteville.

C'est une vieille histoire, l'antisémitisme a nourri le sionisme, il l'a rarement gêné. Le sionisme est né de l'antisémitisme, et s'est développé avec lui, il s'est toujours appuyé sur l'antisémitisme, pour justifier son projet de création d'État d'Israël au départ, et aujourd'hui pour justifier la persistance de son régime raciste.

En lien avec cet article :

[La Torah contre Israël](#)

Yakov Rabkin reste perplexe face à la chape de plomb qui s'abat sur toute remise en cause du sionisme en Israël et dans la diaspora. « Le refus d'en débattre me rappelle l'Union soviétique de mon enfance », s'exclame l'historien, professeur à l'Université de Montréal au Canada. Portant la kippa, ce « juif orthodoxe moderne », comme il se qualifie, présentait jeudi au Club suisse de la presse *Au nom de ...*

Vous dites que ce débat entre antisionisme et antisémitisme sert à faire diversion.

Il est construit et promu par la politique israélienne et ses organes de propagande dans un seul but: nous empêcher de parler de ce que fait le régime israélien sur le territoire qu'il occupe, celui des Palestiniens. Si on parlait d'antisionisme, on serait sur un terrain idéologique et politique. Il s'agit pour les dirigeants israéliens d'éliminer le terrain politique puisque c'est là qu'ils ne peuvent répondre, et qu'il n'y a pas de justification possible. En revanche, sur le terrain du racisme antisémite, avec le sentiment de culpabilité des Européens, le souvenir du judéocide, la peur entretenue des juifs, là, on fait oublier la Palestine. L'antisémitisme, c'est le terrain sur lequel les gouvernants israéliens confortent leur régime politique, en faisant taire ce qu'il signifie pour la population opprimée.

Comment interprétez-vous la confusion entretenue au plus haut de l'État français entre antisionisme et antisémitisme ? Est-ce un acte délibéré de soutien à Israël ?

Le renforcement des alliances de l'Europe et des États-Unis avec Israël depuis l'échec du processus d'Oslo à la fin des années 1990 explique cette manipulation. La France a été le premier État à adopter une circulaire visant à criminaliser le mouvement Boycott, Sanctions et Désinvestissements (BDS). Cette alliance s'est doublée de la désignation par le néo-conservatisme d'un ennemi commun depuis le 11 septembre : l'islam. Un combat contre l'axe du mal. C'est ce qu'a déclaré Benjamin Netanyahu au président Emmanuel Macron lors de sa visite en juillet 2017, en France, à l'occasion de la commémoration de la rafle du Vél' d'hiv' de 1942, juste après sa redéfinition de l'antisionisme: « Votre lutte contre l'islam militant est notre lutte. »

Ce discours a-t-il déjà fait des dégâts en France et dans le monde empêchant des militants critiques de la politique d'Israël de s'exprimer ?

Certainement. Les militants de BDS ont été soumis à de nombreux procès en France. On a observé aussi une forte pression de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire en France, qui n'hésite pas à demander aux procureurs d'instruire et de poursuivre les cas de boycott. Dans la grande majorité des cas, les juges, très irrités je crois d'être sollicités pour ce genre de cas, ont prononcé des non-lieux en première instance. Ce sont les procureurs qui ont renchéri ensuite. On a exactement le même procédé avec les « délinquants solidaires » en France, qui défendent les migrants par exemple. Les procureurs doivent insister pour obtenir des condamnations en faisant appel de décisions très modérées en première instance. On constate donc une prise de pouvoir du politique sur le judiciaire. Cela montre un profond clivage entre la société civile et les gouvernements, que ce soit sur la question israélienne ou sur celle des migrants.

L'UJFP vient de publier cinq clips vidéos intitulés *Paroles juives contre le racisme*¹².

Propos recueillis par Christophe Koessler.



12 Voir les 10 clips antiracistes de l'UJFP : <https://ujfp.org/les-clips-antiracistes-de-lujfp-presentation/>

56.

Pierre Stambul : « Antisionisme-antisémitisme : pourquoi et comment éviter la confusion ».

Auteur : Pierre Stambul

Date : 5 juillet 2018

Contexte : Depuis 1975, la communauté du Centre pastoral Saint-Merry, a été à la pointe du combat social de Chrétiens sur les questions de l'accueil des migrants, du soutien au mouvement LGBT, ou aux couples de divorcés remariés. Parfois en marge de l'Église, elle accueille une pensée progressiste. L'UJFP y a été invitée à plusieurs reprises

Lien : <https://ujfp.org/pierre-stambul-antisionisme-antisemitisme-pourquoi-et-comment-eviter-la-confusion/>

Transcription de la conférence de Pierre Stambul, coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), le 27 juin 2018 à l'église Saint-Merry.

L'union Juive Française pour la Paix (UJFP), fondée en 1994, s'est développée surtout à partir de la seconde Intifada (2000-2002). Notre idée de départ était de dire : « pas de crimes en notre nom », sous notre attachement au judaïsme sous quelque forme que ce soit nous n'avons rien à voir avec les crimes commis par l'État d'Israël. Petit à petit, surtout en militant et en voyageant là-bas, nous avons découvert les véritables mots qu'il faut employer pour définir cette guerre : occupation, colonisation, apartheid, et racisme qui, dans notre éducation juive, est un interdit absolu, et même maintenant crime de guerre et crime contre l'humanité.

Rapidement l'UJFP a adopté comme position fondamentale le soutien à l'appel palestinien au BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) contre l'État d'Israël parce que les trois grandes revendications des Palestiniens – liberté, égalité, justice – sont des droits de l'homme universels. Nous disons souvent que nous sommes profondément antisionistes parce que juifs, que le sionisme est non seulement un crime contre les Palestiniens mais aussi une forme de suicide collectif pour les juifs, en tout cas une large négation de notre histoire et de notre identité.

Un grand nombre d'entre nous sommes liés familialement – c'est mon cas – au génocide nazi, d'autres sont liés au monde arabe – ce sont des Juifs arabes – et à cette douleur de la séparation entre juifs et arabes au Maghreb voulue notamment par le décret Crémieux¹³.

13 “Décret du 24 octobre 1870 qui déclare citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie”, présenté par Adolphe Crémieux, ministre de la justice du gouvernement de la défense nationale. Le décret a suscité des tensions en Algérie, car il maintenait les habitants musulmans dans le statut inférieur de l'indigénat.

Qu'est-ce qu'être juif ?

Avant de parler d'antisémitisme, il faut d'abord dire ce que c'est qu'être juif. On ne peut pas résumer le mot juif au terme religieux. La majorité des membres de l'UJFP ne sont pas croyants – moi-même je suis l'arrière-arrière-petit-fils du grand rabbin d'Odessa, mais dans ma famille, on n'est pas croyant depuis deux générations.

Au départ, quand on pense juif, on pense instantanément à la Bible. Or la Bible est un livre religieux, ce n'est pas un livre d'histoire. Le passé des juifs tel qu'il est décrit dans la Bible : l'arrivée d'Abraham de Mésopotamie, l'entrée et la sortie des juifs d'Égypte, l'épisode de Moïse, ne sont pas des faits historiques, les historiens ne les reconnaissent pas comme tels. Et ce qui est plus important dans la situation présente, la conquête sanglante de Canaan par Josué n'est pas considérée comme un phénomène historique ; les Hébreux étaient un peuple autochtone, ils ne se sont pas conquis eux-mêmes. Fort heureusement car aujourd'hui les colons de Cisjordanie disent en évoquant la prise de Jéricho ou d'autres événements de ce type, que Dieu a donné cette terre aux juifs qui ne font donc que rentrer dans leur pays ; il n'y a pas d'attestation historique de cette question-là.

Les sionistes disent, chose importante, qu'en 70 après J.-C., quand les troupes romaines prennent Jérusalem et détruisent le deuxième Temple, des centaines de milliers de juifs se seraient répandus dans le monde, principalement dans le bassin méditerranéen mais aussi en Orient, que les juifs d'aujourd'hui seraient leurs descendants et que grâce au sionisme ils font leur retour dans leur pays. C'est la théorie centrale du sionisme : nous avons été des exilés et grâce au sionisme nous rentrons chez nous, avec un attachement indéfectible à cette terre. Cette affirmation ne résiste pas à la confrontation que font les historiens avec les documents. Il n'y a aucune trace d'un exode massif au moment de la prise de Jérusalem. 150 ans avant la destruction du Temple, la religion juive était déjà largement répandue en Orient (où un certain nombre de juifs n'avaient pas quitté la Mésopotamie) et dans tout le bassin méditerranéen (il y avait des juifs à Alexandrie, à Carthage, en Espagne, à Rome, en Gaule). Il n'y a pas eu d'exil ni de retour. Les juifs d'aujourd'hui sont très largement des descendants de convertis de différentes époques et de différentes régions. Moi-même qui suis 100 % juif par mes deux parents, je n'ai pas le type proche-oriental pour une raison assez simple. Déjà sous l'Empire romain, au moment où la religion romaine traditionnelle s'affaiblissait, plusieurs religions étaient en concurrence : le judaïsme qui à l'époque était une religion largement prosélyte, le christianisme qui lui-même était issu du judaïsme, et d'autres cultes comme celui d'Isis ou de Mithra. On estime qu'à l'apogée de l'Empire romain, environ 10 % de la population de l'Empire était juive (Italiens, Grecs, Gaulois, Égyptiens).

Quand le christianisme l'emporte définitivement à la fin du 4^e siècle après J.-C., toute une série d'interdits seront décrétés contre les autres religions, en particulier contre le judaïsme. D'une certaine façon, le christianisme a la responsabilité initiale de ce que j'appellerais au début l'antijudaïsme plutôt que l'antisémitisme. C'est une concurrence religieuse et quand le christianisme l'emporte, il impose une série d'interdits pour les juifs (le plus grave étant pendant tout le Moyen Age l'interdiction de posséder la terre), et il créera des stéréotypes racistes comme le « peuple déicide » (principe abrogé seulement au concile Vatican II), l'accusation de meurtres rituels ; a contrario, il confie aux juifs un certain nombre de métiers interdits aux chrétiens pour des raisons idéologiques (par ex. la banque et l'usure). Les juifs n'étaient majoritairement banquiers ou

usuriers, ils étaient pour la plupart artisans ou colporteurs, mais cette attribution de tâches indignes les a stigmatisés aux yeux des chrétiens.

Les premières expulsions de juifs ont eu lieu sous les Wisigoths en Espagne (avant l'arrivée des Arabes). Puis il y aura des spoliations, des massacres. Ainsi la France a expulsé ses juifs à une dizaine de reprises, au point qu'au moment de la Révolution, il ne restait de juifs que dans les régions périphériques récemment annexées (Alsace, Bayonne, Avignon). En Europe, l'expulsion la plus emblématique a été l'expulsion d'Espagne qui commence par un gigantesque massacre en 1391 en Andalousie et aboutit à la fin du 15^e siècle à l'expulsion définitive des juifs vers l'Afrique du Nord et l'Empire ottoman, avec cette particularité que l'Inquisition espagnole invente une chose qui est un peu le précurseur de l'antisémitisme moderne, la « *limpieza de sangre* » (pureté du sang)¹⁴, c'est-à-dire qu'on vérifiera chez des chrétiens, deux ou trois siècles après l'expulsion, s'ils n'ont pas eu d'ancêtres juifs et qu'on les condamnera pour cela parfois au bûcher. Les grands massacres de juifs ont commencé avec la première croisade dans la vallée du Rhin, et les grands massacres emblématiques suivants auront lieu essentiellement en Europe de l'Est.

D'où venaient ces juifs européens et notamment d'Europe de l'Est ? Les juifs du Maghreb étaient des Berbères convertis au judaïsme. Les juifs espagnols (10 % de la population au 14^e siècle), étaient des Espagnols convertis au judaïsme probablement à l'époque romaine. Les juifs ashkénazes – comme moi-même – sont probablement les descendants des Khazars, population d'un empire des steppes situé entre la mer Caspienne et la mer Noire¹⁵.

Il est donc important de noter que très majoritairement, les Juifs d'aujourd'hui sont des descendants de juifs convertis, qui n'ont pas grand-chose à voir avec la Palestine, et que les descendants des Judéens de l'Antiquité sont ceux qui sont toujours restés sur place, c'est-à-dire les Palestiniens, qui ont été majoritairement juifs, puis majoritairement chrétiens, puis majoritairement musulmans. La Palestine présente cette particularité que les trois religions ont cohabité pendant une quinzaine de siècles et qu'avant l'arrivée du sionisme, il y avait en gros en Palestine 80 % de musulmans, 16 à 17 % de chrétiens et 3 à 4 % de juifs. Donc la théorie de l'exil et du retour est une théorie fautive.

L'antijudaïsme est une invention chrétienne, avec des hauts et des bas. Il n'y a pas toujours eu des périodes de grands massacres dans l'Europe chrétienne, à certains moments les juifs ont été protégés, même en Pologne où au début ils ont été appelés par les rois de Pologne qui avaient besoin d'eux pour développer leur économie. Mais globalement l'histoire du judaïsme occidental est une histoire assez sombre.

Qu'en a-t-il été des juifs dans le monde musulman ? Aujourd'hui les sionistes prétendent que l'antisémitisme est venu du monde arabe, mais puisqu'ils sont maintenant amis avec les pires antisémites européens, ils ont tendance à minimiser l'antisémitisme européen pour dire que l'antisémitisme a été arabe ou musulman. Cette hypothèse ne tient pas non plus. Dans le monde dit arabo-musulman, avant l'arrivée du sionisme, il y avait pour les religions du Livre le statut de

14 La *limpieza de sangre* (en espagnol) ou *limpeza de sangue* (en portugais) est un concept qui s'est développé en Espagne et au Portugal à partir de la fin du 15^e siècle. Il renvoie à la qualité de « vieux chrétien », dénué de toute ascendance juive ou maure, par opposition aux « nouveaux chrétiens », juifs ou musulmans convertis, le plus souvent par la force, et dont on doutait de la réalité de la foi.

15 Peuple semi-nomade turc d'Asie centrale dont l'existence est attestée entre le VI^e et le 13^e siècle après J.-C. Les juifs ashkénazes d'Europe du Nord seraient des Khazars convertis au judaïsme.

dhimmi (protégé)¹⁶. Ce n'était pas la citoyenneté (qui n'existait nulle part) mais en gros les juifs s'auto-administraient et leurs représentants discutaient avec le seigneur local, ce qui fait que pendant 1 500 ans de cohabitation il n'y a pas eu d'exemple dans le monde arabe de quelque chose qui ressemble aux grands pogroms, aux grands massacres ou aux grandes expulsions que les juifs ont connus en Europe (comme en Espagne ou en Ukraine au 17^e siècle).

Comment est-on passé de l'antijudaïsme à l'antisémitisme, qui apparaît au 19^e siècle ? C'est un phénomène européen qui démarre assez curieusement avec la Révolution française et avec l'émancipation des Juifs. La Révolution fait que pour la première fois, les juifs français – peu nombreux à l'époque, environ 20 000 – auront droit à la citoyenneté. Napoléon codifiera cela en créant des institutions juives spécifiques. Ce phénomène d'émancipation avait commencé en Allemagne au début du 18^e siècle où les juifs, s'ils se convertissaient, pouvaient accéder à des postes importants – beaucoup d'Allemands célèbres sont des convertis ou des descendants de convertis : le compositeur Mendelssohn, le poète Heine, le philosophe Karl Marx, etc. Peu à peu ce phénomène va s'étendre à l'Europe orientale, où vivent le plus grand nombre de juifs. En 1881, l'Empire russe (qui comprend alors la Pologne, l'Ukraine et d'autres provinces aujourd'hui indépendantes) compte six millions de juifs, soit les 2/3 des juifs du monde entier. Sur ce nombre, 5,5 millions vivent dans une « zone de résidence » (une obligation depuis Catherine II). Dans cette zone, partie occidentale de l'Empire entre mer Baltique et mer Noire (c'est là que mes grands-parents paternels et maternels sont nés), les juifs formaient environ 10 % de la population. On ne comprend pas la révolution russe si on n'a pas à l'esprit la situation particulière de cette population juive lettrée et en même temps sous prolétarisée (avec l'interdiction de posséder la terre). Assez naturellement, dans la seconde moitié du 19^e siècle, une partie importante de ces Juifs russes abandonne la religion et s'engage dans les partis laïcs ou révolutionnaires, un phénomène que l'on retrouve en Allemagne. C'est à ce moment-là, quand explosent les nationalités, qu'on passe de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial. Les trois grands empires – ottoman, russe et autrichien – sont affaiblis, confrontés à des mouvements nationalistes très forts qui demandent l'indépendance de la Grèce, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Serbie. Ce qui va unifier ces nationalismes – c'est très inquiétant car c'est en train de renaître à notre époque – c'est la volonté de créer des États ethniquement purs. Le juif est considéré comme l'élément impur qui empêche la construction d'États ethniquement purs. Le mot antisémite est un mot de l'ennemi (dit un journaliste allemand dans les années 1860).

La deuxième moitié du 19^e siècle est l'époque racialement, où l'on invente la notion d'Indo-Européens (largement remise en cause par les historiens d'aujourd'hui), et le concept de races (notamment les races aryennes et sémites) ; c'est aussi l'époque où se développent les dangereuses théories de l'eugénisme. C'est aussi le temps des conquêtes coloniales. Très « naturellement », et même parfois aussi à gauche hélas, se développe l'idée que le colonialisme, ce sont des peuples plus développés qui vont apporter la civilisation à des peuples arriérés qui « ne sont pas entrés dans l'histoire » (vous connaissez le discours). Cette conjonction de phénomènes va conduire à une

16 A la différence des polythéistes qui, selon le Coran, devaient être convertis, les “gens du Livre”, juifs et chrétiens, dépositaires d'une partie de la Vérité révélée, avaient le droit de conserver et pratiquer leur foi à condition de respecter certaines obligations. Les règles de la dhimma étaient appliquées avec une rigueur variable selon les périodes et les pays. L'attitude pragmatique des juristes l'emportait souvent sur le discours rigoriste des théologiens ; des juifs et des chrétiens furent ainsi nommés grands vizirs (premiers ministres) et gouvernèrent les Musulmans, malgré leur statut de dhimmis. Le statut fut aboli en 1855 dans tous les pays de l'Empire ottoman.

explosion de l'antisémitisme à la fin du 19^e siècle. Les théoriciens des races (le Français Gobineau, l'Anglais Chamberlain, etc.) vont faire le lit d'un antisémitisme beaucoup plus violent qui va éclore en Allemagne avec le nazisme.

C'est en cette fin du 19^e siècle qu'apparaît le sionisme. D'abord chez des intellectuels qui sont plutôt des bourgeois du monde anglo-saxon ou de l'Empire austro-hongrois – le plus emblématique étant Theodor Herzl (1860-1904) – qui destinent ces idées sionistes aux masses juives de l'Est (Polonais, Russes).

Dès le départ le sionisme affirme que l'antisémitisme est inévitable, qu'il n'est pas utile de le combattre, que la seule solution est de partir et de créer un État juif. Herzl est témoin du procès Dreyfus comme correspondant d'un journal autrichien, et il en conclut que s'il y a autant d'antisémites en France il faut partir. Or on constate que l'affaire Dreyfus n'a pas été que l'affaire des juifs, elle a été l'affaire de toute la société française, et finalement la moitié progressiste de la société l'a emporté puisque Dreyfus sera réhabilité et pourra rentrer en France. De même Herzl verra les premiers grands pogroms organisés par l'Okhrana, la police politique russe, dont le plus emblématique fut le pogrom de Kichinev en 1903 (dont ma grand-mère maternelle a été témoin). Là aussi Herzl en tire l'idée qu'il faut partir, alors qu'il existait en Russie un parti socialiste révolutionnaire juif, le Bund, qui dès ce pogrom organise des milices d'autodéfense grâce auxquelles il n'y aura plus de grands pogroms par la suite.

Très rapidement le sionisme devient une théorie de la séparation qui va beaucoup plaire aux dirigeants antisémites du début du 20^e siècle. Herzl rencontre tous les dirigeants antisémites européens (y compris le ministre du tsar qui avait organisé des pogroms) en leur disant : vous avez le même but que nous, qu'un maximum de juifs quitte l'Europe. Il va essayer de vendre l'idée sioniste à tout le monde. Il a du mal au début mais il y a quelque chose qui séduit : dans l'antisémitisme européen les juifs, même quand ils accèdent socialement à la bourgeoisie, sont considérés comme des parias asiatiques inassimilables. Or les sionistes proposent aux dirigeants européens d'en faire des colons européens en Asie. Cette idée leur plaît beaucoup et Herzl va récolter de nombreux fonds pour financer les débuts du colonialisme sioniste.

Il faut savoir qu'avant le sionisme juif avait existé le sionisme chrétien – qui fait aujourd'hui beaucoup de ravages. Dès le 17^e siècle est apparue l'idée, essentiellement dans le monde protestant évangélique, que les juifs devaient revenir en terre sainte, chasser le Mal (Armageddon) assimilé aux Arabes, et ensuite se convertir à la vraie foi (le christianisme) sinon ils disparaîtraient. Les chrétiens sionistes étaient des antisémites ; un des tous premiers fut le puritain anglais Cromwell (qui renversa le roi Charles Ier et gouverna l'Angleterre de 1648 à 1658). Le chrétien sioniste le plus célèbre est lord Balfour, qui, comme beaucoup de dirigeants politiques occidentaux de l'époque, était un antisémite un peu pathologique (quand il était premier ministre en 1905, il dénonçait ces « juifs pouilleux polonais » qui venaient semer la révolution à Londres). Mais en 1917, lorsque la Grande-Bretagne lance ses troupes contre l'Empire ottoman, il signe la « déclaration Balfour » qui promet à la direction sioniste que la Palestine à reconquérir deviendra un État juif. Ce n'est pas contradictoire : pour Balfour, les Juifs en Europe ce n'est pas acceptable, mais en Palestine ils seraient des colons britanniques travaillant pour les intérêts de la Couronne. Dès le début, sionisme et antisémitisme ont été complices et totalement convergents sur une même idée : débarrasser l'Europe de ses juifs et les mettre ailleurs, avec également la conviction commune

que juifs et non juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ni dans le pays d'origine ni dans l'État juif à construire.

Il faut parler de ce qu'a été le colonialisme sioniste. Le sionisme est un nationalisme très curieux. Quand il y avait un nationalisme polonais, serbe ou slovaque, il y avait une terre où Polonais, Serbes ou Slovaques étaient majoritaires, tandis que les juifs n'étaient majoritaires nulle part – le maximum c'était la « zone de résidence » de l'Empire russe où ils étaient 10 % de la population. Au lieu de créer un État juif en Europe où ils n'étaient majoritaires nulle part, ils ont choisi la Palestine pour des raisons religieuses. Là-aussi c'est un non-sens. Les Haredim, les juifs orthodoxes, ont été très longtemps (jusqu'en 1967) majoritairement antisionistes pour des raisons religieuses. En effet le judaïsme est une religion messianique (il est interdit de retourner en terre sainte avant l'arrivée du messie), la langue hébraïque est uniquement à usage religieux (donc inventer un hébreu profane était aussi une injure à la religion). Ainsi, quand les juifs chassés d'Espagne à la fin du 15^e siècle, ont été accueillis dans l'Empire ottoman, ils se sont installés à Salonique, à Smyrne, à Sarajevo, mais pas à Jérusalem ni à Hébron parce que c'est interdit dans la religion. Donc en 1904, l'idée sioniste de choisir la Palestine pour séduire les religieux a été un échec ; presque tous les rabbins allemands ont pétitionné contre le sionisme en disant : ça va nous diviser, ça va nous mettre les Arabes sur le dos, c'est contraire à la volonté des juifs allemands de s'intégrer et c'est incompatible avec la religion juive. Donc au début du 20^e siècle, la très grande majorité des autorités religieuses étaient clairement antisionistes. Quand les sionistes ont décidé de partir en Palestine, ils ont inventé toute une histoire ; leur nationalisme a inventé un peuple, une langue et une terre.

Y a-t-il un peuple juif ? Comme je l'ai expliqué, nous ne sommes pas les descendants des Judéens de l'Antiquité – ce serait plutôt les Palestiniens actuels. Il y a certainement eu un peuple judéo-berbère en Afrique du Nord formé de Berbères convertis au judaïsme, il y a eu un peuple yiddish qui parlait une langue germanique avec des mots slaves et hébraïques en Europe de l'Est, il y a eu un peuple sépharade, descendant des juifs chassés d'Espagne et qui parlait le judéo-espagnol (ladino). Mais on ne peut pas dire qu'il y ait un peuple juif – par exemple il serait absurde pour moi de prétendre que j'appartiens au même peuple que les Falachas d'Éthiopie ou les juifs yéménites. Il y avait des langues juives (le ladino, le judéo-berbère, le yiddish) mais l'hébreu était interdit.

Quant à la terre, qu'on soit laïc ou religieux il n'y avait aucune espèce d'attachement à celle de Palestine – « l'an prochain à Jérusalem », ça veut dire que nos pensées vont vers Jérusalem comme celles des Musulmans vont vers La Mecque, ça ne signifie pas qu'on veuille vivre à Jérusalem, y établir un État à la place des Palestiniens. Le peuple élu, ça veut dire le peuple qui a plus de responsabilités que les autres, pas celui qui a plus de droits que les autres et qui peut chasser indûment les autochtones. Donc il y a eu une invention du peuple, de la langue et de la terre. Le colonialisme sioniste a été un colonialisme particulier, assez différent du colonialisme français au Maghreb ou en Afrique, parce qu'il ne visait pas à asservir le peuple colonisé mais à le chasser pour prendre sa place. Pour comprendre ce qu'il se passe aujourd'hui en Israël, il faut garder à l'esprit que dès le départ il y a ce mensonge historique (« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ») avec l'idée que les autochtones ne sont pas chez eux puisque c'est nous qui rentrons chez nous, donc il faut les chasser. Le ralliement de la majorité des élites sionistes à cette idée du transfert s'est fait au début des années 1920. Ben Gourion a écrit que les fellahs qui vivaient en Palestine étaient probablement les descendants des Hébreux – il n'avait pas tort sur ce point – donc

qu'ils allaient se convertir au sionisme – là il n'avait rien compris et dès les premières révoltes palestiniennes contre la colonisation sioniste, le consensus a été de tous les expulser.

Le sionisme a aussi raconté cette histoire mythique de l'exil et du retour qui n'a strictement aucun sens quand on lit ce qu'il se passe en Palestine après la déclaration Balfour. Les grandes vagues d'immigrants qui arrivent sont des Européens qui débarquent dans une Asie avec laquelle ils n'ont absolument rien de commun et c'est clairement un type d'invasion coloniale. Dès le début ce colonialisme n'a fait aucune place aux Palestiniens. Ceux-ci vont se révolter (en 1920, en 1929 puis en 1936-1939 dans une grande révolte sanglante où les Anglais bombardent et déciment les élites palestiniennes), et à chaque fois les sionistes ont fait tout ce qu'il fallait pour expulser les Palestiniens.

On me demande souvent si la création d'Israël a été une réponse à l'antisémitisme et au génocide nazi. Je réponds clairement non. Les institutions qui ont expulsé les Palestiniens de leur propre pays ont été créées trente ou quarante ans avant la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël. La banque coloniale juive, celle qui lève des fonds pour financer des colonies agricoles, date de 1898 ; le KKL (Keren Kayemet LeIsraël ou Fonds national juif), qui plante des arbres là où il y avait des villages palestiniens pour faire disparaître leurs traces, est créé en 1901 (c'est le même qui détruit encore aujourd'hui des villages palestiniens dans le Néguev) ; la Haganah, l'ancêtre de l'armée, est fondée en 1920 ; le syndicat Histadrout (en fait un faux syndicat, un État dans l'État, qui a créé toute l'infrastructure de l'État d'Israël) a été fondé en 1920 avec pour article premier la défense du travail juif (imaginez le tollé en France si un syndicat mettait dans ses statuts la défense du travail français !), et le premier acte de la Histadrout en 1920 a été une grande campagne « Achetez juif et boycottez les produits arabes » donc avec l'idée de deux sociétés séparées. Il faut bien avoir cela à l'esprit : la question de la séparation et de la négation des droits et de l'existence des Palestiniens ne date pas de 1948 mais de vingt ou trente ans avant. On cite souvent le kibboutz comme un grand exemple de socialisme. Comme l'a écrit l'historien contestataire Shlomo Sand, le kibboutz a été en réalité un instrument de conquête car il était impossible de conquérir cette terre par un colonialisme individuel. On a donc installé les kibboutz là où il y avait beaucoup d'Arabes (aux frontières, dans le nord du Néguev, en Galilée) et ils étaient réservés aux juifs (si un kibboutznik avait la mauvaise idée de tomber amoureux d'une Palestinienne, il était aussitôt expulsé du kibboutz). Aujourd'hui les kibboutz ont privatisé leurs cantines collectives, ils sont cotés en bourse, ils ont d'autres activités, etc. ; ce qui montre que l'idée que quelque chose ressemblant à du socialisme puisse exister dans un contexte colonial et raciste est une idée fautive. Or le kibboutz a été un instrument de conquête à caractère raciste.

Pendant longtemps, jusqu'après 1967, l'opinion française a eu en tête l'image de ces pauvres Israéliens entourés d'un monde maléfique qui voulait les détruire, de cette gauche sioniste qui a construit le pays, etc. Mais il n'y a pas un seul crime contre les Palestiniens dans lequel ce qu'on appelle improprement la « gauche » sioniste n'ait pas été complètement compromise. En 1948, la Nakba c'est Ben Gourion et le plan prémédité d'expulsion de tous les Palestiniens c'est la gauche sioniste au pouvoir ; en 1956, l'attaque contre l'Égypte c'est Moshé Dayan, ministre travailliste ; en 1967 on a cru – et moi-même qui avait 16 ans je l'ai cru aussi – qu'Israël était menacé de destruction mais on sait aujourd'hui que c'était une guerre préméditée et asymétrique. La colonisation de la Cisjordanie qui débute en 1967, c'est une décision des travaillistes pas de l'extrême-droite religieuse. C'est Levi Eshkol, premier ministre (1963-1969) et Yigal Allon,

ministre des territoires, qui dressent tous les plans de colonisation (vallée du Jourdain, bloc de colonies). Comme ils n'ont pas de colons pour cela, ils vont chercher le seul courant religieux qui était sioniste qu'ils vont envoyer là-bas avec des millions de shekels. Aujourd'hui les colons sont 750 000 et forment environ 12 % de la population juive israélienne, la moitié de l'armée et la moitié du gouvernement. Ce sont les travaillistes qui ont créé ce mouvement national religieux qui constitue l'extrême droite sioniste, qui explique que Dieu a donné cette terre aux juifs et qu'il faut en expulser les Arabes. La construction du mur de séparation, c'est le secrétaire du parti travailliste ; la première attaque contre Gaza en 2008 (Plomb durci), c'est Ehud Barak, ministre travailliste, qui était très raciste envers les Palestiniens ; l'attaque contre le Liban en 2006, c'est Amir Peretz, ministre travailliste de la défense.

Il faut considérer que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui en Israël sont bien plus proches de ceux qui ont commis le génocide nazi que de ceux qui l'ont subi. A l'intérieur du sionisme, il n'y a pas d'alternative de gauche, si on doit penser la paix, on ne peut pas le faire à l'intérieur du système sioniste. De même qu'en Afrique du Sud, on ne pouvait pas penser la paix au sein de l'apartheid. Avec le sionisme, il faudra une rupture claire.

Je parle de la droite sioniste, car ce sont des choses peu connues. Le fondateur de la droite sioniste Vladimir Jabotinsky (1880-1940) est complètement issu du fascisme. Il a protégé l'organisateur des grands pogroms antisémites de 1920 en Ukraine menés par les opposants ukrainiens aux bolcheviks (environ 40 000 morts), il a été un admirateur de l'Italie fasciste, il préconisait l'emploi de la force pour imposer le sionisme en Palestine (par une « Muraille d'acier », l'armée juive). Aujourd'hui, depuis la victoire de Begin en 1977, quasiment tous les dirigeants israéliens se réclament de Jabotinsky. Issu de ce courant révisionniste sioniste, il y a eu le groupe Stern qui, à partir de 1939 quand la Grande-Bretagne, après la grande révolte palestinienne de 1936, arrête l'immigration juive, a commencé les attentats contre les Britanniques. Ces sionistes vont tuer des soldats anglais (dont le haut représentant britannique en Égypte en 1944) en pleine guerre contre les nazis, alors qu'il y avait déjà des millions de morts dans les camps d'extermination ! Ces gens doivent être clairement appelés des collabos – Israël a été dirigé pendant neuf ans (de 1983 à 1984 et de 1986 à 1992) par Yitzhak Shamir qui était un collabo ! En 1946, ils ont fait sauter l'hôtel King David à Jérusalem, siège des autorités britanniques (91 morts européens et palestiniens) ; puis, le 9 avril 1948, ce sera le massacre de 150 Palestiniens du village de Deir Yassin près de Jérusalem par l'Irgoun de Menahem Begin (à l'issue duquel des intellectuels juifs comme Albert Einstein et Hannah Arendt assimilèrent le mouvement de Begin au fascisme). Ce sont les partisans de ces gens-là qui sont aujourd'hui au pouvoir.

La gauche sioniste a-t-elle été plus innocente vis-à-vis du nazisme ? Hélas non. En 1933, quand Hitler prend le pouvoir, Ben Gourion, qui dirige l'Agence juive en Palestine mandataire, signe avec les autorités nazies des accords de transfert qui permettent aux juifs allemands de partir en Palestine avec leurs biens et leur argent, à condition qu'ils achètent des marchandises allemandes – ce qui fait que la micro société juive de Palestine ne consommait que des produits allemands (voitures Mercedes, Opel, etc.). Évidemment, ces accords ont cassé le boycott de l'Allemagne à une époque où l'écrasante majorité des juifs du monde entier s'engageait contre le nazisme (par exemple dans les brigades internationales en Espagne). Même après la guerre, Ben Gourion négociera avec l'Allemagne fédérale l'indemnisation des juifs européens victimes du nazisme et surtout l'alimentation en marks de l'État d'Israël (le signataire de ces accords côté allemand n'était autre

que l'auteur des lois raciales de Nuremberg !) ; ça ne dérangeait pas les dirigeants israéliens de négocier avec d'anciens nazis pour obtenir des réparations.

On ne comprend pas la situation actuelle en Palestine si on n'a pas cet arrière-plan historique. Ceux qui gouvernent Israël – et je dirais même une bonne partie de la population – ne sont pas les héritiers des six millions de morts et du peuple assassiné. Le Yiddishland, cet énorme territoire entre la mer Noire et la mer Baltique a disparu, il était impossible de le reconstruire après.

Est-ce que la complicité actuelle des gouvernements occidentaux avec Israël repose sur le remords ? Il est évident qu'une partie importante de la société française a une responsabilité dans la déportation et l'extermination de 115 000 juifs de France. La rafle du Vél' d'hiv' est une affaire française. La société française est évidemment grandement coupable, l'antisémitisme en France a été hégémonique, même chez des personnalités célèbres comme le général de Gaulle ou Pierre-Antoine Cousteau, et à l'Académie française, avant mais aussi après la Seconde Guerre mondiale, on trouve des antisémites absolument pathologiques. Est-ce que c'est par culpabilité que ces sociétés sont devenues pro-israéliennes ? Non. En 1945, il y a plusieurs centaines de milliers de juifs d'Europe de l'Est qui ne peuvent plus retourner en Pologne, en Hongrie, en Roumanie (tout est détruit et en plus l'antisémitisme continue) et qui demandent des passeports pour l'Angleterre, la France ou les États-Unis. On leur répond non, on leur dit : maintenant vous avez un pays, partez ! Derrière la création de l'État d'Israël, il y a eu le fait que le monde européen où avait sévi l'antisémitisme s'est défaussé de sa culpabilité majeure sur le dos du peuple palestinien qui n'y était strictement pour rien. On ne s'est pas du tout préoccupé qu'il y avait déjà d'autres personnes en Palestine et qu'en créant cet État on vidait la population de cet autre peuple qui vivait là depuis des siècles.

Aujourd'hui l'antisémitisme décomplexé existe toujours à l'extrême droite ; il y a eu aussi un négationnisme à l'ultra gauche. Mais aujourd'hui ce qui frappe surtout, c'est que là où les antisémites existent de façon structurelle, ils sont tous pro-israéliens. Tous les partis d'Europe de l'Est qui sont les descendants de ceux qui ont participé à l'extermination des juifs au côté des nazis, sont pro israéliens. En Hongrie, Viktor Orban réhabilite le régime fasciste et antisémite de l'amiral Horthy (1920-1944) tout en étant le meilleur ami de Netanyahu (qui le soutient dans sa campagne contre le financier juif Georges Soros). Tous les dirigeants de l'extrême droite européenne (France, Autriche, Hollande, Flandre, etc.) ont fait le voyage en Israël à l'invitation de Libermann, ministre nationaliste violemment anti-arabe. Ce n'est pas surprenant car ils appartiennent tous au même courant politique et ils ont les mêmes valeurs suprémacistes. Depuis que le sionisme est passé – et c'était logique – de la théorie de la séparation à la suprématie de la race blanche, les antisémites européens s'y sont reconnus.

QUESTIONS/RÉPONSES

Qu'est-ce qui explique l'indulgence des dirigeants occidentaux à l'égard du pouvoir israélien ?

Israël est aujourd'hui quasiment le seul exemple mondial de reconquête coloniale, c'est ce qui l'a rendu populaire auprès des dirigeants occidentaux. En considérant les Israéliens comme des colons

européens au Proche-Orient, ces dirigeants prenaient en quelque sorte leur revanche sur les indépendances d’Afrique et d’Asie, et de façon spectaculaire : alors que, pour reconquérir leurs positions perdues, les Européens ont dû passer par plusieurs étapes successives (post-colonialisme, néo-colonialisme), Israël colonise directement et sans complexe. C’est aussi un exemple de la manière de surveiller, d’enfermer et d’asservir un peuple ; en ce sens Israël est devenu un véritable laboratoire mondial (voyez ce qui se passe à Gaza).

Il ne faut pas limiter le sionisme au nationalisme et au colonialisme, c’est plus que cela. Le roman national sioniste repose sur la vaste mystification historique de l’exil et du retour. Pour tenir le Moyen-Orient, les États-Unis et plus généralement les pays occidentaux, ont besoin d’Israël et des États féodaux patriarcaux du Golfe. Le sionisme, c’est une idéologie qui a réussi à s’adapter à des environnements très différents – les grands empires européens à sa fondation en Europe, puis la décadence de l’Empire ottoman, la déclaration Balfour, le mandat britannique, le génocide nazi, la guerre contre les Anglais. Les Israéliens sont parvenus à être incontournables. L’aspect reconquête coloniale et l’aspect laboratoire militaire sont très importants dans la réalité israélienne (voir le film israélien *The Lab* où l’argument d’Israël pour vendre des armes sophistiquées est qu’il les a expérimentées avec succès sur les Palestiniens...).

Qu’est-ce que le public israélien sait des contradictions et des mensonges que les autorités disent sur son histoire ?

Les Israéliens sont éduqués dans l’idéologie sioniste depuis leur enfance, avec l’idée que les Arabes veulent les détruire. Mais il ne faut pas confondre le sort de l’État et celui de la population. Les antisionistes veulent certes la fin de l’État sioniste, car pour nous l’État d’Israël est illégitime : on ne peut pas séparer sa création de la Nakba (la catastrophe), c’est-à-dire l’expulsion de 800 000 Palestiniens, qui est inacceptable. Mais même un enfant né d’un viol a droit à l’existence, donc les juifs israéliens doivent pouvoir rester en Palestine, à condition de vivre ensemble avec les Palestiniens dans l’égalité des droits. De même, ce qui a permis aux blancs sud-africains de rester dans le pays, ce n’est pas le maintien de l’apartheid mais au contraire sa disparition avec le principe une personne égale une voix. Sinon à terme ils auraient dû partir. Aujourd’hui en Israël, il y a un gouvernement qui est sur la même ligne que l’OAS pendant la guerre d’Algérie. Qu’est-ce qui a fait que les Français d’Algérie ont dû partir ? Le fait qu’il n’y ait pas eu chez eux un courant important favorable à l’indépendance, prêt à négocier le maintien de la population française. Que le seul courant à s’exprimer ait été l’OAS fasciste a abouti au départ de la majorité des Français d’Algérie. Donc nous sommes pour le maintien des juifs israéliens mais contre le maintien de l’État d’Israël en tant qu’État juif et État d’apartheid.

En Israël, les opposants au colonialisme sont très peu nombreux. Depuis 2015 le troisième parti à la Knesset est la « Liste unique », alliance de quatre grands partis palestiniens israéliens, qui a obtenu 70 % des voix chez les Palestiniens d’Israël mais seulement 2 à 3 % chez les juifs israéliens. C’est le seul parti clairement non sioniste ou antisioniste, et dont les dirigeants – y compris les députés – sont souvent violemment réprimés.

Il y a quand même des Israéliens anticolonialistes très courageux. Citons notamment les extraordinaires journalistes de Haaretz Amira Hass et Gideon Lévy qui essaient de sensibiliser le

public israélien aux réalités de la vie et des souffrances des Palestiniens. L'opposition vient aussi de quelques personnes remarquables comme Michel Warschawski, Nurit Peled ou Shlomo Sand.

Les Israéliens ne sont donc pas mal informés mais la plupart d'entre eux se soucient peu du sort des Palestiniens, car en Israël les barrières morales se sont écroulées. Une part non négligeable de la population souscrit à la même idéologie suprémaciste blanche que le Ku Klux Klan aux États-Unis, considérant que les Palestiniens sont des inférieurs, des intrus qui n'ont pas leur place en Palestine et qu'il faut éliminer.

L'éducation en Israël est vraiment problématique. On apprend aux jeunes une histoire folle. A l'université d'histoire de Tel Aviv, il y a deux départements : le département d'histoire universelle et le département d'histoire juive, qui enseigne que Dieu a donné la Palestine aux juifs et que c'est le sionisme qui reconstituera le grand royaume juif. Le problème c'est que c'est le département d'histoire juive qui fait les programmes scolaires, et que si les élèves ne répètent pas cette « vérité » imposée, ils ne peuvent pas avoir leur bac... On a donc au départ un enseignement vicié. Il faut aussi se demander ce que ça veut dire devenir dissident dans la société israélienne. Cela implique souvent des ruptures familiales très douloureuses.

Israël est une société malade, qui a perdu ses valeurs morales et qui ne se reformera pas d'elle-même. D'où l'intérêt de la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) , qui vise non pas à faire écrouler l'économie israélienne – ce serait trop ambitieux –, mais au moins à casser l'image d'Israël. Il faut savoir que les 15 % de juifs israéliens qui vivent hors d'Israël sont très sensibles à l'opinion mondiale ainsi qu'à l'opinion juive mondiale.

Quelles sont les relations entre juifs ashkénazes et juifs sépharades ?

Le sionisme est une idéologie qui est née et s'est développée en Europe, et ce sont les juifs ashkénazes qui ont créé Israël. Jusqu'en 1948, très peu de juifs du monde arabe soutenaient le sionisme.

Les ashkénazes méprisaient beaucoup les sépharades (qu'ils appelaient les « Noirs »). Il y a eu plusieurs scandales racistes en Israël au détriment des juifs orientaux. Dans les années 1950-1960, les enfants juifs qui arrivaient du Maroc étaient réputés avoir la teigne (infection du cuir chevelu), et on a expérimenté sur eux des surdoses très importantes de rayons X ; il y a eu plusieurs milliers de morts et il y a encore des gens qui meurent ou qui souffrent de lourdes séquelles, alors qu'on connaissait déjà parfaitement le problème des surdoses d'irradiation. Le deuxième grand scandale, qui continue, est celui des juifs yéménites, issus de tribus arabes converties au judaïsme il y a plus de 2 000 ans. D'après leurs croyances, le Messie devait venir les chercher sur des ailes. Alors les Israéliens sont arrivés avec des avions et ils ont évacué en trois semaines une communauté vieille de 2 000 ans. Il n'est pas étonnant que l'assassin de Rabin soit un Yéménite : quand vous privez les gens de leur langue, de leur culture, de leurs terres, de leur cuisine, vous en faites des fascistes. De plus, les femmes yéménites avaient la réputation de beaucoup procréer. Aussi très souvent dans les maternités, on leur disait que leur bébé était mort et on refusait de leur montrer le corps (ça ressemble beaucoup au scandale de l'époque du franquisme qui a été révélé récemment en Espagne). On sait maintenant que plusieurs milliers de bébés yéménites ont été adoptés par de riches familles ashkénazes ou par des juifs américains... Troisième grand scandale concernant les

juifs orientaux : les femmes falachas ont été stérilisées, parce que les Noirs font désordre dans une société de plus en plus raciste.

Ce racisme provient du fait qu'Israël, dans les années 1950, après avoir chassé la grande majorité des Palestiniens, s'est retrouvé sans prolétariat. Le gouvernement a dû monter une campagne pour faire venir massivement des juifs extérieurs, en particulier du monde arabe. Au Maroc, avec la complicité du roi Hassan II, des propagandistes sionistes incitaient les élèves à la sortie des lycées à partir en Israël. L'écrasante majorité de la population juive marocaine est partie ; aujourd'hui ce sont des sous-prolétaires en Israël, soumis à une forte ségrégation y compris pour l'habitat (les juifs arabes ont été mis dans les villes du désert, au prétexte qu'ils ne seraient pas dépaysés...). Des juifs orientaux se sont révoltés au sein du mouvement des Panthères noires (il y a même eu des morts), puis le mouvement a été écrasé, et par réaction vis-à-vis des juifs européens nantis des grandes villes, ces juifs déshérités se sont tournés vers les partis de droite et d'extrême droite après l'arrivée de Bégin au pouvoir en 1977. Le parti sépharade ultra-orthodoxe Shass, qui a fait jusqu'à 8 % des voix, est d'un racisme totalement décomplexé, pas seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre les Noirs, etc. Parmi les colons il y a beaucoup de juifs russes, et la majorité des juifs français qui ont récemment émigré en Israël sont des colons.

Quelle pourrait être l'issue du conflit ?

Ceux qui imaginent qu'on peut faire la paix en occultant la question des réfugiés palestiniens et du droit au retour se trompent complètement. L'acte fondateur du conflit c'est l'expulsion des Palestiniens de leur propre pays. Les Palestiniens ont subi les avanies des pays arabes voisins (Égypte, Liban, Jordanie). Le désordre actuel dans le monde arabe est très négatif pour les Palestiniens : la contre révolution en Égypte, l'évolution pro israélienne du régime saoudien.

A l'UJFP et au mouvement BDS, nous agissons sur la question du droit. Que demandent les Palestiniens en lançant BDS ? Ils ne veulent pas un, deux ou trois États, ils demandent trois choses : 1) la liberté (c'est-à-dire la fin de l'occupation, la fin de la colonisation, la destruction du mur, la libération des prisonniers politiques, la levée du blocus de Gaza) ; 2) l'égalité, surtout pour les grands oubliés des accords d'Oslo, les Palestiniens d'Israël qui subissent un régime de discrimination et d'apartheid ; 3) la justice, en particulier le droit au retour des réfugiés. En demandant cela, ils sont sur la même position que Mandela en Afrique du Sud. Trois ans avant la chute de l'apartheid, Mandela en prison a été démarché par les hommes de Frederik de Klerk, dernier président blanc de la république sud-africaine, qui lui disent en gros : on va vous libérer, on va accorder l'indépendance à trois bantoustans (dont le Transkei dont vous serez président), vous irez à l'ONU et on signe la paix. Mandela a refusé, ne voulant pas transiger sur trois principes : la reconnaissance de l'apartheid comme un crime, le principe une personne/une voix et l'Afrique du Sud une et indivisible. Si on transpose ce cas à la question israélo-palestinienne, il y a plusieurs choses non négociables : la Nakba a été un crime, l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur propre pays n'était pas légitime, il ne peut pas y avoir de paix sans la reconnaissance et la réparation de ce crime fondateur. Le jour où un dirigeant israélien admettra que la Nakba a été un crime – à l'exemple de Willy Brandt s'agenouillant à Auschwitz – alors des choses se débloquent. On a beaucoup encensé Yitzhak Rabin, mais au cours des vingt-six mois qui séparent la signature des accords d'Oslo de son assassinat, il a installé 60 000 nouveaux colons. La paix, c'est d'abord la reconnaissance du crime fondateur, et ensuite la recherche du meilleur moyen de le réparer. A

l'UJFP, nous pensons qu'il n'y a pas d'alternative au vivre ensemble dans l'égalité des droits. Peut-être que ce qu'on voit un peu partout, les horreurs qui sont faites aux migrants, aux sans-papiers, le racisme qui se développe, cela vient de la disparition progressive de la solidarité et de l'égalité.

C'est pourquoi je ne pense pas qu'il puisse y avoir la paix avec le maintien d'un État juif. Je prends la question des Roms. Il n'y a pas plus discriminés aujourd'hui en Europe que les Roms. Imaginez que chez les Roms il y ait un courant sioniste qui demande la création d'un État rom. Où le faire ? En Inde parce qu'ils sont partis de là il y a plus de mille ans ? En Roumanie puisque c'est là qu'ils ont été les plus nombreux ? Où que ce soit, s'ils veulent y créer un État, ce sera la guerre. Pour les Roms, y a-t-il une alternative à l'égalité des droits ? C'est la seule solution, aussi difficile soit-elle.

Pour les Palestiniens, c'est la même chose. Lors de notre voyage à Gaza il y a deux ans, nous avons interrogé les Palestiniens sur ce qu'ils souhaitaient. A la proposition un ou deux États ?, ils répondaient qu'aucune formule ne serait la solution tant qu'on ne résoudrait pas le problème des réfugiés. A la question : pourriez-vous vivre avec les juifs ?, les plus anciens qui avaient connu des juifs au temps de la Nakba, ou qui avaient travaillé en Israël ensuite, reconnaissent qu'ils avaient été exploités mais qu'il y avait quand même eu des rapports humains, donc bien sûr qu'ils pourraient vivre avec eux. Mais les plus jeunes, qui ne connaissent des Israéliens que les soldats, les avions, les chars et les missiles, et qui n'ont jamais vu un juif du fait de la séparation imposée, comment peut-on leur poser une telle question ? A mon avis, la pire chose qui soit arrivée à la Palestine, c'est tout le processus d'Oslo, tant sur la perspective que sur la destruction de la société et de l'unité palestiniennes.

Dans les Églises chrétiennes, on fait la sourde oreille aux appels de détresse des chrétiens palestiniens (comme ceux de Sabeel). Pourquoi ?

Les chrétiens palestiniens, et en général les chrétiens d'Orient, ont joué un grand rôle dans les mouvements de solidarité. A Gaza, où moins de 1 % de la population est chrétienne, le jour de Noël est férié, il y a une vraie complémentarité entre les chrétiens et les Musulmans.

Il y a une espèce de surdité en Europe, qui vient aussi de contentieux qui n'ont pas été réglés vis-à-vis du judaïsme. Si le christianisme européen avait fait un travail en profondeur sur son antijudaïsme, le discours en 1945 aurait été : on a été injuste envers les juifs, maintenant on veut réparer et on vous propose l'égalité des droits, l'émancipation et la lutte contre toute forme d'antisémitisme. Mais en réalité on leur a dit : maintenant que vous avez un pays, vous partez quand vous voulez. Ce n'est pas faire amende honorable, ce n'est pas une réflexion de fond sur le rôle du christianisme vis-à-vis du judaïsme. Les chrétiens d'Orient subissent de plein fouet ce manque de lucidité et de courage du christianisme européen.

Ce qui est terrible, et concerne tous les dirigeants et pas seulement les autorités religieuses, c'est que tous ceux qui vont en Israël-Palestine savent ce qu'il s'y passe ; les diplomates envoient régulièrement des rapports très documentés sur la situation. Mais il y a une omerta au niveau des dirigeants civils et religieux européens, qui ne veulent pas tirer les conséquences d'un système criminel, qui n'est pas seulement criminel vis-à-vis des Palestiniens mais qui est aussi suicidaire pour les juifs. Je compare ce système criminel à d'autres entreprises coloniales qui ont pensé à tort

qu'elles étaient éternelles. Même chez les protestants, qui ont pourtant une histoire illustre de la solidarité internationale et de la justice (sauvetage des enfants juifs, etc.), on constate cette omerta.

Qu'en est-il des religieux juifs qui étaient antisionistes ?

Le courant juif antisioniste s'est fait acheter par le gouvernement israélien, comme les Loubavitch qui historiquement étaient antisionistes, mais sont aujourd'hui fer de lance de la colonisation. Tout cela pour des questions d'argent. Quand en 1967 les travaillistes ont voulu coloniser la Cisjordanie, ils ont d'abord fait appel aux sionistes religieux puis les autres ont suivi car on leur offrait gratuitement des terres, des routes, des villes aux noms bibliques, etc. Il y a encore aujourd'hui un petit noyau courageux de religieux antisionistes, comme les Rabbins pour la paix (fondés par Max Warschawski, ancien grand rabbin de Strasbourg et père de Michel Warschawski) et chez les Haredim. Mais ceux qui restent vivent plutôt en Amérique.

Aujourd'hui, toutes les solutions sont impossibles. Deux États ? La frontière n'existe plus et les territoires palestiniens sont morcelés. Un État laïc et démocratique ? C'est impossible dans l'état actuel de l'opinion israélienne. Tout est bloqué parce qu'Israël n'est jamais puni et qu'il peut faire ce qu'il veut. Le jour où cet État sera sanctionné, comme n'importe quel autre, on trouvera sans aucun doute en Israël beaucoup plus de forces disposées à accepter une solution raisonnable. L'idée sioniste originelle, qui était un État juif homogène, a existé en gros entre 1948 et 1967, où il y avait 15 à 20 % de Palestiniens, une minorité « digérable » à qui on aurait pu donner le droit de vote. Au lieu de cela on l'a maintenue dix ans sous couvre-feu, on a confisqué ses terres et on a réprimé ses révoltes dans le sang. Les Palestiniens d'Israël continuent de vivre une situation de ségrégation. Maintenant on n'est plus dans le projet sioniste originel, puisqu'entre la Méditerranée et le Jourdain, il y a 50 % de juifs israéliens et 50 % de Palestiniens, avec un véritable apartheid et une lutte anti-apartheid sur un espace unique, de la Méditerranée au Jourdain.

Aucun des quatre projets n'a un avenir : ni deux États, ni un État unique dans la situation actuelle, ni le projet sioniste originel, ni l'apartheid qui est en route. Il faut se demander si au XXI^e siècle, ce qui a duré une cinquantaine d'années dans le sud des États-Unis et 50 ans en Afrique du Sud, peut durer éternellement en Israël. Je pense que non. Aujourd'hui c'est l'apartheid qui est en marche. Gaza est un camp de concentration à ciel fermé, la Cisjordanie est un mélange du bantoustan sud-africain et de réserve indienne.

Que penser de la résistance pacifique mise en place par les Palestiniens ?

Ce n'est pas un choix mais une exigence. Et ce n'est pacifique que d'un seul côté, pas du côté israélien ! Pour que cette démarche fonctionne, il faudrait qu'elle ait du répondant chez nous, en Occident. En Palestine, on nous a souvent dit que cette guerre est née de l'extérieur, qu'elle vient de la décision de l'ONU de couper en deux la Palestine et d'accepter qu'Israël viole toutes les décisions internationales, à commencer par la plus fondamentale, le droit au retour des réfugiés. Les Palestiniens disent que pour s'en sortir, il faut deux choses : leur résistance-résilience à eux, et notre solidarité à nous Occidentaux.

Du point de vue de la résilience, les Palestiniens font des choses fantastiques. Même sous les bombes, à Gaza comme en Cisjordanie, ils continuent à cultiver la terre, à s'éduquer, à vivre. Mais jusque quand cela sera-t-il possible ?

Nous devons nous souvenir que si les dirigeants occidentaux agissent ainsi, ce n'est pas par manque d'information, mais parce qu'ils considèrent Israël comme leur pays de domination, de reconquête coloniale, de surveillance des populations jugées dangereuses, de racisme décomplexé, etc. Donc c'est nous, citoyens des sociétés occidentales, qui devons imposer un changement politique par un puissant mouvement d'opinion. On est en pleine contradiction : tous les sondages récents indiquent que pour une forte majorité de Français, la responsabilité de cette guerre pèse sur Israël et que la France devrait sanctionner Israël. Il faudrait donc pouvoir changer la politique illégitime de nos dirigeants.

Transcription : Laurent Baudoin (juillet 2018)



57.

Déclaration publique d'organisations juives européennes sur la caractérisation de l'antisémitisme et les moyens de sa suppression.

Auteur : ECCP (European coordination of committees and associations for Palestine)

Date : 5 novembre 2018

Contexte : L'Association Juive Européenne dirigée par le Rav Menachem Margolin, organise sa conférence annuelle à Bruxelles les 6 et 7 novembre 2018.

Y participent diverses personnalités, leaders des institutions européennes, d'organisations juives, de parlementaires, en présence de l'Ambassadeur Ran Yishai, PDG du ministère de Jérusalem et du patrimoine EMIH.

A l'ordre du jour : « La montée de l'antisémitisme et des actes d'une extrême violence, du populisme, de la xénophobie et bien sûr les actions du BDS et les relations UE/Israël ».

Lien : <https://ujfp.org/declaration-publique-dorganisations-juives-europeennes-sur-la-caracterisation-de-lantisemitisme-et-les-moyens-de-sa-suppression/>

Quatorze organisations juives européennes ont publié une déclaration exprimant leur inquiétude devant l'organisation à Bruxelles d'une conférence soutenue par le gouvernement israélien, dont le but est de taxer d'antisémitisme la critique légitime et les manifestations contre la politique du gouvernement israélien, dont les tactiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Déclaration

En tant qu'organisations juives européennes engagées dans l'élimination de l'antisémitisme, la xénophobie, l'islamophobie et toutes autres formes de racisme, nous aimerions exprimer notre très profonde inquiétude face à [l'organisation d'une conférence à Bruxelles](#) (6-7 novembre 2018), soutenue par le gouvernement israélien, dont le but est de qualifier la critique légitime et les manifestations contre la politique du gouvernement israélien, d'antisémitisme.

Nous demandons aux institutions européennes, dont la Commission Européenne, l'Agence pour les Droits Fondamentaux (ADF) et les membres du Parlement européen, de se méfier des tentatives du gouvernement israélien pour mettre en place de fausses allégations d'antisémitisme afin de limiter et de criminaliser le travail des organisations de la société civile, y compris celles de diverses communautés juives d'Europe, pour rechercher la paix et la justice en Israël/Palestine.

Cette conférence, coorganisée par l'Association Juive Européenne et deux ministères israéliens, a pour but de persuader tous les partis politiques européens que souscrire aux « lignes rouges » qui déclarent que légitimer les appels à faire pression sur Israël, y compris par les tactiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), serait « fondamentalement antisémite ».

Nous rejetons leur appel. L'antisémitisme est une menace minime, mais réelle et grandissante pour les populations juives d'Europe – et ailleurs, comme le démontre si tragiquement la récente agression à Pittsburgh. Confondre la réelle menace que constitue l'antisémitisme avec la critique légitime du gouvernement israélien et de sa politique est une démarche dangereuse ; elle menace de mal orienter les efforts de l'Europe pour combattre l'antisémitisme.

Ces efforts d'Israël ne représentent pas les communautés juives d'Europe. La politique israélienne du siège de Gaza et de la ségrégation raciale en Cisjordanie, des attaques mortelles sur des civils et de l'expropriation de la terre au profit de colonies pour les seuls Juifs – ne se fait pas en notre nom.

Nous rejetons les tentatives pour mettre sur le même plan l'opposition à cette déplorable politique et l'antisémitisme.

Dans le contexte des liens croissants du gouvernement israélien avec les dirigeants, associations et partis politiques racistes, sexistes et xénophobes, en Europe et aux États-Unis (dont certains ont un passé entaché d'un antisémitisme flagrant), il existe une réelle menace d'émergence de l'antisémitisme. La conférence du gouvernement israélien organisée à Bruxelles ne recherche pas des solutions très nécessaires contre cette menace. Elle cherche hélas au contraire à exploiter l'antisémitisme pour maintenir un statu quo intenable d'occupation, d'oppression et de peur en Israël/Palestine. Nous sommes totalement opposés à sa mission.

En tant qu'organisations juives engagées dans la promotion de la justice sociale et de l'égalité, nous avons exprimé à plusieurs occasions la nature problématique de l'invocation d'allégations d'antisémitisme pour essayer de réduire au silence les voix qui s'opposent aux violations israéliennes. [Plus de 40 organisations juives](#) ont récemment publié une lettre ouverte qui exprimait leur « inquiétude croissante devant le ciblage d'organisations qui soutiennent les droits des Palestiniens en général et le mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions en particulier ». Ajoutant que « Ces attaques prennent trop souvent la forme d'accusations cyniques et fausses d'antisémitisme qui confondent dangereusement racisme anti-juif et opposition à la politique et au système d'occupation et d'apartheid d'Israël. »

Le droit de défendre les droits de l'Homme, y compris les droits des Palestiniens, devrait être sauvegardé maintenant plus que jamais. Les partis politiques de l'UE ont la responsabilité de mettre fin à la complicité de leurs États respectifs avec les violations du droit international par Israël. Il est temps d'agir contre l'antisémitisme, la xénophobie, l'islamophobie et toutes les autres formes de racisme. Il est temps d'agir contre les décennies d'occupation et de ségrégation raciale par Israël.

Ne prêtez pas la main aux tentatives d'Israël pour nous faire cesser l'une et l'autre actions.
(Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine)

Signé par

Een Andere Joodse Stem / Une Autre Voix Juive (Belgique)

Libre Parole sur Israël (Royaume Uni)

UJFP – Union Juive Française pour la Paix (France)

JFJFP – Juifs pour la Justice pour les Palestiniens (Royaume Uni)

ECO-Rete – Juifs Contre l'Occupation (Italie)

Een Ander Joods Geluid / Une Voix Juive Différente (Pays Bas)

Judar för Israelisk Fred / Juifs pour la Paix Israélo-palestinienne (Suède)

Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden in Nahost / Voix juive pour une Paix Juste au Proche Orient (Allemagne)

Joder for en retfærdig fred (Danemark)

Voix Juive pour la Démocratie et la Justice en Israël/Palestine (Suisse)

EJJP – Juifs Européens pour une Paix Juste (Réseau Européen)

Jewish Voice for Labour (UK)

Jewish Socialist Group (UK)

UPJB (Belgique)

[ECCP \(EUROPEAN COORDINATION OF COMMITTEES AND ASSOCIATIONS FOR PALESTINE\)](https://www.eccpalestine.org)

<https://www.eccpalestine.org>



58. Netanyahou et les antisémites ensemble dans l'islamophobie !,

Auteur : André Rosevègue

Date : 14 février 2019

Contexte : En juillet 2017, Viktor Orban, le dirigeant hongrois qui faisait l'éloge de l'amiral Horthy, régent de la Hongrie, allié des nazis durant la Seconde Guerre mondiale, fait une visite de deux jours en Israël.

Dans le même temps, à la Maison blanche, Donald Trump, proche des chrétiens évangélistes, déclare en décembre 2017 que les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël et annonce son intention de déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv vers Jérusalem. Elle sera inaugurée le 14 mai 2018, tandis que des snipers tirent sur de manifestants palestiniens de Gaza et tuent plus de 60 personnes.

Le 1^{er} janvier 2019, Nétanyahou se rend à Brasilia pour soutenir publiquement le président Bolsonaro lors de son investiture.

Lien : <https://ujfp.org/netanyahou-et-les-antisemites-ensemble-dans-lislamophobie/>

Notre ami André Rosevègue, responsable aquitain de l'UJFP, nous fait le plaisir de donner cet article aux Nouvelles.

Nous vivons une époque formidable mais qui a d'étranges relents.

Alors qu'Israël et ses soutiens les plus virulents dénoncent l'antisémitisme de ceux qui critiquent cet État et sa politique, Netanyahou s'entend avec les gouvernements les plus réactionnaires comportant parfois des éléments explicitement pro-nazis.

Aujourd'hui, les amis du gouvernement israélien, ce sont les gouvernements de Pologne et de Hongrie, c'est Trump et le nouveau Président du Brésil. On trouve un parti ouvertement pro-nazi en Hongrie. Le gouvernement polonais a fait voter une loi interdisant toute référence à une participation polonaise au génocide des Juifs d'Europe. Le lobby sioniste le plus radical aux États-Unis est celui des évangélistes qui attendent du retour de tous les Juifs en Palestine le retour du messie et l'envoi en Enfer de tous ceux qui ne se convertiront pas à la vraie foi.

Leur point commun : de violentes politiques anti-migrants, et l'Islam en bloc comme LA menace.

Alors, il est peut-être utile de reprendre des définitions basiques.

Un juif, c'est un adepte de la religion juive, qui a d'abord été celle du peuple hébreu.

Un Juif, c'est quelqu'un qui aujourd'hui ressent comme une part au moins de son identité le fait d'avoir une relation personnelle à l'histoire et à la culture juives, quelles que soient ses convictions religieuses ou son athéisme. **L'antisémitisme**, c'est dans le délire classificatoire né dans le dernier tiers du 19^e siècle la définition d'une race sémite imaginaire à combattre en raison de ses tares physiques et morales, une manière de voir les Juifs comme les nomades Arabes, inassimilables au monde blanc européen.

Dans les deux cas en Europe, alors même que les Juifs ont été longtemps exclus du droit de la propriété du sol et confinés dans le servage agricole, les métiers artisanaux souvent misérables, le doigt des antisémites a été pointé sur leur activité financière théoriquement interdite aux Chrétiens (mais – faut-il le répéter ? – il y a plus de Juifs pauvres que de Juifs riches, plus de riches non Juifs que de riches Juifs !)

Le mouvement du **sionisme** politique fondé par Théodore Hertzl, c'est l'idée que la seule solution pour échapper à l'antisémitisme était de créer un État des Juifs. Il s'agit donc de considérer que les Juifs constituent une Nation, que chaque Nation doit avoir son État, adhésion tardive au mouvement des nationalités du 19^e siècle européen. Et Herzl va chercher à négocier avec les différents Empires pour trouver « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». La force symbolique de l'idée du « retour » éclipsera toutes les autres localisations coloniales envisagées (Argentine, Madagascar, Ouganda). **L'antisionisme** sera d'abord une idée juive, largement majoritaire parmi les Juifs d'Europe jusqu'à la deuxième guerre mondiale : en Occident, ils sont de plus en plus intégrés dans des sociétés laïcisées. A l'Est, ils sont plus nombreux encore à participer aux courants anarchistes, communistes, socialistes, ou adhèrent à l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, le Bund, et comptent sur la révolution pour leur émancipation.

Aujourd'hui, l'antisionisme, c'est toujours la critique de cette idéologie de la séparation, c'est la critique de cet État qui, fondé grâce à l'appui de l'impérialisme britannique et développé grâce au soutien indéfectible de l'impérialisme américain, pratique un colonialisme de peuplement, l'épuration ethnique, qui discrimine et justifie ses crimes contre l'humanité¹⁷.

Car si l'antisémitisme n'a pas disparu dans la vieille extrême droite, si les masses arabes et musulmanes victimes de discriminations sont poussées à l'antisémitisme par leurs féodaux et leurs dictateurs, c'est la politique d'Israël qui est aujourd'hui le ferment le plus sûr de ce racisme à combattre avec tous les autres.

Voilà pourquoi, contre l'apartheid israélien, la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) est notre réponse.

17 Comment le sionisme est devenu dominant dans les communautés juives, cela suppose un autre article.

André Rosevègue, Union juive française pour la paix Aquitaine

L'UJFP est une organisation juive laïque, universaliste, s'opposant à l'occupation des territoires palestiniens. Elle milite, notamment dans Je Collectif Palestine, pour la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État, pour la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, pour le démantèlement des colonies en Cisjordanie, pour le retrait des colons israéliens de tous les territoires occupés, Jérusalem-Est compris. Elle est affiliée au réseau des Juifs européens pour une paix juste.



59. Antisémitisme, antisionisme. La confusion entretenue.

Auteur : Pierre Stambul

Date : 7 mars 2019

Contexte : Article paru dans Le Monde libertaire

Lien : <https://ujfp.org/antisemitisme-antisionisme-la-confusion-entreteneue/>

Les origines des Juifs, mythes et réalités.

La Bible n'est pas un livre d'histoire. L'avancée des découvertes archéologiques et des travaux historiques a permis d'aboutir aux connaissances suivantes : les Hébreux ne sont pas arrivés de Mésopotamie. Ils ne sont ni entrés ni sortis d'Égypte. Les épisodes d'Abraham et Moïse sont largement légendaires.

La conquête sanglante de Canaan par Josué, épisode sur lequel se fondent les colons de Cisjordanie pour justifier l'occupation et le nettoyage ethnique actuels, est légendaire. Les Hébreux sont un peuple autochtone, ils ne se sont pas conquis eux-mêmes.

Dans l'Antiquité, plusieurs peuples, plusieurs religions et plusieurs langues ont cohabité dans cette région. L'existence du royaume unifié est plus qu'incertaine. À l'époque présumée de Salomon et David, Jérusalem était un petit village de l'Âge de fer. Les deux premiers royaumes dont l'existence est attestée sont le royaume d'Israël, détruit en 720 av. J.-C. par les Assyriens et le royaume de Juda détruit par les Babyloniens en 586 av. J.-C. avec destruction du Temple et exode des « élites » à Babylone. Beaucoup d'historiens pensent que la Bible hébraïque a été essentiellement écrite pendant les 50 ans d'exil à Babylone.

La région sera plus tard soumise aux Perses, aux Grecs et aux Romains. Dès cette époque, la religion juive se diffuse dans de nombreuses régions.

L'exil des Juifs, après la destruction du deuxième temple de Jérusalem par l'empereur romain Titus en 70 après J.-C. (qui est à la base de la théorie sioniste de l'exil et du retour) n'est attesté par aucun témoignage ou chronique. Au moment de la guerre entre Byzantins et Perses au début du 7^e siècle de notre ère, il y a encore de nombreux Juifs dans la région et ils joueront un rôle décisif.

La religion juive, pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne a été prosélyte. On trouve à cette époque des communautés juives dans tout l'empire romain, mais ce sont essentiellement des convertis.

Après la chute de l'empire romain, il y aura deux grandes vagues de conversion au judaïsme. Celle de plusieurs tribus berbères au Maghreb et celle de l'empire Khazar, empire turco slave entre Mer Caspienne et Mer Noire entre le 8^e et le 10^e siècle de notre ère. On doit donc considérer que les Juifs sont majoritairement descendants de convertis de différentes époques et différentes régions. Et que les descendants des Juifs de l'Antiquité sont essentiellement ceux qui n'ont pas bougé, les Palestiniens. Des peuples juifs vont se former (les peuples yiddish, séfarade, judéo-berbère, judéo-yéménite ...) mais il ne semble pas pertinent de parler d'un peuple juif unique.

De l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial

Dans l'empire romain, plusieurs religions ont été en concurrence : culte d'Isis, culte de Mithra, judaïsme, christianisme (qui est au départ une dissidence du judaïsme), arianisme (qui est une dissidence du christianisme). Quand le christianisme l'emporte au 4^e siècle de notre ère, il s'en prend aux Juifs. Ceux-ci sont accusés d'être le peuple déicide, de commettre des crimes rituels, de vouloir dominer le monde. De nombreux métiers leur sont interdits, et surtout ils n'ont pas droit à posséder la terre. Ils sont enfermés dans des quartiers qui prendront plus tard les noms de juderia ou de ghetto. Dans les royaumes chrétiens, on va souvent leur confier les métiers interdits aux Chrétiens : la banque et l'usure. S'il y a eu quelques moments calmes dans l'histoire des Juifs européens, cette histoire est marquée par de nombreuses expulsions, des spoliations, des massacres (qui prendront plus tard le nom de pogroms) et l'expulsion d'Espagne (1492). L'inquisition pourchassera même les marranes, ces Chrétiens descendants de Juifs convertis (de force), inventant là la notion de « race » juive.

Et dans le monde musulman ? On trouve dans le Coran des passages contradictoires sur les Juifs. Mais ceux-ci ont bénéficié du statut de dhimmi (= protégé) avec d'autres « religions du livre » (chrétiens, zoroastriens). Ils n'ont pas eu la citoyenneté qui n'existait nulle part, ils payaient l'impôt à la différence des Musulmans, mais ils n'ont jamais subi de massacres ou d'expulsions comme en Europe.

L'émancipation des Juifs européens commence en Allemagne, puis en France dès le 18^e siècle. Petit à petit, les Juifs sortent du ghetto. Ils acquièrent en France la citoyenneté. Les Juifs deviennent alors une minorité invisible, obstacle à la construction d'États ethniquement purs sur les ruines des empires déclinants. Vers 1850, plusieurs « théoriciens » (Gobineau, Chamberlain, Marr...) inventent les concepts de races aryenne et sémite. Cette époque voit aussi le développement des

idées eugénistes. Et c'est le début d'un colonialisme triomphant qui répand l'idée, pour se justifier, que des peuples développés apportent la civilisation à des populations arriérées.

Le mot « antisémite » est une invention de l'ennemi (Wilhelm Marr), mais il s'imposera alors qu'il n'y a pas de race sémite et que les Juifs ne sont pas les descendants des Judéens de l'Antiquité.

La plupart des dirigeants européens seront gagnés par cet antisémitisme. Les stéréotypes de l'antijudaïsme chrétien demeurent, mais s'y ajoute le fait que les Juifs comploteraient pour dominer le monde (voir les Protocoles des Sages de Sion, faux fabriqué par la police tsariste).

La situation des Juifs européens à la fin du 19^e siècle.

La majorité des Juifs du monde entier vit à cette époque dans un seul pays : l'empire russe. Cet empire compte 135 millions d'habitants au recensement de 1881 dont 6 millions de Juifs. Dans la « zone de résidence » (Pologne, Ukraine, pays Baltes ...), ils forment 10 % de la population. Les Juifs de cet empire sont massivement des prolétaires, ouvriers, colporteurs, artisans et ils vivent dans la misère.

Pour empêcher la montée des idées révolutionnaires, le régime tsariste va mener une politique antisémite ouverte et organiser des pogroms. Ces persécutions provoqueront une émigration massive vers l'Europe Occidentale et surtout vers l'Amérique (États-Unis, Argentine...). Face aux persécutions et à la misère, de nombreux Juifs abandonnent la religion et se rallient à des mouvements révolutionnaires. On trouvera des Juifs en nombre dans tous les courants (Bolcheviks, Mencheviks, Socialistes Révolutionnaires, Anarchistes ...).

Il y aura même un parti révolutionnaire juif, le Bund, revendiquant l'autonomie culturelle sur place dans le cadre de la révolution. Ces Juifs pensaient que leur émancipation, comme minorité opprimée, passait par l'émancipation de toute l'humanité.

Les Juifs religieux « haredim » (orthodoxes) prônent la soumission aux autorités. Mais ils refuseront très majoritairement le sionisme pour des raisons religieuses. Pour eux, il est interdit de retourner en terre sainte avant l'arrivée du Messie.

En Europe Centrale et Occidentale, la situation sociale des Juifs est meilleure. La grande majorité des Juifs voudraient s'intégrer, mais il y a contre eux toute une série d'interdits sociaux ou professionnels. Pour les antisémites selon les mots d'Hannah Arendt, les Juifs sont des parias asiatiques inassimilables.

Les caractéristiques de l'idéologie sioniste

Il y a eu, dès le 17^e siècle, un sionisme chrétien dans le monde protestant anglo-saxon. Pour ces religieux, le retour des Juifs en terre sainte favoriserait le retour du Christ. Pour ces millénaristes, les Juifs devraient alors se convertir à la vraie foi, sous peine de disparition.

Le sionisme juif apparaît à la fin du 19^e siècle avec la parution du livre *L'État des Juifs* de Theodor Herzl, un bourgeois de l'empire austro-hongrois. Les sionistes considèrent que l'antisémitisme est inéluctable et qu'il est vain de vouloir le combattre. Le sionisme, dès le départ, est une théorie de la séparation qui affirme que Juifs et non Juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ni dans le pays d'origine, ni dans le futur État juif. Du vivant même d'Herzl, sionistes et antisémites

partagent le même but : qu'un maximum de Juifs quitte l'Europe. Cette idée sera violemment combattue, tant par les Juifs laïques que par les religieux.

Les sionistes imitent les nationalismes européens, ceux qui mèneront aux boucheries des deux guerres mondiales, en revendiquant le slogan simpliste et meurtrier « un peuple = un État ». Mais ce nationalisme est très particulier puisqu'il invente le peuple, la langue (les Juifs d'Europe orientale parlaient yiddish, il y avait d'autres langues juives, ladino, judéo-arabe. L'hébreu était réservé à un usage religieux) et la terre.

Le sionisme va s'appuyer sur les dirigeants antisémites de l'Europe et sur les grandes puissances coloniales pour entreprendre une conquête coloniale de la Palestine. Il s'agit là d'un colonialisme particulier qui ne vise pas à asservir le peuple colonisé, mais à le remplacer et à l'expulser. Les premiers colons sionistes vont acheter des terres à des féodaux absents pour expulser les métayers présents.

Le sionisme va entreprendre une gigantesque manipulation de l'histoire, de la mémoire et des identités juives en affirmant qu'après 2 000 ans d'exil, les Juifs font leur retour dans leur patrie. Les premiers dirigeants sionistes étaient agnostiques (comme Herzl) ou athées (comme Ben Gourion). Ils ont utilisé la Bible comme un livre de conquête coloniale. La blague qui se raconte à leur sujet, c'est « Dieu n'existe pas, mais il a donné cette terre au peuple juif ».

Le sionisme a été dès le départ négationniste sur l'existence, les droits et la dignité des Palestiniens. Ce mot était proscrit (on parlait des Arabes) et la Palestine était forcément « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » pour reprendre les mots d'Israël Zangwill.

C'est un dirigeant antisémite, Balfour, un chrétien sioniste, qui va leur donner la Palestine avant même que la Grande Bretagne ne l'ait conquise (1917). Il n'y a pas de contradiction entre le Balfour dénonçant les Juifs polonais venus prôner la révolution à Londres et le sioniste. Pour lui, les Juifs en émigrant devenaient des colons européens en Asie.

La construction d'une société séparée

On croit souvent à tort qu'Israël est une réparation après le génocide nazi.

C'est oublier que l'ensemble des institutions du futur État d'Israël, qui ont expulsé le peuple palestinien de son propre pays, ont été créées des décennies avant le génocide. La Banque Coloniale Juive date de 1898. Le Fonds National Juif, celui qui plante des arbres là où il y avait un village palestinien, date de 1901. Le syndicat Histadrout, fondé en 1920 a pour article n°1 de ses statuts la « défense du travail juif ». Sa première action, dès sa création, fut de lancer une grève sur le thème « boycottez les magasins arabes, achetez juif ». Déjà l'idée de la séparation. La Histadrout a fondé la compagnie de travaux publics Solel Boneh (qui construira plus tard les colonies), la compagnie de navigation Zim, la banque Hapoalim, la compagnie de bus Egged, les caisses de sécurité sociale (qui doivent des millions de shekels aux Palestiniens licenciés), la compagnie des eaux Mekorot (qui vole aujourd'hui l'eau aux Palestiniens) et même la Haganah, ancêtre de Tsahal. Le colonisateur britannique donnera à ces institutions et à l'Agence Juive le droit de quasiment tout gérer : l'éducation, la poste, la santé, les transports.

Les kibboutz, souvent cités comme exemple de socialisme, étaient interdits aux Palestiniens. La colonisation individuelle étant impossible, ils ont été essentiellement un instrument de conquête, y compris militaire. Ils ont été installés aux frontières, en Galilée où vivaient beaucoup de Palestiniens et en bordure du désert du Néguev. Aujourd'hui les cantines des kibboutz ont été privatisées, ils sont cotés en bourse et l'activité principale bien souvent n'est plus l'agriculture mais la fabrication de matériel militaire.

Le mouvement sioniste s'est divisé à partir de 1920. La majorité était plutôt social-démocrate. L'autre courant (qui a pris le nom de révisionniste) a été fondé par Vladimir Jabotinsky. Celui-ci a été, dès le départ, un admirateur du fascisme italien et c'est à Civitavecchia que se trouvait la radio des révisionnistes.

Les Palestiniens se sont révoltés à plusieurs reprises (1920, 1929 et 1936-39) en constatant que la colonisation sioniste avait pour but de les expulser. La Haganah et l'armée britannique les ont réprimés ensemble. La répression de 1936 fera 12 000 morts. Dès les années 1930, il y a un consensus dans les élites sionistes, tous courants confondus, sur le concept de « transfert », c'est-à-dire l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain.

Beaucoup de Juifs sont arrivés en Palestine parce qu'ils ne savaient pas où aller. Il convient de distinguer la population juive de l'idéologie sioniste. En 1944, il y a des élections syndicales dans le « Yichouv », c'est-à-dire dans la population juive de la Palestine mandataire. 45 % se prononcent pour un État binational.

Mais l'idéologie sioniste avait prémédité de longue date l'expulsion des Palestiniens et ce courant pour le « vivre ensemble » disparaîtra aux premiers coups de feu de la guerre de 1948.

En Europe, le sionisme est resté minoritaire chez les Juifs jusqu'au déclenchement de la guerre, comme en témoignent les élections en Pologne et dans les pays Baltes où le Bund était en tête dans les zones à forte population juive. Pour le Bund, le sionisme, c'était le parti de la bourgeoisie.

Le génocide nazi

Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les Juifs du monde entier se mobilisent contre le nazisme. Ils seront nombreux à s'engager pendant la guerre d'Espagne. Pourtant en 1933, les sionistes signent avec les autorités nazies les accords de Haavara (= transfert) qui permettent aux Juifs allemands de partir en Palestine avec leurs biens. Il y a des contreparties : qu'il n'y ait aucun boycott de l'Allemagne et que le Yichouv consomme les produits allemands. Cet accord durera jusqu'en 1939.

Il ne peut y avoir aucun doute sur l'ampleur du génocide nazi. Entre la « Shoah par balles » menée par les Einsatzgruppen et les camps d'extermination, il y a bien eu 6 000 000 de Juifs exterminés. Quand Nétanyahou déclare qu'Hitler ne voulait pas tuer les Juifs et que c'est le grand Mufti de Jérusalem qui lui a soufflé l'idée, c'est une déclaration révisionniste (même si effectivement le mufti a été un collabo).

Il y a eu, dans l'Europe occupée une résistance juive, mais elle a été essentiellement communiste, bundiste et parfois sioniste. Quand les dirigeants israéliens évoquent aujourd'hui la révolte du ghetto de Varsovie, ils omettent volontairement de parler du bundiste Marek Edelman (commandant en second de l'insurrection), resté antisioniste jusqu'à sa mort (2009).

Les dirigeants sionistes du Yichouv, pendant l'extermination, ont continué de privilégier la construction d'un État juif sur toute autre considération. Pire, les révisionnistes qui avaient créé en 1937 un groupe terroriste, l'Irgoun (dirigé par Menahem Begin), ont déclaré la guerre à la Grande-Bretagne en 1939 quand celle-ci a fait cesser l'immigration juive en Palestine. Issu de l'Irgoun, le groupe Stern a continué d'assassiner des soldats britanniques jusqu'en 1944 et a même fait des offres de collaboration aux Nazis. Ce qui n'a pas empêché son dirigeant, Yitzhak Shamir, d'être Premier ministre d'Israël dans les années 1980-90. Pourquoi ne dit-on jamais qu'Israël a eu un Premier ministre collabo ?

Après la chute du nazisme, l'Europe va se débarrasser de sa responsabilité majeure dans l'antisémitisme et le génocide sur le dos des Palestiniens. Pour les rescapés, les puissances victorieuses n'ont offert qu'une seule destination possible : la Palestine mandataire. Ces rescapés vont jouer, souvent malgré eux, un rôle majeur dans la création de l'État d'Israël. Ils seront néanmoins fort mal accueillis. Les sionistes opposaient leur prétendue résignation face à la chambre à gaz au courage du soldat israélien combattant les Arabes.

La Nakba et le consensus mondial pour la création d'Israël

En 1988, l'ouverture des archives israéliennes a permis de confirmer ce que les Palestiniens avaient toujours dit : le nettoyage ethnique (Nakba = catastrophe) était prémédité et il a été accompagné de nombreux crimes de guerre, celui de Deir Yassin étant loin d'être un cas unique. Environ 800 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux. Les troupes sionistes connaissaient parfaitement les villages palestiniens. L'aviation et les exécutions sommaires ont joué un grand rôle. Le plan Daleth (la lettre D en hébreu) prévoyait une expulsion totale. Ceux qui ont pu rester sont quelque part des miraculés. La propagande sioniste affirme régulièrement que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » et que leur « armée est la plus morale du monde », ce qui est une forme de négationnisme absolu. Elle agite régulièrement la menace que les Juifs soient jetés à la mer. En 1948, les Palestiniens ont été jetés à la mer par dizaines de milliers à Jaffa, Haïfa, Ashkelon, Saint-Jean d'Acre...

La communauté internationale a une responsabilité énorme. Les deux nouvelles super puissances, les États-Unis et l'URSS, ont permis le vote du plan de partage de novembre 1947 à l'ONU (avec même « achat » de quelques votes).

Ce plan donnait 54 % du territoire au futur État juif alors que ceux-ci ne formaient qu'un tiers de la population. Aussitôt, la guerre éclate. L'embargo sur les armes fonctionne mais pas pour Israël qui recevra des armes, notamment venues des pays « communistes ». Dans le futur État juif, il y avait 400 000 Palestiniens. La quasi-totalité d'entre eux seront expulsés avant l'entrée en guerre des pays arabes voisins.

Dans cette deuxième phase de la guerre qui commence le 15 mai 1948, le déséquilibre des forces est clair, d'autant que chaque pays arabe se bat pour ses propres intérêts. Quand il y a l'armistice, les sionistes ont conquis 78 % de la Palestine, mais il n'y aura pas d'État palestinien, la Jordanie et l'Égypte annexant ce qui n'a pas été conquis.

L'ONU vote fin 1948 la résolution 194 exigeant le retour des réfugiés palestiniens. Que fait Israël ? Le nouvel État interdit ce retour. Il entreprend la destruction systématique des villages

palestiniens, s'empare des terres et efface les noms arabes des lieux. Israël est pourtant admis à l'ONU avec la mention « qu'il respecte le droit international ».

Les destructions de villages et les expulsions se poursuivront pendant des années. Les « Arabes » qui ont échappé à l'expulsion vivront sous couvre-feu jusqu'en 1966.

Les sionistes s'insurgent régulièrement en disant que la « légitimité » d'Israël est indiscutable. La Nakba n'est pas et ne sera jamais légitime.

L'antisémitisme après la deuxième guerre mondiale

La défaite du troisième Reich n'a pas signifié celle des idées brunes. L'antisémitisme n'a pas disparu. Il réapparaît vite dans les pays de l'Est où, à chaque purge dans les années 1950, ce sont les dirigeants juifs qui sont éliminés en premier, accusés de « cosmopolitisme » ou de « sionisme ». Dès lors, les Juifs d'Europe orientale, qui avaient cru au communisme, aspireront à partir et ils le feront dès que ce sera possible. Ce sera massif à la chute de l'URSS.

En France, les nostalgiques du régime de Vichy relèveront vite la tête et des journaux ouvertement antisémites représenteront cette extrême droite : Rivarol, Minute. Le mouvement poujadiste aura aussi des relents antisémites. Mais curieusement, va aussi apparaître un antisémitisme « de gauche », voire « d'extrême gauche ». C'est Paul Rassinier, ancien déporté à Buchenwald, député SFIO puis prétendument libertaire (avant d'être démasqué), qui lancera ce courant en mettant en doute l'existence de la solution finale. Ce révisionnisme sera alimenté plus tard par une librairie du quartier latin, anciennement d'extrême gauche : la Vieille Taupe.

La propagande sioniste affirme aujourd'hui que les violences contre les Juifs en France viennent des « quartiers » (« perdus de la république » pour reprendre les termes utilisés) et des Musulmans. Avant l'importation d'un terrorisme lié à Al Qaida ou à l'État islamique, les manifestations antisémites en France ont essentiellement été liées à l'extrême droite (cimetièrre de Carpentras, déclarations de Le Pen sur le point de détail de l'histoire ...). Aujourd'hui, Soral et Dieudonné font un très sale boulot en reprenant le thème « juif = sioniste ».

Il y a urgence à démonter cet essentialisme meurtrier qui alimente toutes les formes de racisme et de complotisme.

En Israël, les vainqueurs de la guerre de 1948 se retrouvent dans un pays sous-peuplé et sans prolétariat. Tout va être utilisé pour vider le monde arabo-musulman de ses Juifs mizrahim (orientaux) ou séfarades (descendants des Juifs chassés d'Espagne). Il n'y avait pas de tradition de violences antijuives dans ces pays. Des bombes font sauter plusieurs synagogues à Bagdad vers 1950 et la grande majorité des Juifs irakiens partent en Israël. En 2003, un ancien agent du Mossad (Ben Porat) confirme ce que les historiens savaient : l'origine israélienne de ces attentats. Au Yémen, les Juifs étaient des Arabes judaïsés il y a plus de 2 000 ans. Selon leurs croyances, le Messie viendrait les chercher sur ses ailes. Les sionistes sont venus en avion et la communauté a disparu. Au Maroc où 5 % de la population était juive, le sultan s'était opposé à ce que les Juifs portent l'étoile jaune malgré les ordres du régime de Vichy. Une campagne intensive de propagande de l'Agence Juive va vider le Maroc de ses Juifs. Dans plusieurs villes ou villages, il y a aura des manifestations pour qu'ils ne partent pas. En Égypte, en Syrie ou au Liban, les guerres menées par Israël n'ont laissé aucune chance pour que les communautés juives restent. Ces Juifs orientaux

connaîtront vite un autre aspect du sionisme : le racisme et les discriminations à l'intérieur de la société juive israélienne. Et l'obligation de se débarrasser de leur « arabité ». La situation sera encore pire pour Juifs éthiopiens qui sont noirs.

Il faut donc comprendre que le projet principal du sionisme n'est pas de protéger les Juifs contre l'antisémitisme. Il est de les faire partir en Israël. En ce sens, antisémites et sionistes partagent le même projet de séparation. Chaque acte d'antisémitisme, n'importe où sur la planète, a provoqué une nouvelle vague d'émigration. L'antisémitisme n'est pas seulement criminel, comme toutes les autres formes de racisme : les antisémites qui se disent pro-palestiniens commettent des actes qui favorisent la colonisation sioniste. Ça a été le cas quand Ahmadinejad a organisé une « conférence sur l'holocauste » à Téhéran avec le ban et l'arrière ban de tous les négationnistes.

Aujourd'hui, les dirigeants israéliens n'ont plus aucun complexe à s'afficher avec tout ce que le monde compte de racistes et de fascistes : Trump et ses Chrétiens sionistes, Bolsonaro, Salvini, Orban qui réhabilite le régime du Maréchal Horthy, responsable de l'extermination des Juifs hongrois, les dirigeants polonais qui interdisent par la loi qu'on rappelle la complicité de certains Polonais pendant le génocide, le parti néo-nazi autrichien qui compte six ministres, les partis baltes qui organisent régulièrement des défilés d'anciens des Waffen SS ... Cette extrême droite reprend la tradition historique des années 1900 où les dirigeants européens antisémites approuvaient ces sionistes qui allaient les débarrasser de leurs Juifs et conquérir le Proche-Orient.

C'est avec ces gens-là que Macron et d'autres dirigeants occidentaux confondent sciemment antisionisme et antisémitisme.

De « l'État juif » à l'apartheid décomplexé.

Les sionistes disent qu'Israël est un État juif et démocratique. Et que c'est la seule démocratie du Proche-Orient.

Juif et démocratique, c'est un oxymore. Dans un État juif, la terre est juive. Les Juifs en possédaient 8 % à la veille de la guerre de 1948, ils en auront 92 % après et 97 % aujourd'hui (dans les frontières d'avant 1967). Sur la carte d'identité, pour les non Juifs, est apposée la mention « musulman », « chrétien », « druze », « bédouin » mais surtout pas palestinien. L'ancienne dirigeante Golda Meir avait expliqué que les Palestiniens, ça n'existe pas.

C'est la définition religieuse qui sera adoptée pour savoir qui est juif/ve. On est juif parce qu'on a une ascendance juive du côté de la mère, ou parce qu'on s'est converti. Une application très souple permettra à des centaines de milliers de soviétiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec le judaïsme de partir et parfois de devenir colons.

Les non Juifs qu'il serait plus exact d'appeler les Palestiniens de 1948 subissent le plus légalement du monde toute une série de discriminations à l'emploi (la plupart des métiers de l'énergie, de la sécurité, des transports et en général de la fonction publique leur sont interdits) et au logement. Alors que le taux de pauvreté est de l'ordre de 10-15 % chez les Juifs israéliens, il dépasse largement les 50 % chez les Palestiniens d'Israël.

Ceux-ci ont subi le massacre de Kafr Qassem (49 paysans tués en 1956 parce que l'heure du couvre-feu avait changé sans que cela leur soit dit). En 1976, une révolte générale a éclaté contre le vol des terres en Galilée. Cet événement est commémoré par la journée de la terre.

Quant à la « seule démocratie du Proche-Orient », on se retrouve depuis 1967 dans la situation suivante. Entre Méditerranée et Jourdain, il y a 50 % de Juifs israéliens et 50 % de Palestiniens. Ce qui permet la domination absolue des premiers sur les seconds, c'est la fragmentation voulue de la Palestine : Cisjordanie, elle-même balkanisée en trois zones aux statuts différents et mangée par la colonisation, Jérusalem-Est où les Palestiniens ont un sous-statut de « résident » qu'on essaie de leur enlever, Gaza, véritable cage où deux millions de personnes sont retirées du monde. Il faudrait ajouter à tout cela les prisonniers (40 % de la population masculine a connu la prison depuis 1967) et les réfugiés. S'il y avait démocratie avec droit de vote pour tou.te.s, ce système de colonisation et d'apartheid serait impossible.

Quand on critique radicalement l'idéologie sioniste, on entend souvent l'objection suivante : le sionisme a créé l'État d'Israël. Maintenant qu'il existe, c'est de l'histoire ancienne. Erreur absolue. On ne comprend pas le rouleau compresseur colonial actuel, le racisme débridé, le développement des idées suprématistes et le rapprochement avec l'extrême droite si on ne comprend pas que le projet sioniste est plus que jamais à l'œuvre.

Les deux grands courants du sionisme se sont partagé le travail depuis 1948. Les travaillistes étaient aux commandes lors de la Nakba, de l'arrivée des Juifs orientaux ou de l'expédition impérialiste de 1956. Le travail des historiens a modifié ce qu'on sait sur la guerre de 1967. Israël n'était pas menacé d'anéantissement. Le projet israélien de conquête de toute la Palestine historique existait depuis des années, Ben Gourion avait dit dès 1948 qu'il « faudrait finir le travail ». Sitôt cette conquête réalisée, c'est un ministre travailliste, Yigal Allon qui a conçu les plans de colonisation et annexé Jérusalem Est. Comme les travaillistes ne disposaient pas de militants prêts à partir coloniser la Cisjordanie, ils se sont adressés au seul courant religieux sioniste (minoritaire chez les religieux à l'époque), les disciples du rabbin Kook. Le ralliement des religieux à la colonisation a été un point de départ de la fascisation du pays, en tout cas du fait que les droits et même la vie des nouveaux dominés n'avaient aucune importance. Puisque Dieu a donné cette terre au peuple juif, puisqu'on refait ce qui est décrit dans le livre de Josué, pourquoi se gêner ?

Les descendants idéologiques de Jabotinsky (Begin puis Shamir) qui arrivent au pouvoir en 1977 sont déjà idéologiquement majoritaires. Ils ont l'appui des religieux et des Juifs orientaux qui pensent se venger ainsi des discriminations qu'ils subissent. Au moment de Sabra et Chatila (1982), les milliers de manifestants qui ont protesté en Israël ont donné le mince espoir qu'Israël devienne un État normal, acceptant de vivre avec ses voisins. La société israélienne hésitera. Répression féroce de la première Intifada puis signature des accords d'Oslo. Certains ont voulu croire à cette époque qu'il existait un sionisme à visage humain incarné par Rabin. Quand on examine de près les accords d'Oslo, la seule chose réelle qui ait été signée, c'est l'obligation pour l'occupé d'assurer la « coopération sécuritaire » au profit de l'occupant. Dans les 26 mois qui séparent Oslo de l'assassinat de Rabin, celui-ci installe 60 000 nouveaux colons. De quelle paix s'agissait-il ?

25 ans se sont écoulés. Plus personne ne peut ignorer l'apartheid. Pour ceux qui doutent de ce mot, je conseille une visite à Hébron, où tous les jours, quelques centaines de colons fous de Dieu caillaient les enfants palestiniens qui vont à l'école et déversent leurs ordures dans la rue

palestinienne sous la protection de 2 000 soldats. Le projet initial du sionisme, transformer les Palestiniens, comme cela s'est fait pour les Amérindiens ou les Aborigènes, en population enfermée dans sa réserve, rendue incapable de réclamer ses droits, est à l'œuvre.

L'instrumentalisation de l'antisémitisme ou comment faire accepter l'ethnocide en cours.

On est donc aujourd'hui dans une situation absurde, où un État raciste veut faire taire les critiques au nom de l'anti-racisme. Le sionisme a installé au Proche-Orient un morceau d'Occident qui concentre, même s'il n'en a pas le monopole, le racisme, l'apartheid, le militarisme, le suprématisme et les technologies de pointe de répression. Comment empêcher que cela ne soulève partout dans le monde une vague de protestation, à l'image de celle qui a fini par se déclencher comme les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud ?

Ils ont trouvé sans peine. Comme le dit sans honte Macron, « l'antisionisme est l'une des formes modernes de l'antisémitisme ».

C'est le dirigeant du CRIF, ancien membre du Bétar (une milice violente d'extrême droite), qui lui a soufflé cette idée lumineuse.

Il faut dire qu'une telle affirmation est une obscénité. La mémoire des révolutionnaires juifs, des résistants, du ghetto de Varsovie, d'Abraham Serfaty et de bien d'autres est confisquée par des racistes d'extrême droite qui poussent jusqu'à la caricature la ressemblance idéologique avec les bourreaux d'hier.

L'Europe se débarrasse de sa responsabilité dans l'antisémitisme et le génocide nazi en adoubant des suprématistes.

Bien sûr, l'antisémitisme demeure. En France, il a tué. Merah, l'hypermarché casher ... Il n'est pas la seule forme de racisme meurtrier. Les Arabes, les Roms, les Noirs subissent régulièrement discriminations, humiliations, assassinats et violences policières. Les médias s'en préoccupent moins.

Finkielkraut peut reprendre les pires stéréotypes antisémites contre les Noirs et les habitants des quartiers (« ils n'aiment pas la France »), les médias ne parleront que d'antisémitisme quand il est insulté. De lui, on dira juste qu'il est « controversé ».

Pour l'antisémitisme, s'est ajoutée à la traditionnelle détestation du Juif par l'extrême droite, la confusion systématique et voulue entre juif et sioniste.

Les antisémites qui s'en prennent aux Juifs en prétendant défendre la Palestine ne sont pas seulement « immoraux », ils rendent le plus grand service à ce qu'ils prétendent combattre.

Plus que jamais, combattre le sionisme qui est une idéologie criminelle contre les Palestiniens et suicidaire pour les Juifs, est une nécessité. Être antisémite a été, est et sera toujours un crime.

Pierre Stambul. Publié initialement dans *Le Monde libertaire*.



60.

Critique de la tribune de Denis Charbit : « Quand antisionisme et antisémitisme se recourent »

Auteur : Sonia Fayman

Date : 15 mai 2019

Contexte : Denis Charbit, est chercheur à l'Open University of Israel, Raanana. Dans une tribune parue le 24 mars 2019 dans Libération, il déclare : « N'examiner Israël qu'à travers les catégories d'apartheid ou d'impérialisme, comme le font les antisionistes forcenés, c'est le tenir pour le pire des États et ses habitants comme des complices »

Lien : <https://ujfp.org/critique-de-la-tribune-de-denis-charbit-quand-antisionisme-et-antisemitisme-se-recourent/>

Sonia Fayman critique ici [la tribune de Denis Charbit : « Quand antisionisme et antisémitisme se recourent »](https://ujfp.org/critique-de-la-tribune-de-denis-charbit-quand-antisionisme-et-antisemitisme-se-recourent/) parue sur le site du journal Libération le 24 mars 2019.

Qu'il y ait plusieurs références historiques en matière d'antisionisme n'enlève rien à la pertinence de l'antisionisme anticolonialiste actuel ; il est fondé sur la nature même du sionisme qui est une forme de colonialisme, même si des milliers de gens en ont été enthousiasmés dans une démarche nationaliste et dans la recherche d'une réponse à l'oppression. Si cette caractéristique colonialiste n'est pas apparue à tout le monde en son temps, et toujours pas aujourd'hui, une analyse socio-historique permet d'établir la nature colonialiste du sionisme : conquête d'une terre habitée par un peuple originaire, soumission de ce peuple, destruction de son habitat, privation de ses droits au profit de colons arrivant par vagues, voire autoritairement « importés » de certains pays et instauration d'un système de division ethnique.

D. Charbit et beaucoup d'autres, mettent en avant qu'Israël a « offert un refuge, une patrie, aux juifs marginalisés, discriminés ou persécutés dans leur pays natal... » C'est vrai, mais pourquoi à cet endroit-là, de quel droit ?

Deux éléments interviennent :

(i) ce n'est qu'en invoquant le mythe biblique que les Juifs se sont arrogé un droit sur cette terre qui n'était pas « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » ;

(ii) le mouvement sioniste de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème a eu l'appui des puissances occidentales impérialistes qui ont vu l'intérêt de consolider leur position au Moyen

Orient par un « foyer juif » (Balfour) puis un État juif – avec l’avantage secondaire de ne pas avoir à accueillir chez elles les Juifs discriminés ou persécutés dans leurs pays ou survivants de l’horreur du génocide nazi (cf le refus d’accostage d’Exodus et autres bateaux).

L’erreur centrale de D. Charbit et des « sionistes anticolonialistes » (oxymore) réside dans la seule critique de la colonisation de la Cisjordanie, de Gaza, et du Golan mais pas du reste de la Palestine. Où est la logique ? Elle ne repose que sur le fait de s’arroger un droit sur la Palestine. Mais quelle différence entre la zone occupée par Israël à l’ouest de la ligne verte et celle qui est à l’est ? La logique est celle de la concession qui aurait été faite après la conquête, sur 22 % de la Palestine historique pour y créer un État – solution que les développements historiques de la politique israélienne ont définitivement rendue caduque.

D. Charbit distingue les idéologies des États : très bien, mais on ne condamne pas l’Allemagne, on condamne le nazisme, parce que ce n’est pas le nazisme qui lui a donné naissance, parce que l’Allemagne a existé et existe toujours en dehors du nazisme. Par contraste, le sionisme a donné naissance à Israël : cet État est une création du sionisme et il est revendiqué comme tel ; il est fondé sur le projet de conquête juive de la terre habitée par les Palestiniens¹⁸. Pour autant, il ne s’agit pas de haine de l’État d’Israël (laissons les haines aux Israéliens qui la manifestent en toute brutalité vis-à-vis des Palestiniens), mais d’une critique politique du projet qui a donné forme à cet État et qui dicte sa politique.

Les derniers paragraphes de l’article évoquent l’agression antisémite contre Finkelkraut pour l’amalgamer au discours de l’antisémitisme : facile, et c’est ce que font tous les tenants de la politique israélienne pour tenter de déstabiliser l’antisémitisme militant. Or, il ne faut justement pas confondre ceux qui utilisent le terme de sionisme comme cache-sexe de leur antisémitisme et ceux qui militent pour l’égalité de tous les citoyens de la Palestine historique dans un État désionisé, c’est-à-dire un État qui ne fasse plus de l’alya un droit et où tous les citoyens qui y résident aient exactement les mêmes droits.

Sonia Fayman, 18 avril 2019



¹⁸ Les Palestiniens sont probablement les descendants authentiques des Hébreux, davantage que les Juifs actuels selon la thèse de Schlomo Sand.

61.

Lettre de l'UJFP aux députés : Observations de l'Union Juive française pour la Paix concernant la proposition de résolution n° 1952 « visant à lutter contre l'antisémitisme »

Auteur : Commission Antiracisme de l'UJFP

Date : 18 juin 2019

Contexte : Des organisations tentent de dissuader les parlementaires de voter la résolution proposée par Sylvain Maillard voulant introduire, pour lutter contre l'antisémitisme en France, la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), comprenant parmi les exemples de comportement antisémite la critique de la politique israélienne.

Lien : <https://ujfp.org/lettre-de-lujfp-aux-deputes-observations-de-lunion-juive-francaise-pour-la-paix-concernant-la-proposition-de-resolution-n-1952-visant-a-lutter-contre-lantisemitisme/>

Lettre envoyée le 14 juin 2019 aux députés.

Madame, Monsieur,

Nous vous écrivons au nom de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP). L'UJFP est une association juive qui combat la politique coloniale et d'apartheid commise par l'État d'Israël au nom des Juifs du monde entier et qui est mobilisée contre toutes les formes de racisme sans chercher à les hiérarchiser.

Vous avez certainement reçu [la proposition de résolution n° 1952 « visant à lutter contre l'antisémitisme »](#), et vous avez également reçu (ou allez recevoir) les interpellations inquiètes, que nous approuvons totalement, de nos amis de l'Association France Palestine Solidarité et de la Plateforme des ONG pour la Palestine.

Loin de nous l'idée de minimiser la gravité de la persistance de l'antisémitisme en France aujourd'hui. Mais la « proposition de résolution » qui prétend combattre l'antisémitisme, ne cherche en réalité qu'à protéger la politique coloniale et d'apartheid du régime israélien de toute critique, en

assimilant tous les Juifs à cette politique et à ce régime, ce qui ne peut que favoriser l'antisémitisme.

En effet :

1. Nous pouvons déjà observer que malgré le souhait de ses instigateurs il ne s'agit pas d'un projet de loi, qui serait contraignant, mais d'une « proposition de résolution », qui constitue une simple recommandation. Et pour cause : un projet de loi restreint à la seule lutte contre l'antisémitisme serait certainement retoqué par le Conseil constitutionnel, parce qu'il serait discriminatoire. Il supposerait que l'antisémitisme est un racisme supérieur aux autres racismes, méritant un traitement spécial, et il serait alors pertinent de se demander pourquoi ne pas promouvoir un projet de loi distinct contre chaque forme de racisme. Les racismes anti-arabe, anti-roms, l'islamophobie, la négrophobie, etc, sévissent non moins fortement que l'antisémitisme, et sont même parfois encouragés (sans le dire) par des mesures ou des répressions étatiques.

2. Le texte commence par pointer que les actes antisémites auraient augmenté de 74% en 2018, comme pour signifier que le racisme en France aujourd'hui se caractérise essentiellement par une montée spectaculaire de l'antisémitisme, alors que la réalité est plus complexe. Plus bas il est souligné que porter une kippa revient à s'exposer à des injures ou agressions physiques, ce à quoi nous avons envie de répondre qu'il serait naturel de faire le même constat s'agissant des femmes voilées musulmanes ou supposées telles, qui sont confrontées à une ségrégation encouragée par de nombreux-ses « élu-e-s de la République ».

3. La suite du texte explique que l'antisémitisme d'aujourd'hui a changé, qu'il s'abrite derrière le masque de l'antisionisme. Il s'agit là d'une confusion grave, déjà commise par le Président Macron et les supporteurs d'Israël. S'il est vrai que des gens infréquentables ont toujours cherché à infiltrer toutes les causes, il ne faut pas confondre l'antisémitisme, qui est un délit, et l'antisionisme, qui est une position politique, née d'ailleurs parmi les Juifs.

4. Le texte continue ensuite par des contorsions destinées à expliquer qu'il est permis de critiquer la politique israélienne, mais pas « l'existence d'un État juif », ce qui revient à nier la caractérisation d'apartheid qui qualifie la politique de cet État, qui a lui-même officialisé cette politique en promulguant le 19 juillet 2018 une loi État-Nation du peuple juif excluant ouvertement le peuple autochtone palestinien ; et à faire croire que le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), dont la seule finalité est qu'Israël se conforme au droit international, aurait pour objectif la destruction de l'État d'Israël.

Plus de 30 associations juives (plus de 40 associations depuis la parution de cet article sur notre site) dont l'UJFP, ont [condamné](#) l'utilisation de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA sur laquelle s'appuie la proposition de résolution et ont déclaré que le mouvement BDS relève de la liberté d'expression.

La prétendue volonté de combattre l'antisémitisme que déclare la proposition de résolution est purement hypocrite : l'État d'Israël n'a en effet que faire de la lutte contre l'antisémitisme quand cela lui est utile de s'allier avec des antisémites – par exemple Orbán en Hongrie et divers autres mouvements nationalistes et racistes dans d'autres pays.

Nous vous transmettons en [annexe](#) des analyses complémentaires.

Pour toutes ces raisons, nous vous appelons à refuser la proposition de résolution quand elle sera présentée ou à retirer votre signature en tant que soutien de la résolution si vous l'aviez engagée.

Nous serions ravis de pouvoir en discuter de vive voix avec vous, si vous voulez bien nous recevoir.

Soyez assuré-e de nos sincères salutations,

La Commission Israël-Palestine, pour la Coordination nationale de l'UJFP



62.

Non au détournement de la lutte contre l'antisémitisme.

Auteur : Coordination nationale de l'UJFP

Date : 17 juin 2020

Contexte : Au cours d'une manifestation du Comité Adama, le 13 juin 2020, place de la République, des propos antisémites ont été tenus et filmés. Des réactions multiples ont lieu, jusqu'au gouvernement, qui s'en prennent au mouvement antiraciste.

Lien : <https://ujfp.org/non-au-detournement-de-la-lutte-contre-lantisemitisme/>

Samedi 13 juin 2020, la place de la République déborde des dizaines de milliers de manifestants qui ont répondu à l'appel du collectif Justice pour Adama pour marcher pour la justice et la vérité, contre les violences policières et le racisme structurel.

Premier acte : la marche, d'abord autorisée par le préfet de police Lallement, se révèle être un piège. Vers 14h, la préfecture fait volte-face, interdit le rassemblement et nasse toute la place.

Une nasse qui durera des heures et qui, une seconde fois après le précédent rassemblement au tribunal de Paris, fait de la France le seul pays interdisant les manifestations actuelles contre les violences policières.

Second acte : une vidéo relayée par des officines conservatrices, puis repris par la presse, montre des insultes antisémites proférées par une ou deux personnes. La préfecture de police réagit et annonce qu'elle dépose une plainte.

Le premier ministre Castaner emboîte le pas, condamne l'antisémitisme des manifestants. Puis Emmanuel Macron. Une polémique naît ainsi, artificiellement, et la presse de présenter la nouvelle actualité : la #GénérationAdama serait-elle antisémite ? Enfin, le président du CRIF, à l'unisson avec la classe dirigeante, fustige les « prétendus » manifestants, sans même un mot sur le contexte politique marqué par le meurtre policier de Georges Floyd et la mobilisation pour faire reconnaître celui d'Adama Traoré, tué en août 2016.

Il serait hasardeux d'affirmer s'il s'agit là de l'œuvre de provocateurs informés ou bien de tristes badauds. Dans un cas comme dans l'autre, Assa Traoré a eu raison de rappeler au micro que l'antisémitisme n'avait pas sa place dans le combat pour la justice et la dignité. Que l'antisémitisme, structurellement présent dans la société française, soit présent dans notre camp social est une chose que nous devons prendre avec sérieux pour le combattre efficacement.

L'instrumentalisation de cet antisémitisme par la classe politique dirigeante, à un moment où elle est mise en difficulté par la vague mondiale de politisation autour des questions du racisme structurel et des violences policières, en est une autre qu'il s'agit de dénoncer avec force.

En effet, il n'a jamais été question, pour la classe politique, de prendre réellement en charge la défense des Juifs. Autrement, il existerait une politique forte appuyée sur les rapports de la CNCDH et une vigilance sans faille contre la pensée nationaliste et l'extrême droite, foyers principaux de l'antisémitisme en France. Autrement, il existerait une politique forte de lutte contre les inégalités raciales, tant il est vrai que la défense des Juifs ne peut être effective qu'inscrite dans un mouvement plus large de défense des groupes minoritaires.

Et pour cause, la séparation de la société et sa hiérarchisation en groupe sociaux et raciaux produit les conditions du développement de clivages et de tensions intercommunautaires. Jouer de ces rapports sociaux comme un levier pour relégitimer un ordre contesté de l'intérieur est une politique dangereuse.

Elle fait preuve de barbarie envers les uns, collectivement stigmatisés comme antisémites, et expose les autres au ressenti et à la conflictualité, les arrachant à leur environnement social pour les projeter collectivement et temporairement du côté du pouvoir. La première conséquence de cette politique dangereuse est sûrement le boulevard ouvert à la reproduction des représentations antisémites dans les classes populaires blanches et non-blanches, avec l'aide active de l'extrême-droite antisémite (Soral, Dieudonné, Action française, Civitas, Génération identitaire etc.). Ainsi, détourner la lutte contre l'antisémitisme pour protéger le pouvoir, c'est contribuer à détourner la colère populaire vers les Juifs.

Cette politique résonne loin dans l'histoire coloniale de la France. C'est celle du décret Crémieux et du code de l'indigénat. C'est celle de l'émancipation et de l'anti-dreyfusisme. Aujourd'hui, c'est celle d'un État français qui a été poussé à reconnaître sa responsabilité dans la déportation des Juifs de France vers les camps de la mort et qui trouve là l'opportunité de soulager sa mauvaise conscience à peu de frais, et en même temps de prendre la posture de l'État-nation arbitrant les

groupes sociaux. Elle agit comme un puissant anti-corps, masquant la responsabilité de l'État dans les clivages entre groupes sociaux et communautés ainsi que les inégalités qu'il institue.

La classe politique feint de défendre les Juifs pour se défendre elle-même avant tout, quand il ne s'agit pas, dans d'autres contextes, de faire taire la contestation de la politique coloniale israélienne. Elle se prétend « amie » des Juifs, mais ne s'émeut point devant les hommages rendus à Céline ou à Maurras, ou encore lorsque sont mis à jour les obscénités antisémites d'un chroniqueur français à la mode. Depuis les années 2000, la politisation de la lutte contre l'antisémitisme par la classe dirigeante cible avant tout les organisations et militants de l'antiracisme politique et décolonial.

Les campagnes calomnieuses accusant Houria Bouteldja et le parti des indigènes de la République (PIR) d'antisémitisme, ou encore les nombreux procès pour appel à la haine raciale contre nos camarades de la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanction (BDS), en témoignent violemment. À ce sujet, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a rendu le 11 juin son arrêt, condamnant la justice française pour avoir violé la liberté d'expressions des militants de la campagne BDS en les poursuivant pour antisémitisme.¹⁹ De même pendant les grandes manifestations de soutien à Gaza en 2014, un piège tendu par la LDJ et ses provocations pour attirer une infime partie de la manifestation vers la synagogue de la Roquette avait permis au pouvoir de délégitimer la solidarité avec la Palestine. En février 2019, le gouvernement avait également riposté au mouvement des gilets jaunes en prétendant lutter contre l'antisémitisme²⁰. Elle vise aujourd'hui le collectif Justice pour Adama, les manifestants contre les violences policières et plus largement le vaste mouvement de politisation autour des questions de racisme structurel et de violences policières qui touche la France aujourd'hui.

L'UJFP réaffirme :

- L'État français, fondé sur un ordre colonial, n'a jamais produit de véritable politique de lutte contre l'antisémitisme. Son philo-sémitisme conditionnel et de façade ne joue pas en faveur de la protection physique et moral des Juifs, mais ne lui sert qu'à entretenir une légitimité à peu de frais et à stigmatiser ses opposants.
- Le CRIF ne peut prétendre représenter collectivement les Juifs de France. Il n'en représente qu'une fraction embourgeoisée, droitisée et acquise à la défense d'un ordre social raciste et inégalitaire.

19 <http://www.rfi.fr/fr/france/20200612-cedh-condamne-france-violation-liberte-expression-militants-pro-palestine>

20 https://www.liberation.fr/debats/2019/02/26/simon-juif-antisioniste-et-gilet-jaune_1711777

- Lutter dans la perspective d'en finir avec l'antisémitisme implique de poser la question de l'État et du pouvoir. En cela, la lutte contre l'antisémitisme est indissociable de la lutte contre le racisme d'État, contre l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie. L'UJFP apporte tout son soutien au collectif Justice pour Adama, au collectif Urgence notre police assassine, aux collectifs Justice pour Angelo, Lumière pour Sabri, Justice pour Babacar, Justice pour Lamine, Justice pour Wissam et à toutes les familles de victimes de crimes policiers et du racisme d'État. Notre mémoire et nos combats nous projettent à leurs côtés.

*La Commission Communication externe de l'Union juive française pour la paix,
le 17 juin 2020.*



63.

Réduire le Sud au silence pour protéger Israël. Le jeu dangereux du gouvernement allemand avec Achille Mbembe.

Auteur : Maxime Benatouil

Date : 24 avril 2020

Contexte : Lorenz Deutsch, porte-parole de la politique culturelle du groupe parlementaire FDP (Parti libéral-démocrate) au parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, demande d'interdire à Achille Mbembe de prononcer un discours lors de la Ruhrtriennale. Le grand intellectuel camerounais est accusé d'antisémitisme pour avoir dressé un parallèle entre l'apartheid en Afrique du Sud et la situation des Palestiniens. Les journaux dominants (*Die Zeit*, *le Frankfurter Allgemeine*, *le Süddeutsche Zeitung*) se joignent à la campagne. Dans cette presse allemande, sont également stigmatisées les positions d'Achille Mbembe en faveur la campagne BDS. Une campagne que l'Allemagne est le seul pays européen à bannir, les élus du Parlement ayant considéré que l'appel au boycott d'Israël relevait de l'antisémitisme.

Lien : <https://ujfp.org/reduire-le-sud-au-silence-pour-protéger-israel-le-jeu-dangereux-du-gouvernement-allemand-avec-achille-mbembe/>

Le philosophe politique, théoricien du post-colonialisme et historien camerounais de renommée internationale Achille Mbembe n'interviendra pas à la Ruhrtriennale – événement majeur de la scène culturelle allemande estivale –, et la raison n'est pas à chercher du côté de la crise sanitaire. Le voici accusé d'antisémitisme, de relativiser la Shoah (et donc in fine de négationnisme) et de nier le droit à l'existence d'Israël par le Référént de la lutte contre l'antisémitisme auprès du gouvernement fédéral²¹.

Son crime ?

21 <https://www.mena-watch.com/achille-mbembe-kein-antisemitismus-nirgends/>

Avoir condamné la gestion coloniale des territoires occupés par Israël depuis 1967 et tracé un parallèle avec le régime d'apartheid sud-africain. Cela suffirait à en faire un Faurisson noir pour les autorités allemandes. Cette accusation serait presque risible, tant l'absence de fondement logique pour la soutenir est manifeste, mais sa provenance et son destinataire cristallisent un enjeu politique dont nous devons nous saisir.

Le soutien indéfectible de l'Allemagne à Israël n'est plus à démontrer. Il s'agit d'ailleurs de l'un des rares éléments de consensus transpartisan, embrassé de l'aile droite à l'aile gauche de l'échiquier politique – Gregor Gysi, dirigeant historique de Die Linke et ancien Président du Parti de la gauche européenne a soutenu sans sourciller que « la sécurité d'Israël faisait partie de la raison d'État allemande »²². Cette relation privilégiée devient encore plus problématique lorsqu'elle s'accapare la lutte contre l'antisémitisme, alors même que les attentats néonazis continuent de frapper le pays²³, que des mouvements populaires suprématistes tels que Pegida ont récemment marché en toute impunité dans les rues et que le tabou de la représentation politique de l'extrême-droite a été brisé par l'AfD qui occupe désormais 89 sièges au Bundestag.

L'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme par le gouvernement allemand au profit de la sauvegarde des intérêts du régime sioniste est une illustration éclatante des travers du philo-sémitisme d'État. Cela nourrit le mal qu'il prétend combattre en renforçant l'idée selon laquelle les juifs sont intimement liés à l'État d'Israël. D'un même mouvement, les voilà organes étrangers au corps social européen et agents du sionisme à l'étranger. Avec de tels amis, pas besoin d'ennemis !

Cette attaque à l'encontre d'Achille Mbembe, émanant du plus haut niveau de l'État, fait écho à la direction assumée par la lutte institutionnelle contre l'antisémitisme, en Allemagne comme en France. Pas un mot, ou si peu, contre l'antisémitisme de la droite radicale et des néonazis – l'antisémitisme blanc, alors même qu'il tue – et beaucoup d'agitation autour du prétendu « nouvel antisémitisme » qu'exprimeraient les immigrés, les minorités non blanches, les Musulmans et qui avancerait drapé dans les habits de l'antisionisme – un antisémitisme du Sud, bien utile pour cacher les effets délétères et mal maîtrisés de la normalisation de l'extrême droite en Occident. Lorsqu'un non-blanc – ouvrier ou intellectuel – dénonce les violations par Israël des droits les plus fondamentaux des Palestinien.ne.s, ou retrace les origines coloniales de la destruction des juifs d'Europe à la manière d'Aimé Césaire, il est rapidement étiqueté comme antisémite et négationniste, et relégué encore plus profondément aux marges des sociétés européennes.

La lutte contre toutes les formes de racisme, et notamment contre l'antisémitisme, a besoin des voix du Sud global. Sans elles, comment dépasser la tonalité individualisante et hors-sol qui caractérise le discours porté par les institutions assermentées européennes sur les discriminations raciales, lorsqu'elles daignent prendre la parole ? Comment se saisir des origines et des fonctions politiques du racisme, ainsi que de ses manifestations contemporaines ? Comment analyser l'ancrage d'Israël dans l'histoire coloniale européenne ?

22 https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Standpunkte/Standpunkte_0809.pdf

23 <https://ujfp.org/les-chevilles-ouvrieres-du-suprematisme-blanc/>

Nous nous devons d'apporter notre soutien inconditionnel à Achille Mbembe, victime d'un chantage odieux visant à le réduire au silence pour protéger l'objet de ses réflexions critiques, bradant au passage la légitimité éthique et politique de la lutte contre l'antisémitisme. Les alliés de l'apartheid en Palestine ne te feront pas taire. Ils ne nous feront pas taire.

Maxime Benatouil, pour la Coordination nationale de l'UJFP, le 24 avril 2020



64. **Livreur condamné pour antisémitisme : quand l'ambassade d'Israël en France s'en mêle, l'antisémitisme augmente.**

Auteur : Jean Claude Meyer

Date : 16 janvier 2021

Contexte : Dans deux restaurants casher strasbourgeois, le 7 janvier 2021, un livreur refuse de prendre une course au motif qu'ils ne livre « pas pour les juifs ». Les restaurateurs portent plainte. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme s'y est joint. Un envoyé de l'Ambassade d'Israël est intervenu auprès des restaurateurs pour les reconforter.

Lien : <https://ujfp.org/livreur-condamne-pour-antisemitisme-quand-lambassade-disrael-en-france-sen-mele-lantisemitisme-augmente/>

Tribune refusée de publication par les Dernières Nouvelles d'Alsace, le 15 janvier 2021.

Parce qu'il devait livrer de la cuisine israélienne, un livreur Deliveroo de Strasbourg a refusé en expliquant qu'il ne livrait pas les juifs.

C'est une parole et un acte antisémites.

On peut noter que ce livreur partage, consciemment ou pas, la confusion intéressée, entretenue par le gouvernement, qui règne depuis trop longtemps entre antisémitisme et antisionisme.

Dans notre région en Alsace, des militants de Mulhouse pour le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) avaient été plusieurs fois condamnés, mais la Cour européenne des Droits de l'Homme a contredit le jugement et la position officielle de la France.

L'enquête annoncée aurait pu nous éclairer : ce livreur a-t-il voulu s'en prendre aux juifs ou à l'État d'Israël ? Mais une justice TGV a condamné ce jeune livreur algérien à 4 mois de prison ferme et à de forts dommages et intérêts. Quand il sortira de prison, il sera expulsé par l'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) prononcée par la préfète d'Alsace.

En tout cas, la confusion entre juif et israélien, antisionisme et antisémitisme est entretenue en permanence par le gouvernement français, par l'Union européenne, par l'État d'Israël, par le CRIF (Conseil "représentatif" des juifs de France) et les représentants des communautés juives, laïques et religieux, à de très rares exceptions.

L'antisémitisme est le racisme anti-juif, comme l'islamophobie est le racisme anti-musulman.

Ce sont des délits réprimés par la loi, sauf que le premier est plus souvent poursuivi et condamné que le second, bien que le second soit plus fréquent en ce moment, avec des porte-parole récidivistes comme Zemmour et de nombreuses autres voix qui ont, elles, micros ouverts dans les médias.

En l'absence actuelle de l'ambassadrice d'Israël en France, c'est un chargé d'affaires, Daniel Saada, qui s'est déplacé depuis Paris pour soutenir les restaurateurs victimes et les institutions juives alsaciennes.

Et tout le problème est là.

A quel titre l'ambassade d'Israël intervient-elle dans une affaire judiciaire d'antisémitisme supposé en France ? Au même titre que le Premier Ministre israélien, M. Netanyahu, lorsque, après des attentats islamistes, il offrait la protection de son pays aux juifs de France et les incitait même à émigrer dans leur prétendu pays, volé au peuple palestinien.

Comment ne pas comprendre le rôle que jouent ces confusions et amalgames, entretenus par le sionisme et ses représentants, qu'ils soient israéliens, français, juifs ou non-juifs, évangéliques ou par des politiciens français, de droite, d'extrême droite, et même, hélas, de gauche, et des dirigeants antisémites étrangers, comme Orban en Hongrie qui tous se déclarent amis des juifs.

Cette confusion voulue, tant par les antisémites que par les sionistes, qui poursuivent le même but – que tous les juifs émigrent en Israël -, a pour conséquence d'augmenter l'antisémitisme traditionnel en Alsace et dans l'ensemble de la France.

Qui ne voit les efforts quotidiens de tous ces gens peu recommandables pour établir et maintenir la fausse équation antisionisme = antisémitisme ?

Eh bien non, définitivement non !

Il y a certes des antisémites qui se cachent sous un masque antisioniste. Récemment, l'un d'eux, Alain Soral, a été condamné à Colmar, à juste titre pour une « quenelle » effectuée devant le Tribunal judiciaire de cette ville et c'est justice.

Mais, de même que les militants BDS de Mulhouse sont des opposants résolus à la politique criminelle de l'État sioniste, mais en aucun cas des antisémites, de même, il y a en France et dans le monde des antisionistes et même une association, l'Union Juive Française pour la Paix, dont je suis adhérent depuis 1994, qui combattent l'État d'Israël et tous ses amis, État qui pratique jour après jour une politique d'apartheid contre les Palestiniens et occupe illégalement la terre de ce peuple, réduit à survivre dans des bantoustans dont la surface ne représente plus, en 2021, que 15 % de la Palestine historique.

Rien ne peut justifier l'antisémitisme qui doit être combattu comme doivent l'être tous les racismes, contre les Musulmans, les Arabes, les Noirs, les Rroms, les Asiatiques et les LGBTQIA+, considérés comme différent.es des « vrais » Français.

Devant la complicité de la quasi-totalité des États du monde, y compris, récemment de l'Arabie saoudite, et le laisser-faire des organisations internationales comme l'ONU ou l'Union Européenne, le peuple palestinien ne peut compter que sur sa propre résistance et la solidarité des peuples à travers le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Jean Claude Meyer, (Schlomo ben Jacov), juif alsacien, antisioniste, membre de la Communauté israélite du Bas-Rhin, et de l'Union Juive Française pour la Paix.



65.

Principes pour le démantèlement de l'antisémitisme, une réponse juive progressiste à la JDA (Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme) – JVP signé par UJFP -

Auteur : JVP (Jewish voice for peace)

Date : 10 avril 2021

Contexte : En mars 2021, à Jérusalem, 200 chercheurs internationaux travaillant sur l'antisémitisme, le génocide, la Palestine, publient une Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme, qui conteste la « définition de l'IHRA », adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) en 2016. Ils considèrent que cette définition de l'IHRA n'est pas claire sur des points essentiels, qu'elle sème la confusion et suscite la controverse, affaiblissant ainsi la lutte contre l'antisémitisme.

Lien : <https://ujfp.org/principes-pour-le-demantelement-de-lantisemitisme-une-reponse-juive-progressiste-a-la-jda-declaration-de-jerusalem-sur-lantisemitisme/>

Un texte initié par Jewish Voice for Peace et signé par l'UJFP

Nous croyons en un monde où nous serions tous et toutes en sécurité et appréciés pour qui nous sommes, c'est-à-dire un monde débarrassé du racisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie. À l'heure où plusieurs gouvernements et partis politiques fascistes, racistes et autoritaires gagnent du pouvoir un peu partout dans le monde, nous sommes plus que jamais engagé·e·s à construire un monde où la justice, l'égalité et la dignité sont garanties à chaque personne, sans exception.

C'est animé·e·s d'une vive inquiétude que nous écrivons cette déclaration, au moment où le gouvernement israélien tente une fois de plus d'échapper à la responsabilité de ses violations des droits de la personne et du droit international en lançant des accusations d'antisémitisme à l'endroit de la population palestinienne et de quiconque se porte à la défense des droits du peuple palestinien. Non seulement ces efforts cherchent à faire taire la population palestinienne et ses allié·e·s, mais ils compromettent aussi la sécurité de la population juive et la lutte nécessaire contre l'antisémitisme.

L'exemple le plus saillant de cette dangereuse campagne est la tentative d'imposer aux gouvernements, institutions publiques, universités et sociétés civiles la définition erronée et

largement discréditée de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). La définition de l'IHRA n'est pas conçue pour protéger les communautés juives contre la recrudescence du racisme et des attaques anti-juives, qui sont principalement perpétrées par de jeunes suprémacistes blancs. Elle a plutôt été employée dans plusieurs pays comme une matraque pour réprimer la défense de droits et la liberté académique. Un grand nombre d'organisations palestiniennes et israéliennes, d'organismes de la société civile et de groupes de défense des droits de la personne de partout dans le monde, ainsi que des universitaires, des auteurs·trices et des militant·e·s, dont l'auteur original de la définition de l'IHRA, ont dénoncé ses répercussions antidémocratiques et ses effets répressifs.

Dans ce contexte, nous accueillons favorablement la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme (JDA), qui se présente comme un correctif utile à la définition dangereusement erronée mise de l'avant par l'IHRA. Si une institution estime qu'elle a besoin d'une définition, la Déclaration de Jérusalem constitue une nette amélioration par rapport à la définition de l'IHRA. Rédigée et endossée par plusieurs des plus éminent·e·s spécialistes des études juives au monde, cette déclaration ouvre la porte au débat, promeut la liberté d'expression et réfute les aspects les plus trompeurs de la définition de l'IHRA. Toutefois, en cherchant à remédier aux fausses prétentions de la définition de l'IHRA, la JDA tombe à son tour dans le piège de situer la question israélo-palestinienne au cœur des conversations sur l'antisémitisme. Si ses auteurs·trices estimaient devoir examiner minutieusement la question pour répondre de manière exhaustive à l'IHRA, il aurait fallu incorporer des perspectives et des analyses représentatives de la position palestinienne dans l'élaboration du document, car sans celles-ci la JDA reste incomplète. L'accent disproportionné placé sur cette question risque de contribuer au contrôle intense des discours concernant Israël et la Palestine et de détourner l'attention des réels dangers que constituent aujourd'hui pour les Juifs et les Juives les mouvements d'extrême droite et suprémacistes blancs.

Mais surtout, nous sommes parfaitement conscient·e·s que l'exercice consistant à définir l'antisémitisme ne fait rien pour réellement démanteler l'antisémitisme. Légiférer sur une définition statique d'une forme ou une autre d'intolérance peut en fait affaiblir les efforts menés au sein de notre société pour combattre la discrimination dans différents contextes et au fil du temps. Plutôt que de codifier des définitions de l'antisémitisme, nous demandons aux progressistes de partout dans le monde de s'engager à démanteler l'antisémitisme en même temps que toutes les autres formes d'oppression et d'intolérance. Pour garantir la sécurité et la liberté de tous et de toutes, y compris celles des Juif·ve·s, nous proposons ces principes et ces mesures concrètes :

Ne dissociations pas l'antisémitisme des autres formes d'oppression.

Situons nos efforts pour démanteler l'antisémitisme dans le cadre d'une lutte plus large contre toute forme de racisme et d'oppression. L'antisémitisme est intégré à la suprématie blanche et fait partie d'une mécanique de division et de peur employée pour nous isoler les un·e·s des autres et nous rendre vulnérables. La même mécanique est employée pour cibler la population noire et d'autres populations racisées, les personnes musulmanes, les immigrant·e·s, les communautés autochtones et plusieurs autres groupes. Le fait d'isoler l'antisémitisme contribue à marginaliser la menace principale à laquelle sont confrontées ces communautés dans le cadre suprémaciste blanc, à invisibiliser l'expérience des Juif·ve·s noirs et d'autres Juif·ve·s de couleur, et à atomiser une lutte

qui, pour aboutir, devra nécessairement être commune et solidaire. Que nos actions soient guidées par le principe suivant : l'oppression est intersectionnelle et la justice est indivisible.

Contestons les idéologies politiques qui excitent le racisme, la haine et la peur.

Rejetons et combattons les idéologies fascistes, suprémacistes blanches et d'extrême droite qui conduisent à la violence meurtrière. Ces croyances complotistes toxiques sont employées pour diviser les communautés et y semer la peur, et pour maintenir et renforcer la suprématie blanche. Ne cédon's aucun terrain aux leaders, aux institutions et aux politicien-ne-s qui promeuvent ce type d'idéologies et accèdent au pouvoir en fomentant la violence antisémite, raciste, islamophobe et xénophobe.

Créons des milieux qui accueillent et célèbrent toutes les expressions de la vie culturelle et religieuse.

Adoptons des politiques et des pratiques qui ne se contentent pas de tolérer la diversité culturelle et religieuse, mais qui l'assument avec enthousiasme. L'hégémonie chrétienne blanche ordonne une grande partie de nos sociétés, de nos vies, de nos relations et de nos institutions. Le fait de concevoir comme « autres » les communautés qui ne sont pas blanches et chrétiennes contribue à perpétuer l'exploitation, la haine et la discrimination. Il nous faut rejeter cette conception nocive en examinant les politiques de nos communautés et de nos organisations et en créant des espaces positifs et inclusifs où les communautés juive, musulmane, sikhe, hindoue, bouddhiste et d'autres communautés confessionnelles puissent se sentir bienvenues et s'épanouir.

Faisons du démantèlement de toutes les formes de racisme et d'intolérance à la fois une politique fondamentale et une pratique quotidienne.

Faisons de la justice raciale, de l'inclusion religieuse et de l'égalité sociale des éléments centraux de l'élaboration des politiques et des processus décisionnels, autant au sein de nos organisations et de nos institutions que sur le plan législatif. Jusqu'à ce que notre société soit tout entière transformée au point où le racisme et l'antisémitisme seront complètement éradiqués, la responsabilité nous appartient de créer des espaces ouverts où sont intégrés à nos pratiques quotidiennes des projets pédagogiques, des programmes éducatifs et des cadres théoriques antiracistes. Si nous n'intégrons pas à notre vie quotidienne l'objectif de démanteler la suprématie blanche, dont le racisme anti-Noirs, l'antisémitisme et l'islamophobie, nous ne pourrons jamais réaliser l'avenir équitable que nous désirons.

Renforçons la sécurité par la solidarité, et non par l'ordre policier.

Résistons aux appels à répondre à la violence contre la population juive par une plus grande présence policière. Une intensification de l'ordre policier ne peut que nuire à certains des membres les plus vulnérables de nos collectivités, y compris les personnes juives de couleur. Investissons plutôt dans des stratégies, des pratiques et des plans qui renforcent la protection de toutes nos communautés sans accroître le pouvoir et la présence de forces policières de plus en plus militarisées. Notre histoire prouve que la liberté et la sécurité de chacun d'entre nous dépendent de notre liberté et de notre sécurité à tous et à toutes.

Signataires :

Jewish Voice for Peace (US)
 Independent Jewish Voices (Canada)
 Manchester Jewish Action for Palestine (UK)
 Jewish Liberation Theology Institute (Canada)
 Sh'ma Koleinu – Alternative Jewish Voices (New Zealand)
 Boycott from Within (Israeli citizens for BDS)
 Jewish Voice for a Just Peace in the Middle East (Germany)
 Jews against the Occupation (Australia)
 French Jewish Peace Union (Union Juive Française pour la Paix) (France)
 Jews Say No! (USA)
 Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (France)
 International Jewish Anti-Zionist Network
 Een Andere Joodse Stem – Another Jewish Voice (Flanders, Belgium)
 Scottish Jews Against Zionism (Scotland)
 As the Spirit Moves Us (a Jewish Justice organization)
 Tikkun Olam Chavurah

aaaaa

Index lexical

Action française.....	92
AfD.....	96
affaire de la crèche Baby Loup.....	29
affaire Dreyfus.....	41, 62
Ahmadinejad (Mahmoud).....	5
Al-Durah, Mohamed.....	9
Al-Husseini, Amin (le grand Mufti).....	11
Aliot, Louis.....	4
Alliot-Marie, Michèle.....	20
Allon, Yigal.....	64
alyah.....	12, 19, 26
Amalécites.....	14
anti-israélisme.....	7, 47
antijudaïsme.....	6, 9, 12
antijudaïsme chrétien.....	6, 9, 37 sv, 46, 59, 61
antisémitisme.....	3 sv, 17, 19 sv, 25 sv, 30 sv, 36 sv, 41 sv, 45 sv, 64, 66, 70, 72 sv, 82 sv, 86 sv
Antisémitisme.....	3, 5, 8, 46 sv, 77

antisémitisme allemand.....	38
antisémitisme de gauche.....	7
antisémitisme racial.....	38, 46, 61
antisionisme.....	2 sv, 7, 9, 14, 20, 26 sv, 31, 50, 53 sv, 76 sv, 84, 86 sv, 90, 96, 98
Antisionisme.....	2, 31, 54, 58
apartheid. 8, 12 sv, 19, 28 sv, 32, 34 sv, 43 sv, 47, 49 sv, 52, 55 sv, 58, 65, 67, 69, 71, 74, 76, 84 sv, 89 sv, 96 sv, 99	
Arabes.....	4, 11 sv, 22 sv, 28, 32, 39 sv, 42, 44, 46, 60, 62 sv, 67, 76, 80, 82 sv, 86, 99
Arendt, Hannah.....	4, 39, 46, 65
Armageddon.....	62
ashkénazes.....	60
assimilationistes.....	55
Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF).....	12
Auschwitz.....	45
B'nai Brith.....	32
Bagdad.....	7
Balfour, Lord Arthur.....	4, 9 sv, 39, 55, 62, 64, 67, 80, 88
Bannon, Steve.....	4
banque juive.....	37, 48
Barak, Ehud.....	65
Barghouti, Marwan.....	36
Bataclan.....	50
Bataclan (tuerie du).....	50
BDS.....	32 sv, 43, 48, 51, 57 sv
BDS (boycott, désinvestissement, sanctions). 2, 8, 18 sv, 30, 32 sv, 43 sv, 48 sv, 51 sv, 57 sv, 68 sv, 72 sv, 76, 90, 93, 98 sv, 103	
Begin, Menahem.....	34, 41, 65, 82, 85
Ben Gourion, David.....	10, 41, 63 sv, 80, 85
BNCVA.....	25
BNVCA.....	8, 12, 14, 47, 49
BNVCA (Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme).....	47
Bouteldja, Houria.....	93
boycott.....	8, 10, 18 sv, 41, 43 sv, 47, 49, 52 sv, 57, 64 sv, 80 sv
Boycott.....	19 sv, 48, 51, 57 sv, 68, 73 sv, 76, 90, 93, 98 sv, 103
Breivik, Anders.....	12
brigades internationales.....	41
Buber, Martin.....	44
Buchenwald.....	32, 42
bund.....	42, 81 sv
Bund.....	40 sv, 62, 76, 79, 81, 96
camps d'extermination.....	45
Catherine II.....	61
ccif.....	27
CCIF.....	27
Céline, Louis-Ferdinand.....	93
Césaire, Aimé.....	96
Chahid, Leila.....	29
Chamberlain, Houston Stewart.....	78
Charbit, Denis.....	2, 87 sv
Charlie-Hebdo (tuerie de).....	18, 22, 31, 45, 48

Chelli , Grégoire, dit Ulcan.....	33
Chrétiens sionistes.....	4, 12
chrétiens sionistes antisémites.....	39
circulaire Alliot-Marie.....	52
Civitas.....	92
CNCDH.....	25, 92
collaboration.....	3
colonialisme.....	9, 13, 23, 33, 39 sv, 44, 49, 53 sv, 61 sv, 66 sv, 76, 79 sv, 87, 95
communauté juive.....	18
complotisme.....	83
cosmopolitisme.....	83
Cour européenne des droits de l'Homme.....	93
Cousteau, Pierre-Antoine.....	66
Crif.....	8
CRIF.....	8 sv, 12 sv, 16 sv, 21 sv, 25 sv, 32, 47 sv, 53, 86, 92 sv, 98
Croisades.....	6, 37, 60
Cukierman, Roger.....	47
Daesh.....	24, 28, 30
Dayan, Moshe.....	64
de Gaulle, Charles.....	66
de Rugy, François.....	3
déchéance de citoyenneté.....	29
Déclaration de Jérusalem.....	2, 100 sv
décret Crémieux.....	58, 92
Deir Yassin.....	34, 43, 65
dénonciation.....	7
déportation des Juifs de France.....	92
destruction des juifs d'Europe.....	96
destruction du Temple.....	59
Dewinter, Filip.....	4
dhimmi.....	9, 60, 78
Dieudonné.....	7, 27, 41, 48, 56, 83, 92
Edelman, Marek.....	40
égalité des droits.....	6 sv, 13 sv, 19, 21, 36, 40 sv, 49, 53, 67, 69 sv
Eichmann, Adolf.....	10 sv
Einsatzgruppen.....	4, 12, 42, 45
Einstein, Albert.....	65
Einatzgruppen.....	81
émancipation.....	9, 32, 38, 40 sv, 46, 61, 70, 76, 78 sv, 92
émancipation des Juifs.....	9, 32, 40, 61
Enderlin, Charles.....	9
Eshkol, Levi.....	64
essentialisation.....	54
État d'Israël.....	6, 8, 10, 29, 40, 42 sv, 54 sv, 58, 64 sv, 80, 82, 85, 88 sv, 96, 98 sv
exil.....	59 sv
extrême droite.....	4, 6, 8, 11 sv, 16, 27, 32 sv, 47, 56, 65 sv, 69, 76, 83 sv, 92, 96, 98, 101 sv
Falachas.....	32, 40, 63
Falashas.....	14
Fassin, Éric.....	22
Faurisson, Robert.....	5, 96

Finkielkraut, Alain.....	86
Fourest, Caroline.....	24
Front National.....	7
FTP-MOI.....	10
Génération identitaire.....	92
génocide.....	5 sv, 10 sv, 13, 20, 32, 41 sv, 52, 58, 64 sv, 67, 75, 80 sv, 84, 86, 88, 100
ghettos.....	6, 9, 38
Globke, Hans.....	47
Gobineau, Arthur de.....	61, 78
Goldnadel, Gilles William.....	48 sv
Grégoire, abbé.....	38
Guenif, Nacira.....	22
Gysi, Gregor.....	96
Haavara, accord de.....	10, 41, 47, 81
Haavara, accords de.....	41, 47
haine de soi.....	9
Halakha.....	14
Haredim.....	63
Haredim.....	71
Hazan, Éric.....	43
Heine, Heinrich.....	61
Herzl, Theodor.....	20, 38 sv, 41, 62, 76, 79 sv
Hessel, Stéphane.....	8 sv
hiérarchisation.....	92
histoire juive.....	6
Hortefeux, Brice.....	29
Hyper Cacher de la Porte de Vincennes.....	18, 22, 31, 34, 45, 48
IHRA.....	89 sv, 100 sv
immigration.....	7, 9, 26, 33, 41, 65, 82
Inquisition.....	6, 46, 60, 78
insultes antisémites.....	92
internationalistes.....	55
islamophobie.....	11, 13, 27, 30, 41, 52, 73 sv, 90, 94, 98, 100, 102
Islamophobie.....	24
Jabotinsky, Vladimir.....	41, 65
JSSnews.....	32 sv
judaïsme.....	6, 9, 12 sv, 37 sv, 40, 46, 58 sv, 63, 68, 70, 78 sv, 84
judaïsme athée.....	38
judéité.....	9, 18 sv
judéo-arabe.....	80
judéo-berbère.....	63
Judéo-yéménites.....	40
judéobolchevisme.....	38, 46
judéocide.....	45 sv, 57
juderias.....	38
Juifs arabes.....	6 sv, 58
Juifs d’Afrique du Nord.....	37
juifs du Maghreb.....	60
juifs yéménites.....	14, 63, 68
Juste.....	3

Kaczynski, frères.....	4
Katzav, Moshe.....	28
Khazars.....	60
Khmelnitskyï (massacre de).....	37
kibboutz.....	35, 44, 64, 81
Kichinev, pogrom de.....	39, 41
kippa.....	56, 90
Ku Klux Klan.....	67
l’an prochain à Jérusalem.....	63
ladino.....	63, 80
LDH.....	49
LDJ (Ligue de défense juive).....	15, 20, 32 sv, 37
Le Pen, Marine.....	4, 12
Leibowitz, Yeshayahou.....	48
Lévy, Gideon.....	4
LICRA.....	32, 48 sv
limpieza de sangre.....	60
lobby sioniste.....	75
loi sur le voile.....	27
lois de Nuremberg.....	47
Loubavitch.....	70
Macron, Emmanuel.....	57
Mandela, Nelson.....	69
Manouchian.....	32
Mardam Bay, Farouk.....	22
Mariya (radio antisémite polonaise).....	4
Marr, Wilhelm.....	46, 79
Marx, Karl.....	61
Maurras, Charles.....	93
Mbembe, Achille.....	2, 95 sv
Mendelssohn, Felix.....	61
Merah, Mohammed.....	17, 19, 32, 50, 86
Mergui, Joël.....	16
meurtres rituels (accusation de).....	9, 59
migrants.....	57 sv, 69, 76
minorité invisible.....	38
Minute.....	83
mizrahim.....	83
MOI.....	32
mouvement des Panthères noires.....	69
MRAP.....	49
musulmans.....	18, 22 sv, 26 sv, 37, 47, 56, 58, 60
Musulmans.....	4, 11, 13, 23 sv, 27, 30, 32, 37, 41, 46 sv, 61, 63, 70, 78, 83, 96, 99
Nakba.....	42 sv, 64, 67, 69 sv, 82 sv, 85
nationalisme.....	6, 9, 38, 40, 61, 63, 67, 80
négationnisme.....	4 sv, 7, 45 sv
négrophobie.....	90, 94
Néguev.....	32
Nemmrouche, Mehdi.....	50
néoconservateurs français.....	24

néonazis.....	96
néonazisme.....	3
Netanyahu, Benyamin.....	57
nettoyage ethnique.....	42
Noirs.....	13, 23, 32, 39, 46, 68 sv, 86, 99, 102
Okhrana.....	62
Orban, Viktor.....	4, 66, 75, 84, 90, 98
Palestine.....	5 sv
Paroubiy, Andriy.....	3
Parubly, Andriy.....	3
Pegida.....	96
Peled, Nurit.....	67
Pence, Mike.....	4
Peretz, Amir.....	65
peuple déicide.....	37, 46, 59
peuple élu.....	63
peuple juif.....	63
peuples juifs.....	40
philosémitisme.....	30, 93, 96
Plehve, Viatcheslav.....	4, 39
plus jamais ça.....	32, 42
pogroms.....	4, 6, 9, 37, 46, 62
Pologne.....	4
Protocoles des sages de Sion.....	7
Protocoles des Sages de Sion.....	79
quenelle.....	99
Rabbins pour la paix.....	71
rabes.....	35
Rabkin, Yakov.....	56
racialisation.....	21, 27
racisation.....	30
racisme.7, 10, 12 sv, 18, 25 sv, 30, 32 sv, 46 sv, 49, 52, 54, 57 sv, 68 sv, 71, 73 sv, 76, 83 sv, 89 sv, 96, 98 sv	
Racisme.....	14, 46, 49
racisme anti-blanc.....	49
racisme d'État.....	52, 94
rafle du Vél' d'hiv'.....	57, 66
Rassinier, Paul.....	7, 83
régime de Vichy.....	83
Rivarol.....	83
Rothschild, Lord Lionel.....	39
Rroms.....	23, 32, 46, 49, 52, 69, 86, 99
Säid, Edward.....	31
salon anticolonial.....	22
Sand, Shlomo.....	40, 64, 67
Sarkozy, Nicolas.....	29
séfarades.....	14, 83
Sémites.....	46, 61
sépharades.....	63
Shahid, Leila.....	5

Shaked, Ayelet.....	32, 43
Shamir, Israël.....	7
Shamir, Itzhak.....	32, 42
Shoah.....	9 sv, 34, 45, 81, 95
Shoah.....	45
Sieffert, Denis.....	22
sionisme.....	32, 36
sionisme chrétien.....	79
Sivan, Eyal.....	43
société postcoloniale.....	23
sociocide.....	36
Soral, Alain.....	7, 27, 48, 83, 92, 99
Soros, Georges.....	4
SOS Racisme.....	49
stéréotypes.....	7, 38
stéréotypes antisémites.....	86
stéréotypes racistes.....	9, 37, 46, 59
Strache, Heinz-Christian.....	4
Strasbourg.....	97
Svoboda (parti hongrois).....	3
synagogue.....	7, 16 sv, 20, 83, 93
terrorisme.....	24 sv, 28, 83
théories du complot.....	24, 48
Torah.....	13 sv, 32, 56
tradition juive.....	32
Traoré, Adama.....	91
Traoré, Assa.....	92
tribunal Russell sur la Palestine.....	8, 43
Ulcan.....	33
Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE).....	3
usure.....	37
Val, Philippe.....	24
Vidal, Dominique.....	22, 25, 29
Vieille Taupe, La.....	7
violences policières.....	86, 91 sv
Warschawski, Michel.....	29, 67, 71
Wilders, Geert.....	4
Wisigoths.....	60
xénophobie.....	72 sv
yiddish.....	40, 63, 78, 80
Yiddish.....	6, 11 sv, 66
Yiddishland.....	6, 11
Zone de résidence.....	38

LIEN VERS LE DOSSIER 7

Retrouvez les articles de l'UJFP sur son site :

<https://ujfp.org>

